

HISTOIRE POLITIQUE
DE LA
MUNICIPALITÉ DE GUINGAMP

de la révolte parlementaire de 1788
à l'organisation révolutionnaire de 1790-91

THÈSE POUR LE DOCTORAT ES-LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Caen

par

Louis FOURNIER



LES PRESSES BRETONNES — SAINT-BRIEUC

—
1934

HISTOIRE POLITIQUE
DE LA
MUNICIPALITÉ DE GUINGAMP



Digitized by the Internet Archive
in 2026

HISTOIRE POLITIQUE
DE LA
MUNICIPALITÉ DE GUINGAMP

de la révolte parlementaire de 1788
à l'organisation révolutionnaire de 1790-91

THÈSE POUR LE DOCTORAT ES-LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Caen

par

Louis FOURNIER



LES PRESSES BRETONNES — SAINT-BRIEUC

—
1934



A Monsieur Armand RÉBILLON,

*Professeur d'histoire moderne et contemporaine
à la Faculté des Lettres de Rennes.*

A Monsieur Georges WEILL,

*Professeur d'histoire moderne et contemporaine
à la Faculté des Lettres de Caen.*

PAGE LIMINAIRE

« Quel grand intérêt prendriez-vous à savoir que Guingamp, comme toutes les villes de la province, protesta contre la mesure qui frappait les Parlements ; que Guingamp complimenta M. Necker sur son élévation au ministère et que le banquier genevois répondit en trois lignes ; que des hermines d'or furent solennellement offertes à l'abbé de Rocquancourt, au marquis de Coëtando, à MM. Riollay et Brunot, à l'occasion de leur détention à la Bastille ; que des feux de joie furent allumés et des *Te Deum* chantés presque toutes les semaines, presque tous les jours ; enfin, que la Communité, renforcée des délégués d'une foule de clubs, jugea à propos de blâmer et de censurer le célèbre et admirable mandement de Mgr Le Mintier, et que le recteur de Guingamp eut la faiblesse de trahir, en cette circonstance, ses devoirs et ses sermons ? Vous avez lu, partout ailleurs, tous ces détails et mille autres ; il n'y a qu'à changer les noms propres, et c'est peu de chose, en vérité. Encore une fois, quand vous avez entendu la voix, prêtez-vous l'oreille à l'écho ? »

ROPARTZ (S.) Guingamp. — *Etudes pour servir à l'Histoire du Tiers-Etat en Bretagne*, Saint-Brieuc, 1859, 2 tomes (I, p. 277-278).

ABRÉVIATIONS

A, 4 = Annexe, n° 4.

SM, 14 = Sources manuscrites (bibliographie) n° 14.

SI, 48, IV, p. 10, n. 1 = Sources imprimées (bibliographie), n° 48,
tome IV, page 10, note 1.

PREMIÈRE PARTIE

Guingamp à la veille de la Révolution

A la veille de la Révolution française de 1789, la ville de Guingamp occupait, en Bretagne, une situation de troisième plan. Elle prenait rang après les capitales de Rennes et de Nantes, après les cités importantes de Brest, de Saint-Malo, de Lorient, de Vitré, de Fougères, de Morlaix, de Quimper et de Vannes, comparable à Dinan, à Redon, à Quintin, à Saint-Brieuc. Parmi les 42 villes de la Province qui, représentant le Tiers-Ordre, députaient seules aux Etats (1), elle se classait douzième par sa population (probablement de 4.000-4.100 habitants en 1788) [A, 1], quatorzième par ses revenus municipaux (40.567 l. 16 s. 10 d. pour les deux années 1786 et 1787) [A, 2]. Elle était la quatrième ville de la Sénéchaussée de Rennes, après Rennes, Saint-Malo et Vitré, avant Lamballe, Châteaubriant, La Guerche, Dol et Montfort [A, 3].

LA VILLE

Guingamp avait gardé l'aspect général d'une bourgade du Moyen âge. Entourée d'une ceinture de remparts non démantelés, la ville atteignait dans ses plus grandes dimensions 300 toises environ, 600 mètres, de l'est à l'ouest, et 150 toises, 300 mètres, du nord au sud (2). Sa rue principale, où se

(1) A. Rébillon. Les Etats de Bretagne de 1661 à 1789 [S. I., 43, p. 111 sqq] : détails sur la représentation du Tiers-Etat ; 44 villes députaient en 1614, 40 en 1667, 42 à partir de 1738.

(2) Ropartz S. Guingamp [S. I., 44, I.] carte hors texte, plan de Guingamp en 1778, levé par Anfray, ingénieur, et gravé par Ollivault à Rennes (fac simile) et Marée, Champion, Blanchard. Anciennes mesures des Côtes-du-Nord [S. I, 36] : valeur de la toise : 1 m. 949 ; valeur de la lieue de Bretagne : 2.400 toises, 4.677 m. 68.

serraient les pignons à encorbellements des maisons allongées en profondeur, sa place triangulaire ornée d'une fontaine de plomb, ses ruelles étroites et courtes, sa basilique monumentale et trapue [S. I., 37, I, p. 9], ses halles, ses couvents lui conservaient, presque intact, le type médiéval. On trouvait à la sortie est, près de la porte de Rennes, deux hôpitaux. Hors les murs, bordant le Trieux ou lancés comme des antennes dans les différentes directions, s'allongeaient les faubourgs : le Grand Trotrieux ; le Petit Trotrieux-Rustang ; Saint-Nicolas ; la Trinité ; Porsanquen ; Montbareil ; Saint-Sauveur ; Saint-Michel et Sainte-Croix. Un poteau d'octroi en indiquait la limite, fixée en moyenne à 200-300 toises. Au delà, jusqu'à un quart de lieue (1), 1.200 mètres, c'était la banlieue [S. M., 26 et A, 11]. Des manoirs, des chapelles, des maisons de religieux, des fermes étaient disséminés dans la campagne environnante.

La situation topographique de Guingamp, au centre nord de la Bretagne, sur un lieu de passage du Trieux où le relief de la vallée s'évase et s'adoucit, en avait fait un important nœud routier. De la grande route royale de Paris à Brest, divergeaient, à Guingamp ou aux environs immédiats, les routes de Lanvollon, de Pontrieux, de Tréguier, de Paimpol et de Lannion au nord, celles de Carhaix, de Rostrenen, de Pontivy et de Lorient au sud. La ville, où était établi un relais de la poste Paris-Brest, était bien desservie. Elle avait un Régisseur général des Postes et Messageries de France, Louis Bazil Poinsignon, et un Directeur des Postes aux lettres, Rocquancourt [A, 4]. Un service local assurait les transports à Saint-Brieuc et à Lannion : Mlle Thérèse Le Meur, veuve Le Deüc, maître de poste, qui tenait rue Notre-Dame l'hôtel « de l'Empereur et des Voyageurs », en avait l'entreprise [A, 5]. Trois loueurs de chevaux se tenaient en outre à la disposition des voyageurs. Guingamp était gîte d'étapes : y passaient et logeaient — chez l'habitant ou à l'hôpital — les troupes changeant de garnison [A, 6], qu'elles vinssent de Brest, de Morlaix ou s'y rendissent, et les soldats malades et convalescents allant aux hôpitaux

(1) Ordonnance de l'Intendant de Bretagne du 30 septembre 1761 fixant les limites des faubourgs de Guingamp — Lettres Patentes du 4 septembre 1782 indiquant les limites de la banlieue.

du Folgoët ou de Morlaix. Ainsi placé sur une des artères principales de Bretagne, jouissant d'une position remarquable, Guingamp pouvait connaître rapidement les nouvelles et les informations et constituer, pour sa région, un centre de renseignements et même de commandement.

Sa situation géographique en faisait aussi un centre agricole, industriel et commercial. A égale distance du riche littoral et de l'aride région montagneuse de l'intérieur, la ville appartenait à une zone agricole de transition où confinaient les cultures du Trégorrois et celles de la Cornouaille et où l'on faisait un actif élevage de chevaux. Elle était un débouché naturel des productions régionales et un lieu d'échanges commerciaux. Aux jours de foire et de marché — et il y avait trois jours de marché par semaine — les paysans apportaient leur froment et leur lin, leur sarrasin, leur seigle et leur avoine, les toiles de leur industrie rurale ; ils venaient vendre aussi les produits de leur élevage. Les maquignons acquéraient chevaux et bovins ; les tanneurs achetaient les peaux et les tisserands, le lin ; les habitants s'approvisionnaient en grains, en beurre, en œufs, en volailles, en viande de boucherie, en paille et en bois [A, 7]. En retour, les négociants faisaient commerce d'huile, de vin, de café, de sucre, de savon, de suif, de fer, de cuivre, d'étoffes ; les artisans cédaient les produits de leur industrie : le cuir, la toile, le drap, les ustensiles de ménage, les outils de culture. Les intérêts de la campagne, de l'industrie et du négoce s'y trouvaient représentés. Il était logique d'y voir éclore, l'heure venue, les revendications des uns et des autres.

La ville de Guingamp était la résidence d'un certain nombre d'officiers de services administratifs du royaume, de la province, des domaines seigneuriaux. En particulier, les intendants, procureurs, juges, notaires, percepteurs d'impôts et de rentes, greffiers, huissiers et sergents seigneuriaux y étaient installés, gérant les propriétés, faisant respecter les droits des possesseurs nobles de la terre, rédigeant les actes publics et privés, rendant la justice. Les avocats, les praticiens, les coutumiers vivaient à l'entour. D'après Ropartz [S. I. 44, I, p. 213], 32 justices seigneuriales, hautes, moyennes et basses, dont 4 ne ressortissant pas au tribunal royal de Guingamp, s'exerçaient dans la ville même [A, 9].

Les communautés religieuses y étaient nombreuses, sinon importantes : couvents de femmes (des Sœurs grises, des Carmélites contemplatives, des Religieuses hospitalières de l'Hôtel-Dieu, des Religieuses de Notre-Dame de la Charité à Montbareil, des Ursulines du faubourg de la Trinité) ; couvents d'hommes, d'ailleurs peu peuplés (des Capucins, 7 h. — des Dominicains, 9 — des Cordeliers, des Prémontrés à l'Abbaye de Sainte-Croix (l'abbé) (1). Aux religieux réguliers, il faut ajouter les aumôniers, les précepteurs de certaines familles nobles, les recteurs et les vicaires des trois paroisses de Guingamp (Notre-Dame de Guingamp, la Trinité, Saint-Sauveur) et de celle de Sainte-Croix.

D'après Ropartz [S. I., 44, I], on pourrait croire que Guingamp eut, à l'époque, un collège florissant. Il n'en est rien (2). Certes, il existait une « Ecole dirigée par un ecclésiastique », le sieur Beaulard, régent, et appelée Collège. On y apprenait « d'une manière imparfaite » (3) les éléments des grammaires latine et française. En somme, il s'agissait d'un établissement de la ville, de peu de valeur, d'un degré à peine plus élevé que les quatre écoles privées et payantes, sans doute peu fréquentées, des instituteurs « maîtres ignares » Désert, Goden, Berezay et Briand. Les Ursulines, qui avaient d'ailleurs des classes gratuites, donnaient l'instruction aux jeunes filles riches, mais nous ignorons l'importance de leur école [S. I., 31, p. 174-175]. En tout cas, si quelques jeunes gens pouvaient recevoir à Guingamp les rudiments d'une instruction secondaire, c'était aux collèges de Tréguier et de Saint-Brieuc, à Rennes (pour le droit et la chirurgie), à Caen (pour la médecine), à Paris qu'ils poursuivaient leurs études et, au point de vue scolaire, la ville ne paraît pas avoir joué un rôle qui méritât d'être retenu [S. I., 24, p. 4].

(1) R. Durand [S. I., 27]. T. I., p. 321 sqq.

Et Abbé Lemasson [S. I., 33, I. p. 39, 40 et 41]. Etat nominatif des religieux dressé après le 15 août 1790 : Capucins de Guingamp, 8 ; Dominicains, 2 ; Cordeliers de Grâce-Guingamp, 4 — Religieuses : Ordre de Montbareil, 42 ; Carmélites, 17 ; Ursulines, 34.

(2) R. Durand [S. I., 27]. T. I., p. 491 n. 7 et p. 493.

L. Fournier. Historique de l'Ecole primaire supérieure de Guingamp. *La Presse Guingampaise*, 1932, n^{os} 15 à 20 ; n^o 15, n. 1.

(3) Sée et Lesort [S. I., 48]. T. IV, p. 32 et p. 68.

LA POPULATION

Les éléments de la population étaient ceux de la plupart des villes. Le Tiers-Etat comprenait [A, 8] :

1° tout un monde d'officiers secondaires, d'administrateurs, de gens de loi. On comptait, au minimum, 3 juges, 34 procureurs, notaires et priseurs (d'après la « Protestation des Notaires » [S. I., 2] : 12 procureurs royaux et ducaux, 9 notaires royaux et ducaux, 10 priseurs, au total, 31), 2 greffiers, 8 sergents, 5 praticiens et coutumiers, 16 avocats, 20 administrateurs, directeurs, contrôleurs, receveurs, ingénieurs, commis, au total 88 personnes plus ou moins informées des bons et des mauvais côtés du régime, aptes aux fonctions administratives ou croyant l'être, d'un niveau intellectuel très inégal, satisfaites ou mécontentes de l'ordre des choses. Parmi ces hommes de loi, les uns se déclareront hostiles aux réformes ; les autres, convaincus ou opportunistes, aideront modestement aux efforts de la Nation, se feront parfois champions des revendications du Tiers, ou plus facilement « trublions » ;

2° un nombre assez restreint de personnes exerçant des professions libérales : 3 médecins ; 3 chirurgiens ; 1 vétérinaire ; 9 instituteurs et professeurs ; 1 apothicaire ; 2 libraires ; 2 orfèvres ;

3° des commerçants : une trentaine de négociants appartenant à la bourgeoisie dite commerçante ; 150 à 200 petits marchands, bouchers, charcutiers, poissonniers, hôteliers ou traiteurs, cabaretiers et cantiniers, etc... Quelques-uns des négociants les plus importants participaient à l'administration municipale ; appartenant à la classe la plus aisée du Tiers, ils entendaient maintenir leurs prérogatives d'anciens bourgeois ; ils s'intéresseront de près à la Révolution ;

4° des artisans, patrons et ouvriers : en tout, 150 gens de métier, le plus souvent de petite condition (dont 5 patrons tanneurs et 5 à 8 tisserands) auxquels il faut adjoindre 11 compagnons, 20 journaliers et garçons de peine, une vingtaine de laboureurs et une quinzaine de jardiniers ;

5° 150 servantes et 25 domestiques, gens de maison.

La liste de capitation de 1788 pour Guingamp et Sainte-Croix [S. M., 10], comptant 731 articles, comprenait environ 990 individus, serviteurs compris : 529 étaient portés pour une capitation de 1 livre et 1 livre 10 sols ; 190 payaient de 2 à 5 livres ; 62, de 5 à 10 livres ; 53, de 10 à 20 livres ; 53, de 20 à 50 livres ; 26, plus de 50 livres (il n'est pas tenu compte de 10 Ursulines et de 43-45 domestiques de couvents et de particuliers non imposés pour la capitation). Les plus fortes capitations de 237 l. 10 s., 261 l., 189 l. et 141 l. étaient payées, respectivement, par Mme Gratien, par Mme de Ménimande, régisseuse des octrois, par Mme Deslongrais et par les demoiselles Dureste.

L'ADMINISTRATION PROVINCIALE

Guingamp dépendait du Gouvernement militaire de Bretagne, de l'Intendance de Bretagne, de la Sénéchaussée de Rennes, du Diocèse de Tréguier.

La ville était chef-lieu d'une subdivision de l'Intendance de Bretagne, la Subdélégation de Guingamp, circonscription territoriale ayant dans son ressort 35 paroisses : Belle-Isle-en-Terre, Botlézán, Bourbriac, Coadout, Guénézan, Guingamp-municipalité, Saint-Sauveur, Sainte-Croix et la Trinité, faubourgs de Guingamp, Gurunhuel, Kermoroch, Landébaëron, Le Merzer, Locquenvel, Magoar, Moustérus, Péder nec, Plésidy, Plougonver, Plouisy, Plounévez-Moëdec, Pommerit-le-Vicomte, Ploumagoar, Pont-Melvez, Saint-Adrien, Saint-Agathon, Saint-Laurent, Saint-Norvez, Saint-Michel de Plouisy, Saint-Péver, Squiffiec, Tréglamus, Trégonneau, Trézélan. Depuis 1787, le lieutenant-subdélégué était Antoine-Julien Vistorte de Bois-léon, successeur de Le Mat.

Elle était le siège de la Sénéchaussée judiciaire de Guingamp, une des deux Sénéchaussées du Duché de Penthièvre (l'autre était à Lamballe), une « des principales juridictions de Bretagne » [S. I., 29, p. 54]. Le tribunal royal, dit de duché-pairie, ayant le titre de Cour ducale, avait succédé, lors de l'Union, à l'ancienne justice ducale du Duc de Penthièvre. Il était considéré comme siège présidial et, de ce fait, relevait *omissio medio* du Parlement de Bretagne, sans avoir

à passer par l'intermédiaire du Présidial de Rennes. Le Duc de Penthièvre, juge nominal, y était représenté par le Sénéchal Rupérou, successeur de Rabault, assisté d'un alloué, Pastol de Keramelin, et d'un lieutenant, Vistorte de Boisléon, et par son procureur fiscal (ayant les fonctions actuelles d'un juge, d'un avoué, d'un ministère public et d'un régisseur de domaines [S. I., 29, p. 76]), Le Normant de Kergré. D'après Ropartz [S. I., 44, I, Appendice p. 289-292], 58 paroisses, 118 juridictions seigneuriales, laïques et ecclésiastiques relevaient plus ou moins directement de la Sénéchaussée de Guingamp et la Cour ducale « avait du fief dans 86 paroisses » ; d'après Giffard, 80 ou 81 tribunaux de haute justice, 26 de moyenne et basse justice — soit 107 tribunaux — et dans la subdélégation même, 30 hautes justices (dont 16 s'exerçant à Guingamp), 14 moyennes dépendaient de la Cour ducale [A, 9].

Un tribunal de police, la Prévôté de Guingamp, une des quatre prévôtés de Bretagne (Rennes, Nantes, Guingamp, Tréguier), existait aussi à Guingamp : Vistorte de Boisléon, lieutenant du Sénéchal, était juge prévôt et lieutenant général de police.

En ce qui concerne l'administration financière [S. I, 27, II, ch. IV et 43, III^e Partie], Guingamp était rattaché au Diocèse de Tréguier pour la répartition et la perception des impôts directs, levés sous le contrôle des Etats provinciaux. Sous la haute direction de la Commission intermédiaire des Etats, la Commission intermédiaire du Diocèse, siégeant à Tréguier, « travaillait à la confection des rôles des impositions abonnées et en surveillait le recouvrement » [S. I., 48, I, p. IX-X]. Le Normant de Kergré, procureur fiscal du Duché et maire de Guingamp, représentant du Tiers-Etat, était membre de la Commission de Tréguier. Les notables officiers municipaux du « général » de la Communauté de la ville assuraient la répartition locale de l'impôt, à Guingamp et dans les faubourgs. Les habitants payaient la capitation (capitation — milice — frais de casernement — frais de milice) ; les vingtièmes (vingtième et vingtième d'industrie) ; les fouages ordinaires et extraordinaires ; les fouages extraordinaires de la Province ; il étaient exempts des fouages du

Roi [S. I., 27, II, p. 259]. En outre, ils devaient, sauf exemptions particulières, le casernement et le logement des gens de guerre. En matière d'impôts indirects, Guingamp était le siège d'une Inspection (Inspecteur : Gourville, d'après Sée et Lesort — Buffetière, d'après un Etat de l'an III : Tableau des individus o. c. A, 1) et d'une Direction des Devoirs (Directeur : Dorisy. — Inspecteur général : Joseph-Marie Bédard en 1790) ; un personnel nombreux travaillait aux Devoirs : un receveur général (Lorin), un receveur des campagnes, un contrôleur général, un contrôleur de ville, un ambulant, un garde-magasin, quatre commis aux exercices, un commis aux écritures, un buraliste (Rousseau) ; d'une Recette des aides et « droits y joints » (Recette du département de Guingamp subordonné à la Direction de Morlaix) ; d'un Contrôle des Actes et « droits y joints » pour Guingamp, Bourbriac et Belle-Isle (Contrôleur : Jean-Baptiste Briand) ; d'une Direction des Domaines et d'un Bureau de « Ferme générale », surtout chargé de la perception des droits domaniaux multiples [S. I., 27, II, p. 261], bureau dépendant du département et de la direction de Morlaix (Directeur des Domaines et Receveur de la Seigneurie de Guingamp : J.-B. Briand ; Receveur des fermes du Domaine : Jacques Rousseau). [A, 10.]

Enfin, Guingamp était chef-lieu d'un des neuf départements bretons des Ponts et Chaussées (Ingénieur ordinaire des Travaux publics : Jacques Anfray, père. Sous-ingénieur : Robinet).

L'ADMINISTRATION DE LA VILLE

« L'Assemblée de MM. les échevins et nobles bourgeois de la ville et Communauté de Guingamp » administrait la ville. Elle était à la fois corps municipal de la Communauté et corps politique ou « général » de la paroisse Notre-Dame.

En mai 1788, l'Assemblée municipale comprenait [S. M. 36]

Le Maire : Noble Maître Joseph Le Normant de Kergré, avocat au Parlement, procureur fiscal du Duc de Pen-thièvre [c : 42 ¹ 7 + 2 dom. 3 — exempt de casernement] (1) ;

(1) Lire : capitation : 42 livres 7 sols + 2 domestiques (ou servantes ou clercs), 3 livres.

M^r le Recteur : Guillaume-Marie de Montfort ;

MM. de la Noblesse : De Léon,

Du Garzsporn ;

Le Procureur du Roi : Toussaint-Yves Festou de la Ville-
blanche, procureur et avocat [c : 77¹ + 2 ser. 3] ;

Le miseur : Jacques-René Onfray de la Painnière, négociant
[c : 157¹ + 2 dom. 3] ;

Le contrôleur (des octrois) : Pierre-Marie-Augustin Guyomar
de Kerninon, marchand de draps, correspondant
[c : 29¹ 2 + 1 ser. 1,10 — exempt de caserne-
ment] ;

Les anciens maires et échevins

Rabault, ex-Sénéchal, notable (jusqu'au 24 sep-
tembre 1788, [c. 44¹ 12 + 2 dom. 3],

Louis Alexandre père, avocat, ancien maire
[c : 22¹ + 1 dom. 1,10],

Toussaint Limon du Timeur, avocat, doyen des
maires, ancien correspondant [c. : 80¹ (—16¹, 9)
+ 2 dom. 3 — exempt de casernement],

Jourand de Quérès, doyen des avocats [?],

Brunot, procureur [c : 45¹ + 1 cl. 3 + 1 dom.
1,10],

Douaren l'aîné, négociant [c : 73¹ 3],

Toudic, archiviste du Palacret, sous-doyen des
Procureurs (c 1789 : 43¹ + 1 cl. 3 + 2 ser. 3 —
exempt de casernement],

François Loysel, marchand, administrateur de
l'Hôtel-Dieu et de la Fabrique [c : 30¹ 10] ;

Le greffier : Mathurin Dorré de Bringollo, notaire royal
[c. 27¹ + 1 dom. 1,10].

Le maire était élu, pour deux ans, par l'Assemblée. Le
Normant de Kergré, successeur de Limon du Timeur, élu une
première fois en 1784 avait eu ses pouvoirs renouvelés le
1^{er} mars 1786, puis le 6 février 1788.

Le Recteur (c'est-à-dire le curé), les membres de la noblesse
(en droit, les plus anciens gentilshommes ; en fait, ce n'était
pas le cas à Guingamp [S. I., 48, IV, p. 33, 34, n. 2]), le doyen
des avocats et le sous-doyen des procureurs étaient membres
de droit. Les trois anciens maires et les trois échevins ou « les

notables habitants » étaient élus ; ils se recrutèrent par cooptation, leur nomination restant soumise à l'approbation du Duc de Penthièvre. C'est ainsi que « droit de séance et voix délibérative » furent accordés :

à Toudic, le 25 août 1786, succédant à Raoul ;

à Loysel, le 6 février 1788, succédant à Le Coz, non remplacé depuis mars 1787 ;

Jourdan, doyen des avocats, succéda de droit à Jourand de Quérès le 4 janvier 1789.

Le Procureur du Roi, le Miseur, le Contrôleur et le Greffier, officiers titulaires, avaient acquis leurs charges car, malgré l'Arrêt du Conseil du 9 avril 1748 qui restituait les offices aux Communautés, moyennant finances, « avec faculté d'élire librement leurs titulaires » [S. I., 27, I, p. 5], à Guingamp, les charges continuaient à s'acheter. La municipalité avait donc racheté les offices municipaux créés ou transformés en offices royaux de judicature par Louis XIV, puis, au lieu d'élire les titulaires, leur avait vendu leurs charges (S. I., 48, IV, p. 35, n. 1]. Les offices étaient d'ailleurs héréditaires.

La composition de la « Communauté » ne correspondait pas au Règlement du Conseil du 6 juin 1706, spécial pour Lannion, Lamballe, Moncontour et Guingamp. L'Assemblée aurait dû comprendre : le Sénéchal de la juridiction ou, en son absence, l'alloué ; président ; le lieutenant ; le juge prévôt ; le syndic en exercice ; le procureur fiscal ; le recteur en semaine ; le procureur du Roi, syndic de la Communauté ; les deux plus anciens gentilshommes établis dans la ville ; les deux plus anciens syndics ; les deux miseurs ; les deux plus anciens bourgeois, marchands ou non ; le plus ancien avocat ; le plus ancien procureur postulant ; le greffier. Mais la Communauté n'eut de cesse d'enlever aux juges le droit d'être membres de droit, de présider, de députer aux Etats. En 1718, les anciens maires demandèrent au Roi à entrer dans l'Assemblée avec voix délibérative. Il ne leur fut pas répondu et ils reprirent sans autorisation leur rang dans le corps municipal. Le 3 mars 1745, les juges se retirèrent de la Communauté « à laquelle ils cessent de présider... en exécution des lois qui leur interdisaient l'entrée des Communautés » (Arrêt de 1745) [S. I., 48, IV, p. 34 n. 3]. Le 22 juil-

let 1748, la Communauté prit « une délibération très nette déclarant que l'Arrêt du Conseil du 9 avril précédent... réduisait à néant les prétentions des officiers de justice » et enleva définitivement aux juges leurs places dans la Communauté, par le fait même que l'Arrêt accordait au maire la présidence de l'Assemblée. En 1760, en 1778, en 1784, les juges tentèrent, sans succès, de rentrer au Conseil. Cependant, le Roi interdisait de changer les officiers municipaux ; après avoir annoncé qu'il s'occuperait de modifier le régime de la Communauté, il revint sur sa décision (19 juin 1784). En 1786, la Commission intermédiaire des Etats étudia et mit au point un projet de réforme des municipalités. Les bourgeois de la Communauté de Guingamp, dans la séance du 4 décembre 1786, s'y montrèrent franchement hostiles, peu disposés à rembourser les offices des Procureur, miseur, contrôleur et greffier, adversaires de l'augmentation du nombre des membres du Corps de ville car, disaient-ils, « dans le nombre, n'existe pas toujours le plus de lumière et d'aptitude », adversaires de l'élection par les habitants car, d'une part, les élus ne seront pas toujours « les plus propres à l'administration municipale..., les autres occupations de leur état ne leur permettent pas de s'en occuper avec l'application nécessaire », et, d'autre part, l'admission, dans la Communauté, des gouverneurs ou anciens gouverneurs de la Fabrique et des Hôpitaux qui « devenaient des administrateurs éclairés... était un genre de récompense pour ceux qui s'étaient rendus utiles. » Enfin « on sentira facilement la différence qu'il y aura entre des régisseurs de bonne volonté et des gens contraints ; les uns font tout le bien qu'ils peuvent, les autres se bornant à ne point faire d'autre mal que celui de négliger tout ce qu'ils peuvent négliger sans s'exposer à être inquiétés » [Registre BB 15 S. M. 36, Délibération du 4 décembre 1786, p. 21] (1).

Ainsi, les membres de la Communauté étaient particulièrement attachés à leurs privilèges. Hostiles à tout empiète-

(1) Cf. Art. 27, p. 54. « ...Le petit nombre de membres dont les Communautés sont composées présente des inconvénients en ce que ces membres occupés de leurs affaires particulières ne se trouvent point aux Assemblées, ce qui fait que les affaires les plus urgentes sont retardées ». L'examen du Registre des délibérations confirme l'irrégularité de l'assistance des membres aux séances.

ment du pouvoir royal, ils se montraient également opposés à l'admission d'autres membres du Tiers et surtout à l'élection par le peuple. Il leur suffisait — et c'était leur seule concession — d'accorder aux habitants le droit d'assister aux séances « intéressantes ou indifférentes » [Motion Kerbriant du 12 décembre 1789. Registre BB 15, S. M. 36, p. 191] ; « y avait-il quelque chose de secret, M. le Maire l'annonçait et tout le monde se retirait content d'avoir été témoin muet de l'Assemblée ». L'Assemblée formait une sorte de Corps de membres haut-capités, inamovibles pour la plupart, corps stable et fermé, entendant régenter souverainement la ville. Elle paraît bien être la représentation d'une classe spéciale, celle des bourgeois les plus riches, hommes de loi et gros négociants, assez comparable à la curie municipale romaine. Ce n'était certes pas spécial à Guingamp : « dans presque toutes les villes de la province... les municipalités ne sont composées que d'un très petit nombre de membres pris dans les classes supérieures, tandis que les classes inférieures n'ont personne pour les représenter ; d'où il résulte qu'elles sont souvent sacrifiées lorsque les classes qui sont représentées jouissent de tous les avantages » [Doléances, Art. 27, p. 54].

En tant que municipalité, « l'Assemblée de MM. les échevins et nobles bourgeois » administrait la ville.

Elle dressait le budget ou plutôt ordonnait les dépenses et vérifiait en fin de gestion, tous les deux ans, les comptes du miseur, également soumis à l'approbation de l'Intendant et au contrôle de la Cour des Comptes. Les recettes comprenaient seulement le produit du bail des octrois, les augmentations d'octroi [A, 11 et S. M. 60] déduction faite des frais de régie, et les retenues (vingtièmes et 2 sols pour livre du dixième) sur certains émoluments versés par la Communauté. En 1788 et 1789, les recettes s'élevaient à 20.054 l. 18 s. 10 d. (débit des comptes municipaux, fin 1787 : 2099 l. 11 s. 3 d. — bail des octrois : 8000 l. — augmentations d'octroi : 9230 l. 14 s. 4 d. — retenues sur gages et sur rentes constituées : 724 l. 13 s. 3 d.) et les dépenses à 22882 l. 12 s. 11 d. [A, 12].

Elle assurait, en principe, la police de la ville. En fait, le juge prévôt en était chargé. La brigade de maréchaussée ne s'intéressait pas spécialement à la ville. La milice bourgeoise

trace d'exercices de papegault (1) ni même de milice d'appar-
existait, mais elle était complètement désorganisée : aucune
rue. Les soldats des Chasseurs des Pyrénées et des Dragons
d'Orléans, du Régiment de Bouillon-Picardie et du Régiment
de Conti qui, en 1788 et 1789, furent successivement en gar-
nison à Guingamp, effectuaient les rondes de nuit, assez fré-
quemment occasions de désordres et de rixes. Toutefois, la
Communauté réglementait étroitement la tenue des foires et
des marchés urbains.

Elle avait à sa charge les travaux publics : réparation des
rues, des chemins, des ponts ; entretien des pavés et des
égouts ; réparation des édifices publics : hôtel de ville, hôpi-
taux, églises, fontaine publique, horloge, etc..., et payait des
honoraires à l'ingénieur. Elle suppléait aux défaillances du
Duc de Penthièvre qui ne réparait plus les ponts, bien qu'il
perçût les droits de péage (cf. Doléances de Guingamp. Ar-
ticle 6) [S. I., 48, IV, p. 20].

Elle assurait le logement et les fournitures aux troupes.
Elle organisait les fêtes publiques. Elle contribuait aux frais
du culte et de l'instruction. Elle s'occupait de l'assistance pu-
blique, versant des subsides et des rentes au Bureau de Cha-
rité (500 livres), aux Pauvres honteux de la Marmite de
Rennes (400 livres), au Recteur, pour abonnement des au-
mônes (312 livres).

Elle répartissait l'impôt ; recrutait pour la milice royale.

Enfin, elle députait aux Etats de la province (cf. page 31),
et par là jouait le rôle d'une assemblée représentative du
Tiers.

En tant que « Général » de paroisse, elle gouvernait les
intérêts de la Fabrique et en désignait les administrateurs :
François Loysel, marchand et membre de la Communauté ;
Yves Le Roy (de Kerderrien), notaire, et Jacques Flouriot,
procureur, nommés par délibération du 1^{er} mars 1786. Elle
administrait les hôpitaux : Hôtel-Dieu (Loysel, Le Roy, Flou-
riot en étaient aussi administrateurs) et Hôpital général. Les
paroisses de Saint-Sauveur, de Sainte-Croix et de la Trinité
avaient des corps politiques distincts.

(1) Les rôles du papegault s'arrêtent en 1762.

DEUXIÈME PARTIE

Guingamp révolutionnaire

CHAPITRE I

LA « COMMUNAUTÉ DE VILLE » DE GUINGAMP ET LA RÉVOLTE PARLEMENTAIRE DE MAI-AOUT 1788

Au cours du conflit mettant aux prises, d'un côté, le gouvernement de Louis XVI et, de l'autre, les Parlements qui se refusaient à suivre la politique de réformes fiscales du ministre Loménie de Brienne et réclamaient la convocation des Etats Généraux, le Roi promulgua les Edits du 10 mai 1788 et les imposa à l'enregistrement. Six ordonnances bouleversaient entièrement l'organisation judiciaire : une « Cour plénière » remplaçait les Parlements pour l'enregistrement des actes de l'autorité royale ; 47 « Grands Bailliages » étaient institués pour juger en appel la majeure partie des causes civiles et criminelles ; le nombre des Chambres aux Parlements et le nombre des Offices étaient réduits ; une nouvelle organisation des Présidiaux uniformisait le premier degré de juridiction et ruinait les justices seigneuriales ; les Parlements étaient suspendus jusqu'à l'installation des « Grands Bailliages », jusqu'au fonctionnement du nouvel appareil judiciaire. A la fois réforme radicale, judicieuse et machine de guerre lancée contre les Parlements rebelles, les Etats provoquèrent un violent mouvement de résistance qui dégénéra en révolte.

En Bretagne, les édits furent interprétés surtout comme une atteinte aux droits de la Province. Aux magistrats se joignirent les officiers de justice et les membres du barreau, la noblesse, le clergé, l'armée, les communautés de ville, le Tiers-Etat. A Rennes, la réaction fut unanime et immédiate, tour à tour irascible et ironique, toujours opiniâtre. Arrêts, remontrances, protestations, démissions, libelles injurieux, parodies carnavalesques des nouveaux tribunaux n'empêchèrent pas, tout d'abord, l'exécution des lois : Bertrand de Molleville, intendant, fit arrêter les principaux magistrats du Parlement de Bretagne, les 2 et 3 juin ; les autres furent dispersés le 6 juin. La noblesse soutint le Parlement et organisa « la campagne de désobéissance » ; elle délégua ou fit déléguer, à Paris ou à Versailles, trois députations : la première, fin juin, de 12 gentilshommes (le Vicomte de la Housaye, de Talhouët, de Boisbaudry, de Kersalaün de Mûr, de Lucinière, de la Bourdonnais, de Combles, de la Bintinaye, de Bouetier, de Lesguern, de la Noüe, de Caradeuc) qui furent enfermés à la Bastille le 14 juillet ; la seconde, après le 18 juillet, de 18 membres des Commissions intermédiaires des Etats ; la troisième, au début d'août, de 53 membres représentant les trois Ordres et les neuf Diocèses de la Province ; elle fit pression sur le Tiers-Etat breton qui ne s'émouvait que lentement, utilisant et perfectionnant dans un but de propagande le système des Bureaux de correspondance entre les Commissions intermédiaires et les Corps constitués, sollicitant l'appui des villes ; M^r de Botherel, procureur général syndic des Etats, parcourut la Bretagne au début d'août, exhortant à la résistance. Sous cette action, la Province commençait à frémir.

Les mesures royales n'avaient fait qu'aggraver la crise financière. A bout de ressources, Loménie de Brienne, le 8 août, suspendit la « Cour plénière » et annonça la convocation des Etats généraux pour le 1^{er} mai 1789. Il n'évita pas, pourtant, la banqueroute du 16 août. Le Roi se vit contraint à capituler : le 25 août, Loménie de Brienne était sacrifié et Necker rappelé ; le 14 septembre, les 12 gentilshommes bretons étaient mis en liberté ; le 23 septembre, tous les Parlements étaient rétablis.

A Guingamp (1), si l'on suivit avec un vif intérêt les troubles provoqués par l'enregistrement des Edits de mai, la Communauté, pourtant « membre des Etats », ne se pressa pas de se prononcer contre le Roi. Le 20 juin seulement, elle ajouta sa protestation à celles déjà connues des autres villes et l'adressa à la Commission intermédiaire. Il lui fallut le temps de réfléchir. Comme la plupart des villes, elle s'engagea dans la révolte péniblement, pressée par les objurgations répétées de la noblesse. Le compte rendu de la séance municipale du 20 juin [Registre BB 15, S. M. 36, p. 50 et S. M. 19, p. 359] est tout empreint d'esprit de retenue. Alors que la Communauté se réunit pour affirmer solennellement son adhésion au mouvement de résistance, elle prétexta l'opportune circonstance d'une assemblée convoquée « afin de pourvoir à la répartition des impôts » pour expliquer son arrêté et comme pour l'entourer de circonstances atténuantes. D'autre part, elle s'excusa du retard apporté bien « qu'instruite de tout », bien que « témoin... d'une fermentation aussi générale qu'alarmante », en invoquant le souci de ne se prononcer qu'à bon escient et de traduire fidèlement la pensée commune : elle « a laissé au temps à la déterminer et à la fixer... afin de ne pouvoir se méprendre sur l'opinion publique. » Elle s'éleva, en général : 1° contre l'emploi de la force et de la violence pour l'exécution des décrets (« Jamais on n'employa une armée pour forcer le peuple à être heureux ») ; 2° contre les lois du 10 mai contraires à « la Capitulation de la Province », destructives des constitutions de la Bretagne « jurées par le souverain et la nation (bretonne) » ; 3° contre ces lois « effrayantes pour la sûreté particulière de certains citoyens » atteints « dans leur fortune, leur crédit ou leur honneur » ; contre la suspension des tribunaux ; contre la suppression « des juges souverains qui puissent réparer les erreurs des juges (inférieurs) agissants... ; la propriété devient inutile lorsqu'il n'existe plus de moyens de la garantir de la violence de l'usurpateur. »

Le 31 juillet [BB 15, p. 53], l'Assemblée se décida à un

(1) Sources : S. I. 15, I, passim ; 19, passim ; 22, passim ; 34 ; 40, I, ch. I à VI ; 41, ch. I, p. 1 à 14 ; 43, ch. VII, p. 736 à 749 ; 47, passim ; 48, I, p. XXXII à LI.
S. M. 36.

geste plus direct. Elle adressa une supplique à M. de Villedeuil, nouveau Secrétaire d'Etat au Département de la Province, pour obtenir l'élargissement de MM. Riollay, procureur de la Communauté de Guingamp au Parlement et député protestataire à Paris, et Charles Brunot, fils de Brunot procureur et doyen des échevins de Guingamp, étudiant en droit à Paris « qui avait soutenu avec.. énergie les députés bretons chargés de défendre les droits du Parlement de Rennes » [S. I., 35], tous deux embastillés. La supplique ne parle d'ailleurs que des services zélés rendus par Riollay et Brunot à la cité et de leur conduite irréprochable ; les signataires se gardent de toute allusion aux causes qui ont déterminé l'emprisonnement.

Vers le 10 août, M. de Botherel passa très probablement à Guingamp. Il semble bien que la Communauté se réunit le 12 août pour se concerter, mais « de cette assemblée, il n'est résulté aucune délibération. » N'étaient d'ailleurs présents que Limon du Timeur, le Recteur, De Léon, Festou, Toudic et le greffier Dorré de Bringollo. Le Normant de Kérgré, maire (délégué du Tiers par la Commission diocésaine de Tréguier) prenait part à l'Assemblée de Rennes qui, du 1^{er} au 10 août, organisait la députation des 53.

Le 28 août [B. B. 15, p. 55], parvint la nouvelle de la chute de Brienne. Le Roi cédait. Ce fut un soulagement : on pouvait enfin parler, dire son sentiment ! Le début de la délibération de la Communauté est assez caractéristique de l'état d'esprit qui régnait : « Il est enfin arrivé cet instant si désirable où tous citoyens dignes de la confiance générale (et en particulier Le Normant de Kérgré qui parle !) peuvent *manifestar avec sécurité* leur joie renaissante ». Le corps municipal fixa aussitôt un programme de réjouissances : *Te Deum*, feu de joie, illuminations. Le 2 septembre, ce fut de « l'allégresse », en apprenant la nomination de Necker, événement « qui ranimé la confiance générale... et qui peut rassurer la Bretagne sur le maintien de ses privilèges et sur le retour à l'ordre public ». Une lettre élogieuse fut immédiatement adressée au nouveau ministre [A, 13]. Le 17 septembre, ce fut de « l'ivresse » : les 12 gentilshommes, « illustres détenus », étaient libérés et le Parlement de Paris, rappelé. Une

grandiose manifestation fut organisée pour le dimanche 21 : tous les Ordres seront invités ; on allumera un feu de joie « au son des musettes et au bruit des boëles (pétards) » ; on dansera ; on illuminera, le soir, dans la ville et les faubourgs. Le 18 septembre, M. l'abbé de Rocquancourt devait passer dans la ville : la municipalité décida d'aller, en corps, le complimenter et lui offrir une hermine d'or ; à leur retour, elle offrira également des hermines d'or à MM. de Coëtando, Brunot et Riollay [B. B. 15 — Délibération du 17 septembre — p. 57 v°]. MM. de Rocquancourt et de Coëtando faisaient partie de la députation des 53.

Une parfaite entente semblait alors régner entre les membres de la Communauté. Unaniment, ils se félicitaient des résultats obtenus, du triomphe du Parlement et de la Nation bretonne, du rétablissement de l'ordre et de la justice ; ils se réjouissaient d'une victoire à laquelle ils n'avaient, il est vrai, que timidement contribué. Un moment d'apaisement précéda la préparation aux Etats provinciaux et aux Etats généraux. On ne s'inquiétait encore ni de la conduite à tenir, ni des revendications possibles à formuler.

Tandis que la bourgeoisie alliée au clergé et à la noblesse soutenait la résistance parlementaire, le bas-peuple des villes, inquiet, excité probablement, profitait du désarroi général, qu'il fût pris de panique ou révolté. Il craignait la famine, redoutait la hausse du prix du pain (cours des 100 kgs de froment à Guingamp, vers le 15 août : 15 francs [S. I., 15, II, p. 176]). Les récoltes de 1788 étaient médiocres ; les marchands de grain exportateurs venaient s'approvisionner jusque dans l'intérieur de la campagne bretonne ; les années précédentes, les marchés du littoral suffisaient à leurs achats (cf. : Lettre du recteur de Plouisy et de Saint-Michel-de-Plouisy à l'Intendant, 10 septembre 1788). [S. I., 48, p. 27, n. 1]. Des bruits circulaient : les Anglais raffaient le blé ; les agioteurs, les gros négociants l'accaparaient ; les nobles le recélaient dans leurs greniers. Les ordonnances interdisant l'exportation des grains à l'étranger, réglementant la vente et le transport des grains à l'intérieur du royaume alarmaient plus qu'elles ne rassuraient. « La suspension du Parlement et l'interruption de la justice avaient enhardi les fauteurs de désordre » [S. I.,

48, II, p. 10 à 22]. Des émeutes éclatèrent aussitôt la moisson, au début d'août, dans les villes et bourgades de la côte nord, à Pontrieux, Paimpol, Lézardrieux, Tréguier, Lannion, Morlaix, Lamballe, Saint-Brieuc, Lanvollon, dans celles de la côte sud, à Vannes, Pontcroix, Hennebont, Quimperlé, Nantes. Puis, l'intérieur se révolta : Guingamp le 26 août, Vitré, Ploërmel, Carhaix. Les mouvements séditieux se renouvelèrent en automne. Ils devaient reprendre au printemps de 1789, aux temps difficiles d'une soudure précoce. Une lettre du subdélégué de Guingamp à l'Intendant [S. M., 9] témoigne de l'état d'esprit des révoltés : « M. Boisléon tente de calmer la foule. Le peuple lui répond « qu'on veut l'affamer, que les Anglais ne viennent acheter les blés que pour les jeter à la mer et à une certaine hauteur, et qu'ils ont même acheté toute la récolte sur pied ». Il leur explique que ces bruits sont absurdes : — Le Parlement n'existe plus, lui crie-t-on, la justice a cessé ses fonctions ; désormais nous sommes les maîtres de faire ce qu'il nous plaira, il est temps que nous ayons du pain sans travailler. — Mais alors votre intention est de piller, puisque vous ne voulez plus travailler ; vous savez que ce genre d'occupation mène ordinairement au gibet ? — Peu vous importe ce que nous ferons, nous n'avons aucun compte à vous rendre ». [S. I., 40, I, p. 14-15 et S. I., 22, p. 18] (1). C'était comme une sorte de retour de la guerre des farines de mai 1775 ; mais, cette fois, le peuple proférait des cris de haine à l'adresse de la noblesse, du clergé, de l'autorité.

(1) Dans certains cantons, le mouvement prit le caractère d'une véritable jacquerie. Les paysans des environs de Guingamp « de Lanvollon, Binic, Pordic, Quintin, Corlay et Pontrieux parcourent journellement le campagnes et dévastent les marchés ». On accusait les nobles de favoriser l'exportation pour faire hausser le cours des farines et ainsi, pouvoir fixer à des taux élevés « l'apprécié » système de paiement en argent des rentes foncières dues au seigneur.

CHAPITRE II

LES ETATS PROVINCIAUX : ATTITUDE DE LA COMMUNAUTÉ ET RÔLE DE LE NORMANT DE KERGRÉ (octobre 1788 — février 1789)

I. — LA PRÉPARATION DES ETATS PROVINCIAUX. — LES REVEN- DICATIONS DU TIERS-ÉTAT.

Les Etats de Bretagne devaient se réunir au mois de décembre 1788 pour voter les impôts et élire les députés aux Etats Généraux. La convocation était parvenue à Guingamp le 30 septembre. L'ouverture des Etats, d'abord fixée au 27 octobre, avait été finalement reportée au 28 décembre par Lettre royale connue le 12 décembre. A la séance du 30 septembre, le maire, Le Normant de Kergré, fut désigné « d'une voix unanime » pour représenter la ville. D'ailleurs, le maire était, de par sa charge, « député-né » (1). A l'époque, Le Normant de Kergré, né en 1744, avait 44 ans. Noble homme (son blason : « d'or au chevron d'azur et trois merlettes d'argent, deux en chef, une en pointe »), d'une famille de bourgeois et d'officiers royaux et seigneuriaux, avocat au Parlement, juge et procureur fiscal du Duché de Penthièvre, membre de la Commission intermédiaire du diocèse de Tréguier, maire depuis 1784, il jouissait à Guingamp d'une situation privilégiée et il était le chef du parti de la haute bourgeoisie. L. Dubreuil [S. I., 19, p. 354] le représente comme un magistrat hautain et autoritaire, aux allures cassantes, ayant une haute idée de ses mé-

(1) A. Rébillon [S. I., 43, p. 116]. « En fait, l'élection des députés n'avait jamais été absolument libre. Dès l'origine, la députation aux Etats fut une prérogative indiscutée du premier magistrat de la communauté, procureur syndic ou maire, et il resta, jusqu'à la fin, député né. La liberté de la communauté se réduisait à lui adjoindre d'autres députés ou à choisir son remplaçant, s'il était lui-même empêché. A partir de 1667, c'est en cette seule circonstance que fut possible un libre choix. Encore se trouvait-il restreint par les prérogatives des juges ».

rites, quelque peu infatué de sa qualité, mais dévoué, ponctuel, minutieux. Instigateur des arrêtés municipaux du 20 juin, il apparaît, dès lors, homme de modération, de ménagements, mais respectueux de la légalité, réservé, opportuniste à contre-cœur, plus maladroit qu'habile à louvoyer. Son absolutisme était mal supporté par certains de ses pairs et par les robins de petite bourgeoisie. Festou de Villeblanche, procureur du Roi, Jean Le Bouëtté, avocat et notaire, Kerninon-Kerbriant, fils de marchand, Charles Hello, notaire, étaient à la tête du chœur des mécontents.

Vers le début d'octobre, en Bretagne, le Tiers-Etat commença à préciser ses revendications, tant pour les Etats Provinciaux que pour les Etats Généraux. L'arrêt du 5 juillet 1788 enjoignait, du reste, aux villes « de rechercher dans quelles formes s'étaient faites les précédentes élections aux Etats Généraux » et invitait les personnes instruites à adresser des suggestions au gouvernement. Un mouvement patriote se développait : comités, sociétés de pensée, assemblées s'organisaient et discutaient ; des brochures étaient répandues et préparaient les esprits ; toute une ère de polémique entre le Tiers et la noblesse hostile s'ouvrait (1). Des commerçants, des gens de loi, des titulaires d'offices s'engageaient dans la lutte. Petit à petit, il se créait un réseau tendu par des mains mal connues. Un plan d'attaque, le « Plan de campagne », se précisait. On a voulu voir dans les loges maçonniques des cadres tout préparés pour l'œuvre de propagande patriote. A Guin-

(1) Le conflit proprement dit entre le Tiers et la Noblesse était ouvert depuis vingt ans : abcès lentement formé qui creva fin 1788.

A. Rébillon [A. I., 43, p. 738] : « Le danger (pour les Etats de Bretagne)... était dans la gravité croissante du conflit qui depuis vingt ans mettait aux prises la noblesse et le tiers au sein de l'Assemblée. A la vérité, la querelle des fougues n'aurait pas suffi à provoquer entre les deux ordres l'éclatante rupture du 31 décembre 1788. C'est la convocation des Etats Généraux qui, en soulevant la question du vote par tête et du doublement du tiers, déclancha l'attaque décisive de la bourgeoisie bretonne contre l'antique constitution des Etats de la province et l'initiative du mouvement fut prise par des éléments de la bourgeoisie étrangers au patriciat urbain d'où sortaient, le plus souvent, les députés de l'ordre aux Etats. Mais, que cette attaque n'ait pas été prévue de longue date, que sa préparation immédiate n'ait commencé qu'en octobre 1788, cela ne veut pas dire qu'elle fut un accident fortuit. Ce n'est pas dans le jeu de la « Machine » artificiellement construite par les « Sociétés de pensée » qu'il faut chercher le secret de sa vigueur et de son succès. Les incidents dramatiques de la tenue de 1788-1789 n'ont plus rien de surprenant quand on a suivi l'action du tiers aux Etats depuis 1770... »

gamp, il existait bien une loge : l'Etoile des maçons, constituée par la Grande Loge de France, le 15 juin 1772, renouvelée par le Grand Orient le 27 juin 1777 et unie à la loge Parfaite Union de Rennes. Mais, une liste incomplète des membres en 1772, conservée aux Archives des Côtes-du-Nord [S. M., 34 et S. I., 33, I, p. 20] ne comporte, en dehors de Le Normant de Kergré, aucun nom de ceux qui vont jouer un rôle actif pendant ces premières années révolutionnaires. En outre, l'examen des signatures apposées sur les registres et pièces de la Communauté ne fournit aucun renseignement utile : trois signatures seulement sont accompagnées du signe caractéristique des francs-maçons, celles de Le Roy de Kerderrien, de Brunot de Camarel, de Maurice Herpe aîné. Il ne semble donc pas que la Loge de Guingamp fût un centre d'action (1). Par contre, il se constitua une chambre de correspondance. Pierre Guyomar de Kerninon, contrôleur de la Communauté, déjà correspondant aux Etats, devint correspondant du parti patriote (Adresse de Comités de correspondance tirée d'une circulaire du Comité Cottin du 17 janvier 1789 — S. I., 15, II, p. 42). A l'origine, les membres du Comité, encore peu nombreux, n'avaient aucun moyen de contrainte sur les dirigeants de la Communauté.

Le 6, puis les 13 et 20 octobre, le Corps municipal de Rennes définit les charges de ses deux députés aux Etats provinciaux. Le 4 novembre, les officiers municipaux de Nantes, poussés et appuyés par trois cents citoyens d'une « Commune » qui s'était fondée en marge de la Communauté régulière, reprenaient les formules de Rennes et exigeaient la double

(1) M. Dupont [S. I., 22, p. 30] « D'après Jouaust (La Maçonnerie à Rennes jusqu'en 1789, dans le « Monde maçonnique », déc. 1859), il semble que cette entente (l'entente du Tiers-Etat dans chaque province et dans toute la France), en Bretagne du moins, était due à la Maçonnerie. Il y avait à Rennes des loges importantes... Elles entretenaient une correspondance active avec les loges de Brest, Nantes, Guingamp, Quimper, Saint-Malo, Dinan, Morlaix, Fougères... » « Nous ne saurions trop revendiquer (dit Jouaust) pour la Maçonnerie en général et pour la nôtre en particulier la gloire d'avoir conduit le mouvement de 89 à son début... Remarquons... que l'ensemble jusqu'alors incompris avec lequel toutes les villes de Bretagne se soulèvent pour agir au même instant dans le même but, s'explique facilement par la correspondance incessante des loges si nombreuses dans cette province... Les loges militaires créées au sein des régiments qui parcoururent les différentes garnisons de la province aidèrent encore à la connaissance des maçons des divers orients, augmentent la circulation des idées maçonniques et contribuent à l'unité de vue des diverses loges. »

représentation du Tiers et le vote par tête. Les 4, 6 et 27 novembre, la ville de Vitré donnait des charges formelles à son député, lui interdisant de délibérer aux Etats tant que le Tiers n'aurait pas obtenu gain de cause au sujet des réformes demandées. Le Tiers-Etat réclamait :

1° *en matière d'impôts* : une répartition équitable des fouages du Roi et de la capitation ; la suppression des fouages extraordinaires de la Province et le paiement d'une indemnité représentative des fouages indûment perçus ; la révision des vingtièmes ; l'abolition de la corvée en nature et des droits de péage et leur remplacement par un impôt frappant les trois ordres ; la suppression de l'impôt de casernement et du logement des gens de guerre ;

2° *en matière de service militaire* : l'abolition du tirage des milices et des dispenses de service accordées aux domestiques des nobles et des ecclésiastiques (1) ;

3° *en matière de représentation et de vote aux Etats et dans les Commissions* : l'augmentation du nombre des députés du Tiers sur la base de un député pour 10.000 habitants ; la double représentation du Tiers dans les commissions ; le renvoi de l'ordre du Tiers des anoblis, subdélégués et officiers (cf. S. I., 22, p. 54 : Le procureur fiscal vit du régime et s'enrichit des abus. On comprend qu'il s'abstint de soutenir les revendications des paysans ou qu'il tint à diriger les assemblées de rédaction des cahiers. On comprend pourquoi, à Rennes, on voulut écarter les agents seigneuriaux de l'éligibilité) ; la place de greffier en chef ; un procureur syndic aux Etats ; le vote par tête.

(1) S. I., 22 — S. I., 23, p. 244 *sup.* — S. I., 28 — S. I., 45, IV.

Dans Dupont (p. 207-209) : « Le tirage au sort avait été introduit dans le recrutement des milices par une ordonnance royale du 23 décembre 1691. Avant, sous le régime de l'ordonnance du 29 novembre 1688, les habitants choisissaient les soldats à la pluralité des voix, mais il y avait des cabales pour exempter des parents, des amis. La manière de faire tirer au sort, l'âge et les qualités de ceux qui devaient y être admis furent l'objet d'une ordonnance royale du 25 janvier 1726 ou 1728. Les instructions pour MM. les commissaires chargés de la levée des soldats provinciaux en Bretagne pour l'an 1788 donnent le détail des exemptions accordées : nobles, ecclésiastiques, domestiques des nobles et des ecclésiastiques, fils aînés des riches laboureurs et des négociants en gros, étudiants... » Pour échapper à la milice, les jeunes gens se marient (mariages précipités souvent mal assortis) ; ou ils entrent pour quelques jours au service d'un privilégié. D'après Sée et Lesort, Guingamp fournissait environ trois miliciens par an (IV, p. 31, n. 1).

Ce fut à la séance du 12 novembre que Le Normant de Kergré porta à la connaissance du Corps municipal les lettres et arrêtés des Communautés, reçus de Rennes, de Nantes, de Vitré. Le maire jetait d'ailleurs la suspicion sur les délibérations de Nantes qui, imprimées, n'étaient accompagnées d'aucune « missive manuscrite », ni revêtues « d'aucune signature, ni d'aucun caractère d'authenticité ». L'Assemblée chargea trois de ses membres, Le Normant de Kergré, Limon du Timeur, ancien maire, et Festou de Villebranche, de les étudier et d'établir un rapport dont ils présentèrent les conclusions. La Communauté délibéra. Le public assistait à la séance ; le maire l'interpella, sollicitant son avis sur les arrêtés des villes : le silence des assistants apparut comme « une approbation tacite mais expressive de la conduite de la Communauté » qui refusait de s'associer aux exigeantes demandes de Rennes, de Nantes et de Vitré. (Délibérations du 14 novembre 1788 et du 17 mars 1789 ; les 2 délibérations se trouvent dans : 1/ S. I., 48, IV, p. 37-39 et 2/ S. I., 47, Appendice p. 430-433). (Dans son Compte Rendu à la Municipalité de Guingamp, après le 17 mars 1789, Le Bouëtté accuse Le Normant de Kergré « de n'avoir pas consulté les corporations de la ville, mais de s'être borné à interpeller ceux de leurs membres qui se trouvaient à la séance de la Communauté de ville, au lieu d'engager *les corps et communes à s'assembler et à se concerter par des délibérations réfléchies* comme auraient voulu le faire les diverses municipalités de la province. » [S. I., 48, IV, p. 10-11, n. 1]). L'Assemblée s'excusait de son attitude extrêmement circonspecte : « Elle ne se croit pas assez éclairée, malgré les réflexions des historiens et des politiques pour se permettre de prononcer sur des questions importantes de droit public. » Elle se retranchait derrière la Loi de la Province qui lui paraissait laisser aux Etats le soin de modifier leur composition même et d'adresser des réclamations. Elle ne voulait pas donner un avis qui pût être contraire et à celui de quelque autre municipalité, et à celui des autres Ordres, sous prétexte qu'il était dangereux de briser l'entente des trois ordres. Sans énergie, sans formules nettes, elle souhaitait pourtant que les charges financières (fouages extraordinaires, capitation, corvée) fussent

réparties entre les Ordres avec plus d'équité et que les contribuables perçussent une indemnité pour les fouages extraordinaires ; que le Tiers nommât lui-même ses représentants uniquement pris dans le troisième Ordre ; qu'on établît le nombre des députés du Tiers eu égard à la population et à la somme des impôts payés et, qu'au surplus, il suffisait que chaque ordre fût « convenablement représenté ». Elle se refusait à donner des charges formelles à son député, lui faisait confiance, et comptait sur son intelligence et sur son zèle pour défendre le Tiers et savoir se référer à l'attitude des autres membres des Etats.

Toutefois, le 19 novembre [BB 15, p. 66 et S. I., 48, IV, p. 39], la Communauté décida que son député se rendrait à Rennes huit jours avant l'ouverture des Etats pour se mettre d'accord avec les autres délégués des villes. Elle considérait que « les revendications doivent être uniformes et présentées d'une voix unanime ». Ainsi, Le Normant de Kergré recevait des charges moins vagues : il devait suivre la majorité. Jusqu'au 19 décembre, veille du départ du maire, la municipalité s'en tint à ce qu'elle avait exprimé, se gardant toujours de formuler un avis précis en ce qui concernait les trois chefs de réformes, doublement du Tiers, exclusion des anoblis et des officiers, vote par tête, et l'attitude d'abstention du Tiers aux Etats. Elle avait reçu les délibérations de la plupart des villes de Bretagne (entre autres, la délibération de la « Commune de Nantes », du 16 décembre 1788, qui incitait les municipalités bretonnes à donner à leurs députés des charges précises, concernant particulièrement le vote par tête et l'exclusion des anoblis), les unes affirmant leur solidarité avec le parti avancé, les autres, un peu moins nombreuses, se réservant comme Guingamp ; elle avait eu à subir, très probablement, des pressions exercées par les patriotes ; elle savait que les agents du pouvoir royal soutenaient le peuple, en sous-main, malgré tout, elle restait dans l'expectative.

2. — LES ETATS PROVINCIAUX.

L'Assemblée préparatoire du Tiers-Etat se tint à l'Hôtel de ville de Rennes du 22 au 27 décembre 1788. Elle comprenait :

les 47 députés réguliers aux Etats des 42 Communautés ; des « agrégés », délégués par les villes, pouvant participer aux débats, mais ne jouissant pas du droit de vote ; des « agrégés officieux », désignés par les Comités, les corporations ou les paroisses. Le 20 décembre, la commune irrégulière de Nantes avait élu une députation extraordinaire qui devait « stimuler » le zèle de ses mandataires réguliers. A Guingamp, les chefs du parti hostile à Le Normant de Kergré et mécontent des décisions insuffisantes de la Communauté, Kerninon-Kerbriant, Le Bouëtté et très probablement Mazurié (de Penvern), partirent pour Rennes avec l'évident dessein de contrôler les actes du maire, de prendre à son égard, s'il le fallait, des mesures de coercition et, si possible, d'obtenir son exclusion de l'Ordre du Tiers.

Les longs débats de l'Assemblée préparatoire portèrent surtout sur les chefs de réformes. Deux partis s'opposèrent : le parti des Nantais, des députés qui avaient reçu des charges expresses et exclusives, des patriotes, et dont le coryphée paraît bien avoir été Cottin de Nantes et le parti des modérés dont un des chefs était Le Normant de Kergré. Tous les membres furent d'accord pour réclamer la réforme financière fondée sur une égale répartition des impôts. Mais, les avis différèrent sur la réforme immédiate de la représentation du Tiers-État, sur l'exclusion des anoblis et officiers seigneuriaux, sur le vote par tête, sur l'interdiction de délibérer tant que les Etats n'auraient pas fait droit aux demandes du Tiers, toutes exigences du parti Cottin. Le Normant de Kergré, nommé commissaire pour dresser le tableau des charges, fit preuve d'une modération qu'il expliquait par la nécessité de maintenir l'union entre les différents ordres, se conformant d'ailleurs aux directives de la municipalité de Guingamp. Les raisons qu'il opposa furent de droit, de respect de la légalité, d'ordre pratique. Certaines paraissent néanmoins bien faibles, même d'une timidité étrange si l'on se souvient des hardiesses de la réforme parlementaire. Aux demandes d'augmentation du nombre des députés du Tiers et d'exclusion des anoblis, Le Normant de Kergré, bien qu'en reconnaissant l'équité, répondait en montrant l'impossibilité de réaliser une telle réforme en quelques jours et l'illégalité d'un changement des

réglements pour un Ordre seul, sans l'accord avec les autres Ordres, sans la sanction du souverain. Il objectait au vote par tête, le Droit et la Constitution ; au refus de délibérer, le mécontentement du Roi « vu l'état actuel des finances et les besoins » et la difficulté d'obtenir le consentement unanime des députés du Tiers [BB 15. Compte rendu de Le Normant de Kergré à la séance du 17 mars 1789, p. 76-86]. Le parti des modérés et les avocats du Parlement de Bretagne — qui cherchaient aussi une formule d'accord — demandaient, au plus, une équitable représentation du Tiers, sans se prononcer sur le nombre des députés par rapport aux deux autres Ordres, le vote par ordre pour tous les impôts avec droit de veto à chaque Ordre, le vote par tête dans tous les autres cas. Après avoir fait une obstruction obstinée aux *desiderata* des modérés, le parti Cottin l'emporta. Le 26 décembre, l'exclusion fut prononcée contre 16 députés des villes (Le Bouëtté et Kerbriant avaient obtenu celle de Le Normant de Kergré comme officier seigneurial), et les villes furent averties d'avoir à les remplacer. Le 27 décembre, le tableau des charges fut dressé conformément aux demandes de Nantes, de Rennes, de Vitré et tous les députés le signèrent. Mais, 16 députés, dont Le Normant de Kergré, voulurent faire suivre leurs signatures d'une mention attestant que l'arrêté avait été pris contre leur avis. La majorité refusa. Les protestataires, au nombre de 23 ou 24 en dernier lieu, rédigèrent et publièrent une déclaration où ils formulaient leurs réserves. (Le tableau des charges est reproduit *in extenso* dans Sée et Lesort, S. I., 48, I, p. LXXI sqq.)

Pendant les débats, l'attitude des modérés avait été violemment commentée. Leur protestation déclencha la fureur des exaltés : les modérés furent aussitôt « excommuniés » par un pamphlet anonyme, qualifiés de traîtres à la patrie et de lâches, menacés. [S. I., 40, II, p. 177.]

Parvinrent à peu près en même temps, à Guingamp, les arrêtés des 26 et 27 décembre de l'Assemblée du Tiers, une lettre de Le Normant de Kergré relatant son attitude et l'exclusion dont il avait été l'objet, la « Circulaire Mazurié » [S. I., 15, II, p. 88 sqq.] dénonçant l'indigne conduite du maire et une lettre de Le Bouëtté. Festou de Villebranche,

procureur, « congrégera » immédiatement le Corps municipal, le 29 décembre. La Communauté eut d'abord à résoudre une question de préséance, Limon du Timeur, ancien maire, revendiquant le droit de diriger les débats à la place de Festou cependant désigné comme suppléant du maire à l'assemblée du 30 septembre. Limon du Timeur craignait-il l'hostilité déguisée, la partialité et l'influence de Festou ? Mais Festou fut maintenu dans ses fonctions de président. Il prit d'ailleurs la défense de Le Normant de Kergré et déclara « qu'il serait inutile de s'arrêter à des opinions de détail de chaque corporation », allusion aux critiques de Le Bouëtté et de Kerbriant. Et la Communauté décida : [BB 15, p. 69-71]

1/ de refuser l'exclusion de son député « avec d'autant plus de raison que MM. les Juges de Guingamp étant héréditaires avec une finance plus considérable que quantité d'offices royaux, ils ne doivent pas être exclus de la députation aux Etats » ; 2/ de persister dans ses précédents arrêtés et charges. Il ressortait du discours d'ouverture de Festou que le vœu net de la pluralité étant connu, Le Normant de Kergré devait s'y conformer. Apparemment, rien n'était changé. La Communauté faisait toujours confiance à son député et le soutenait. Elle entendait néanmoins, implicitement, qu'il eût à cesser toute opposition. La campagne de Le Bouëtté commençait à porter fruit.

Le Bouëtté et Kerbriant vinrent, en personne, à Guingamp, essayer de soulever les habitants contre Le Normant de Kergré et répandirent « horreurs et calomnies... dans la ville et la campagne » (Compte rendu de Le Normant, du 17 mars 1789), présentèrent leur ennemi comme « un prévaricateur qui avait trahi la confiance de sa ville et les intérêts de son ordre ». Avec acharnement, ils poursuivirent l'homme qu'ils voulaient abattre. Ils rédigèrent une « Requête » qu'ils réussirent à faire signer par 57 citoyens, requête « tendant à faire connaître leur désir que la Communauté et son représentant se conforment à l'avis général du Tiers aux Etats de Bretagne ». [BB 15. Délibération du 4 janvier 1789, p. 71 v° et S. I., 48, IV, p. 39]. Le Normant de Kergré, le 17 mars 1789 et, beaucoup plus tard, Festou lui-même, le 17 juillet 1791, alors en lutte contre Le Normant de Kergré qui, à son tour,

présentait une pétition [S. M., 31], prétendirent que les signatures avaient été surprises et extorquées, et Le Normant de Kergré ajoutait : « arrachées à la simplicité des uns, à l'ignorance des autres, à la trop grande confiance de presque tous ». La « Requête des 57 citoyens » fut examinée le 4 janvier 1789. Festou la communiqua et en fit le rapport. La Communauté invita les citoyens « qui ont souscrit à la dite requête » et présents, à se réunir à elle pour délibérer et « faire connaître l'unanimité du vœu de la Cité ». Le public désigna huit commissaires — autant de Commissaires qu'il y avait de membres du Corps municipal présents — : Jacques Onfroy de Surville, négociant ; Fr. Ch. Le Bail, prêtre ; Ansquer, médecin ; Depasse, chirurgien ; Kerninon-Kerbriant ; Le Bouëtté ; Huchet, avocat ; Brunot de Camarel, avocat, choisis parmi les 57 signataires et pour la plupart membres les plus influents du parti patriote. Il n'est rien resté des débats proprement dits. Il est probable que Le Bouëtté et Kerbriant firent tout ce qu'ils purent pour dénigrer Le Normant de Kergré. Ils n'obtinrent pas son exécution totale. Si les officiers municipaux et les commissaires arrêtaient d'adhérer aux délibérations de l'Hôtel de Ville des 22 au 27 décembre 1788, « les approuvant dans *tous* les articles » et chargeant « M^r le député de cette ville de s'y conformer » — ce qui paraît formel, — s'ils se prononcèrent également pour un nombre de députés du Tiers égal au nombre des députés des deux autres Ordres réunis et pour le choix du procureur général syndic pris dans l'Ordre du Tiers et parmi les députés non exclus le 26 décembre, ils décidèrent pourtant d'admettre le vote par ordre « pour les impôts, demandes du Roi, changements de législation, gratifications, dépense et disposition des fonds publics » et le vote par tête « dans toutes autres occasions », ce qui leur semblait « avantageux et utile à l'Ordre du Tiers ». C'étaient là des résolutions quelque peu contradictoires, une sorte de monument hybride s'inspirant à la fois des arrêtés de l'Hôtel de Ville, de la Protestation des modérés et du Mémoire des avocats. Certes, Le Normant reçoit un mandat formel et on l'écarte sans remise de la charge de procureur syndic ; mais il reste aux Etats. La victoire du groupe patriote était inévitable, mais

il lui a fallu consentir aux concessions modérées. Au total, l'attitude de la municipalité manque de franchise et de courage. Il n'y aurait eu rien d'étonnant, qu'à l'époque, la délibération de Guingamp provoquât un certain mépris et contribuât à écarter des Etats Généraux tout représentant d'une ville qui manqua d'opinions nettes, qui louvoya cyniquement, naïvement ou peureusement. Concession aux patriotes, sorte de dédommagement partiel ou sentiment d'une irrésolution critiquable, les signatures marginales (de tous les délibérants, sauf Festou) précédées de l'avis « sous réserve, soumettant notre opinion particulière à celle du général de l'Ordre du Tiers » garantie prise par les uns, précaution prise par les autres, ne venaient qu'aggraver l'attitude des délibérants.

Le Bouëtté continua d'ailleurs sa campagne de diffamation. Le 15 janvier, il obtint, à Rennes, que Le Normant de Kergré, esprit indocile, personnage influent, concurrent sérieux, fût renvoyé de la Commission diocésaine de Tréguier. Le 17, une émeute éclata à Guingamp pour demander la destitution du maire. Le 21, la nouvelle circula que Le Normant avait reçu un coup d'épée et était au plus mal. [Le Héraut de la Nation, p. 205 et Lettre de Le Provost de Launay du 21 janvier, S. M., 33.] Coïncidence : dans son compte rendu du 17 mars, Le Normant de Kergré déclara qu'il était tombé malade en janvier au moment où Guingamp nommait deux autres députés aux Etats (le 28).

Cependant, les députés du Tiers-Etat refusaient de prendre part aux délibérations des Etats provinciaux. L'opposition populaire se sentait d'autant plus forte que Necker venait d'accorder, le 27 décembre, le doublement des députés du Tiers aux prochains Etats Généraux. Aucun travail n'était possible. Il fallut recourir au Roi qui suspendit les Etats du 3 janvier au 3 février, ordonna aux députés de se retirer et à ceux du Tiers de se rendre dans leurs villes pour y recevoir de nouveaux pouvoirs. La noblesse, le 8 et le 12 janvier, lançait des manifestes, énergiques, hautains ; le Parlement, le 8 janvier, déclarait illégaux les arrêtés de l'Assemblée de l'Hôtel de Ville. Les pamphlets pleuvaient. L'effervescence était active. Les deux premiers Ordres décidèrent de continuer

à siéger ; un certain nombre de députés du Tiers obéirent à l'ordre royal. Seize membres du Tiers demeurèrent ; mais, le 9 janvier, ils quittèrent la salle des séances : « M^r Le Normant de Kergré dit... qu'ils croyaient devoir déférer au vœu de leur ordre et obtempérer à l'arrêt du Conseil..., (qu') ils priaient, en conséquence, leur président M^r Borie, de se retirer ». [S. I., 40, II, p. 192.]

Le 21 janvier, la Communauté de Guingamp se réunit pour prendre connaissance : 1/ de l'Arrêt du Conseil du 27 décembre ; 2/ de l'Arrêté du Parlement du 8 janvier, qui interdisait les Assemblées illégales du Tiers à l'Hôtel de Ville ; 3/ des Lettres de l'Intendant du 14 janvier enjoignant aux municipalités de donner de nouvelles charges à leurs mandants. Elle délibéra de se conformer à l'Arrêté du Parlement et de maintenir exactement les charges et instructions précédemment données à son député ; elle faisait remarquer à l'Intendant qu'elle n'avait jamais fait défense à Le Normant de Kergré « de délibérer sur aucune affaire... avant d'avoir obtenu justice des Etats », que son député y avait sans doute consenti « par la nécessité de différer à la pluralité générale » et qu'elle était persuadée, au surplus, « que les deux premiers Ordres écouterait incessamment les réclamations du Tiers et y feraient droit » ou que sa Majesté saurait faire obtenir justice au Tiers-Etat. [BB 15. Délibération du 21 janvier, p. 74]. C'était, compte tenu d'une subtilité astucieuse, une fin de non recevoir.

Le 20 janvier, le Conseil du Roi autorisait le doublement du nombre des députés du Tiers aux Etats provinciaux, les Assemblées à l'Hôtel de Ville de Rennes et les délégations de nouveaux députés, « agrégés » admis à délibérer et à voter aux Etats. Le 28 janvier, la Municipalité de Guingamp nomma donc deux nouveaux députés : Le Bouëtté, le violent cabaleur et Pierre-Guyomar Kerninon, patriote plus calme et plus mesuré. Le siège de la Communauté était fait et les ennemis de Le Normant de Kergré triomphaient : triomphe relatif, car ils recevaient le mandat d'adhérer aux arrêtés de l'Assemblée de l'Hôtel-de-Ville à l'exception « de l'article qui défend au Tiers-Etat de délibérer sur les demandes du Roy avant que les Etats aient entendu les réclamations du Tiers et (y)

aient fait droit » et de se concerter, pour toutes choses, avec Le Normant de Kergré. [BB 15. Délibération du 28 janvier, p. 75.]

La lutte, à Rennes, se poursuivait. Les étudiants apportèrent leur appui au Tiers. Après la bagarre du Champ-Montmorin du 26 janvier où s'affrontèrent les étudiants, les partisans du Tiers, d'une part, et les partisans des nobles, d'autre part, après la bataille sanglante du 27 janvier, les « Jeunes citoyens » des villes se joignirent aux « Jeunes citoyens » de Rennes et signèrent un Pacte d'union, s'engageant « à se réunir au premier appel en cas d'attaque et à se défendre mutuellement devant les tribunaux » [S. I., 40, II, p. 280]. Les députés du Tiers, les délégués des corps constitués, les délégués des étudiants, au nombre de 400 à 500, décidèrent d'envoyer au Roi six députés qui partirent aussitôt pour Paris. Le 5 février, le gouverneur Comte de Thiard ordonnait au Tiers de voter les impôts et de siéger sans désespérer. Les députés du Tiers se retirèrent d'abord, puis le 12 février, au retour de la délégation des six qui affirma la volonté du Roi d'obtenir le vote des impôts, ils rentrèrent en séance et « votèrent les demandes par acclamations ». (Compte rendu de Le Normant). Le Normant de Kergré, cette fois, avait voulu mettre un frein au débordement du Tiers : il avait proposé, en vain, de délibérer séparément sur chacune des demandes relatives aux impôts, d'accorder « ceux qui tombaient dans les coffres du Roi à la décharge de l'Etat et à l'avantage de la province », de refuser « ceux qui tombaient dans l'état de fonds puisque avec plus d'économie et une meilleure administration, les fonds ordinaires pourraient être suffisants » ! Les Etats provinciaux se séparèrent, les impôts votés, mais sans avoir désigné, comme c'était l'usage et le droit, les députés aux Etats Généraux.

De retour à Guingamp, Le Normant de Kergré, le vilipendé, retraça longuement, au cours de la séance du 17 mars 1789, son rôle aux Etats et s'efforça de montrer qu'il avait toujours respecté les charges indiquées par la Communauté. Il prétendit que ses avis, qu'il jugeait raisonnables, auraient permis au Tiers d'obtenir plus qu'il n'avait obtenu. Justifiant sa conduite dans un discours qui ressemble fort à une apologie, il

dénonça à son tour la mauvaise foi de Le Bouëtté et de Kerbriant ; il obtint, de la Communauté, un témoignage de satisfaction inscrit sur le Registre des délibérations et l'autorisation de le faire imprimer et de le répandre dans la ville et la campagne. Le Bouëtté répliqua par son « Compte rendu à la municipalité de Guingamp » [Imprimé s. l. n. d., 22 pages in-8, bibliothèque du Château de la Hamonais, en Saint-Jean-sur-Vilaine, Ille-et-Vilaine] où il reprenait tous les chefs d'accusation déjà portés contre Le Normant de Kergré. La journée du 17 mars 1789 ne marqua nullement l'apaisement. Le maire revenait diminué des Etats. Sa conduite à Rennes, les attaques répétées de ses ennemis ruinèrent son avenir. Ni son attitude aux Etats de février, ni le *satisfecit* de la Municipalité, ni cette espèce d'absolution donnée par le Héraut de la Nation : « Nous devons rendre à M. Le Normant de Kergré, maire de Guingamp, qui avait fait un écart au commencement de la tenue, la justice qui lui est due ; ses talents, son cœur et sa conduite ont ramené son ordre entièrement... [n° 28, p. 446] » ne lui permirent de reprendre l'autorité dont il jouissait avant le 22 décembre. Dès lors, le parti Le Bouëtté qui représentait, en somme, la demi-bourgeoisie, la « démocratie urbaine » se dressait contre Le Normant et les officiers municipaux, contre le parti du « patriat urbain », de « l'oligarchie municipale » [S. I., 47, p. 423] ; il avait la majorité, l'énergie et l'audace. Il dirigera et dominera la préparation aux Etats Généraux.

CHAPITRE III

LA COMMUNAUTÉ DE VILLE ET LES PATRIOTES

(mars 1789 — décembre 1789)

- I. — LA PRÉPARATION AUX ETATS GÉNÉRAUX : ASSEMBLÉE PRIMAIRE DU 31 MARS 1789. — RÉDACTION DU CAHIER DE DOLÉANCES. — ELECTION DES DÉPUTÉS DE LA SÉNÉCHAUSSÉE DE RENNES.

L'Assemblée primaire

La préparation aux Etats Généraux commença sans délai. Certes, les esprits échauffés ne recherchèrent ni l'oubli momentané des querelles particulières, ni la conciliation des idées : les positions étaient prises. Dans la lutte engagée depuis trois mois, le Tiers révolutionnaire avait marqué un premier point en faisant échouer les Etats Provinciaux. Il avait posé ses revendications premières et préparé l'unité patriote ; son obstination avait contraint le gouvernement à lui accorder la majorité qu'il exigeait : la double représentation aux Etats Généraux. Dès lors, sans ménagements, avec esprit de suite, il allait imposer ses vues au Tiers tout entier : soumettre les municipalités encore indécises, évincer la haute bourgeoisie contrariante, qu'elle fût timorée ou conservatrice, triompher dans les Assemblées primaires. En un mois, sa victoire s'affirmera décisive.

Au Règlement général des élections des députés du Tiers-Etat aux Etats Généraux, daté du 24 janvier 1789, s'ajoutèrent pour la Bretagne, le Règlement spécial du 16 mars (S. I., 40, II, p. 319 à 325] et, pour la Sénéchaussée de Rennes, l'Ordonnance particulière du Sénéchal Borie [S. I., 48, I, p. XLIV-LI].

Devaient être électeurs du 1^{er} degré tous les habitants âgés

de 25 ans, domiciliés, et inscrits au rôle des impositions. Dans les paroisses rurales, les électeurs du 1^{er} degré se réuniraient en Assemblées électorales primaires et désigneraient les électeurs du 2^e degré (2 électeurs au minimum par paroisse ou, en moyenne, 1 électeur par 100 feux) chargés d'élire, à l'Assemblée générale de Rennes, les députés aux Etats Généraux. Dans les villes, les corporations d'arts et métiers et d'arts libéraux, les corps constitués, les Communautés, les personnes du Tiers n'appartenant à aucun corps se réuniraient en Assemblées particulières et délégueraient des représentants à l'Assemblée primaire de la ville. Les corporations d'arts et métiers éliraient chacune un représentant par 100 membres présents à l'Assemblée particulière ; les autres corporations et corps, les habitants sans profession, deux représentants par 100 membres présents. L'Assemblée primaire de la ville nommerait les électeurs dits du 2^e degré. L'Assemblée générale de Rennes était convoquée pour le 7 avril.

Les différents règlements parvinrent à Guingamp le 26 mars. Le Normant de Kergré, Limon du Timeur, Festou de Villeblanche et Brunot, échevins, furent chargés d'en faire l'examen et d'établir un rapport (1). Une difficulté surgissait : au dire de la municipalité, il n'y avait à Guingamp « ni maîtrises, ni corporatins érigées » [BB 15. Séance du samedi 28 mars 1789, p. 91 et S. I., 48, IV, p. 41-42] et le cas n'était pas prévu dans les règlements. Esclaves de la lettre en ce qui concernait l'existence légale des corporations, les rapporteurs décidèrent de ne pas répartir les habitants en autant de groupes corporatifs qu'il pourrait y avoir de métiers ; mais, pour l'établissement des Assemblées particulières, ils en prirent à leur aise avec l'esprit du règlement et groupèrent les habitants en seize classes : huit de professions libérales et de notables habitants sans profession et huit de métiers. La Communauté approuva la répartition le 28 mars.

(1) Le parti Le Bouëtté fera ironiquement reproche au Corps municipal d'avoir jugé « convenable dans sa haute sagesse de nommer des commissaires pour... faire un examen sérieux, une savante analyse » des règlements [S. I., 2 et S. I., 48, IV, p. 42-47]. Mais, d'une part, il était d'usage de désigner des commissaires pour examiner et rapporter les pièces reçues par la Communauté (cf. : séance du 12 novembre 1788) ou de faire établir le rapport par le Procureur avant les débats publics et, d'autre part, l'interprétation des Règlements présentait des difficultés. S'il y eut quelque reproche à faire, il semble qu'il aurait dû s'adresser uniquement aux conclusions du rapport, non à l'examen proprement dit.

Tableau des 16 classes établies par la Communauté

CLASSES	Nombre de députés à l'Ass. primaire (déterminé par la Communauté)	Nombre approximatif de personnes dans chaque classe	Personnes averties devant convoquer les Ass. particulières	Députés à l'Assemblée primaire
1. Juges de la Sénéchaussée et Prévôté de Guingamp	2	2 (1)	Pastol de Keramelin	Pastol de Keramelin. Vistorte de Boisléon.
2. Avocats et postulants	2	16	Le Poullen.	Huchet. Mériel.
3. Procureurs, greffiers, huissiers ducaux ; notaires royaux et ducaux ; priseurs, sergents royaux et ducaux.	2	43	Flouriôt.	Homo. Le Bihan.
4. Procureurs, greffiers, notaires, huissiers, sergents seigneuriaux	2		Prigent.	Le Tiec l'aîné. Guerguin.
5. Médecins	2	3	Hodouin	Hodouin. Ansquer.
6. Chirurgiens, apothicaires, in- génieurs, orfèvres, horlogers, sculpteurs, peintres, musiciens, maîtres à danser, instituteurs, maîtres en l'art d'écrire et autres exerçant les arts libéraux	2	21	Hébert, chirurgien.	Anfray, ingénieur. Gourville, maître de musique.
7. Négociants, financiers et em- ployés aux fermes du Roi et de la Province	2	(2) 40 à 50	Mazurié.	Chauvel-Desportes, négociant. Mazurié.
8. Marchands tenant boutique ou- verte	1	(P) (3)	Joseph Le Guen.	Kerninon-Kerbriant. Boivin le jeune.
9. Boulangers, jardiniers, hôte- liers, cabaretiers, traiteurs, meuniers et fournisseurs	1	63	Bernard Thomas, boulangier.	Bernard Thomas.
10. Bouchers, charcutiers, poisson- niers	1	37	Jean Le Cocq, boucher.	François Le Cor- nec, boucher.
11. Tanneurs, corroyeurs, cor- donniers, selliers	1	25	Martin.	Jacques Mével, tanneur.
12. Perruquiers, tapissiers, tail- leurs et tisserands	1	38	Claude Stéphan, peruquier.	Jacques Michel, tailleur.
13. Maréchaux, serruriers, taillan- diers, ferblantiers, vitriers, cou- teliers, éperonniers, chaudron- niers, cloutiers	1	27	Fraboulet, serrurier et horloger de la ville.	François Loyson, coutelier.
14. Charpentiers, menuisiers, tour- neurs, maçons, couvreurs	1	60	François Senan.	Yves Souvestre, me- naisier et marchand.
15. Loueurs de chevaux, bûche- rons, manœuvres et autres journaliers	1	2	Christophe Le Corre, loueur de chevaux.	Christophe Le Corre.
16. Notables habitants qui n'exer- cent aucune profession	2	4	Monnac, ex-intendant.	Monnac. Jean Homo de Kerverret.

(1) A l'époque, il n'y a pas de Sénéchal : vacance entre le départ de Rabault et l'arrivée de Rupérou.

(2) Dont 18 à 20 employés des fermes.

(3) Y eut-il plus de 100 membres à l'Assemblée particulière ? C'est possible, puisque deux députés furent élus. Il se peut que des habitants aient pris part à plusieurs Assemblées : une même personne pouvait appartenir à plusieurs classes et les Assemblées se réunirent en des lieux différents (Salle de l'Auditoire, Salle au-dessus de l'Auditoire, Chapelle de la Délivrance) et à des heures différentes, les 29 et 30 mars.

Le classement effectué par les officiers municipaux ne plut pas à tous les habitants. Les protestations furent même à peu près générales ; mais, les plus violentes provinrent des notaires, des procureurs et des priseurs. Dans leur Assemblée particulière tenue le 30 mars, ils élirent 6 députés : 2 pour les procureurs, Homo et Le Bihan, qui obtinrent chacun 10 voix ; 2 pour les notaires royaux et ducaux, Hello et Penven (5 voix) ; 2 pour les priseurs, Le Roy de Kerderrien et Margeot de Kervauguéry (4 voix). (Procès-verbal de l'Assemblée électorale du 31 mars 1789. S. I., 48, IV, p. 9-16) A l'Assemblée primaire du 31 mars, toutes les corporations assemblées se récrièrent contre « l'incroyable décision » de la municipalité. Autant que l'examen des votes peut le permettre, il semble en effet que la quasi unanimité des délégués des corps vota contre la municipalité, « la plus parfaite union régnant entre tous les députés présents », et assura la victoire au parti La Bouëtté (Cf. Protestation des notaires.)

D'un côté, 25 députés représentaient les différentes corporations ; de l'autre, les officiers municipaux étaient au nombre de 8 : Le Normant, Festou, Pierre Guyomar, Limon du Timour, Douaren l'ainé, Loysel, Jourdan, Dorré, greffier (absents : le Recteur, MM. de la noblesse, le miseur Onfroy, Alexandre, Brunot, Toudic) : deux blocs aux intentions opposées et qui manifestèrent leur hostilité à la première prise de contact. Les juges déclarèrent réserver « leurs prétentions de présider et autres droits », vieille querelle qui réapparaissait. Les avocats protestèrent préalablement à toute élection et délibération « de ce qui pourrait se faire et entreprendre par MM. les municipaux de la Communauté de Guingamp » et demandèrent que le corps municipal n'eût droit qu'à deux voix, non à huit. Les procureurs, notaires, priseurs et sergents soutinrent l'équité d'avoir des représentants particuliers et réclamèrent le droit de siéger pour leurs six députés. Les avocats, Mériel au nom des notaires, Huchet au nom du chirurgien Depasse, lieutenant du premier chirurgien du Roi, appuyèrent les mécontents. La Communauté arrêta « provisoirement » d'admettre à l'Assemblée primaire les députés Homo et Le Bihan comme seuls représentants de la troisième classe, de rejeter la réclamation Depasse « sans néanmoins préjudi-

cier en aucune manière aux prétentions et distinctions qu'ils (les membres des corps) pourraient réclamer à la suite », se référant à l'article 26 du 24 janvier 1789 (Art. 26 : Les habitants s'assembleront par corporations, à l'effet de quoi les officiers municipaux seront tenus de faire avertir... les syndics ou autres officiers principaux de chacune des dites corporations... En cas de difficulté sur l'exécution de cet article, les officiers municipaux en décideront provisoirement), décision provisoire, mais cependant « bien irrévocable » comme l'observera Le Bouëtté. Elle décida, en outre, de conserver à chacun de ses membres « voix délibérative pour la rédaction du cahier de doléances et pour la nomination des six députés ». Pourtant, elle renonçait « à l'honneur de la députation » (1).

L'élection des députés et des commissaires pour la rédaction du cahier fut significative. L'Assemblée primaire désigna pour l'électorat : Le Bouëtté (24 voix) ; Huchet (24 voix) ; Kerninon-Kerbriant (23 voix) ; Ansquer (22 voix) ; Mazurié (20 voix) ; Chauvel-Desportes (11 voix) — 5 du parti Le Bouëtté groupant presque toutes les voix des délégués des classes et Chauvel-Desportes, probablement du parti Le Normant. Le Normant de Kergré et Brunot père avaient aussi obtenu chacun 11 voix : le maire « votant en prépondérance » reporta sa voix sur Desportes. Furent nommés pour rédiger le cahier : Le Normant, Vistorte de Boisléon, son adversaire, Le Bouëtté, Huchet, Ansquer et Kerbriant. (Procès-verbal de la séance du 31 mars.)

Les notaires Penven, Hello, André, J. Herpe et J. Le Bouëtté rédigèrent par la suite une protestation qui fut imprimée et portée à la connaissance de la « Province » : nouvelle attaque contre les officiers municipaux et contre Le Normant de Kergré, bien qu'il ne fût pas nommément désigné, les accusant d'avoir outrepassé leurs droits, violé le règlement du 24 janvier pour des fins égoïstes, établi « un plan inique et frauduleux ». Les notaires et, derrière eux, le parti patriote, leur reprochaient d'avoir combiné un système de classes qui

(1) A Saint-Malo, la Municipalité renonça à participer à l'élection. A Rennes, la Municipalité ne recevant que deux voix renonça à ce compromis. [S. I., 48, I, ch. III et S. I., 47.]

leur permettrait d'avoir la majorité et partant, de faire élire à la députation les hommes du parti de Le Normant : « toutes les vexations que nous avons éprouvées ne sont que le développement successif du plan concerté par les officiers municipaux pour s'assurer la majeure influence dans l'Assemblée qui nommait les électeurs. C'est, qu'en effet, ils s'étaient réservés à chacun une voix dans l'assemblée générale des députés des corps et corporations de la ville, encore bien que tous appartenant à des corps fussent régulièrement représentés dans cette assemblée. Or, en s'attribuant individuellement une voix concurremment avec les députés dont ils avaient réduit le nombre presque au quart, par l'arrangement que nous avons expliqué, ils étaient assurés de faire la loi pour peu qu'ils se conciliasent quelques députés (qui ne les ont pas secondés) et par conséquent à ne faire tomber le choix de l'Assemblée que sur des électeurs qui leur seraient agréables, et l'on devine facilement quels pouvaient être les électeurs agréables à MM. les municipaux de Guingamp. » [Protestation des notaires, S. I., 2]. C'était peut-être prêter beaucoup de machiavélisme aux rapporteurs du 26 mars, parmi lesquels se trouvaient Festou et Brunot, naguère peu favorables au maire. Mais, Le Bouëtté s'attaquait alors au corps municipal entier dont il demandait la réforme : « Et peut-être nous consolons-nous... si nos plaintes fortifient la raison déjà bien sensible de recomposer sur un meilleur plan tous les corps municipaux ! » et il est possible que, devant leurs intérêts menacés, devant les exigences révolutionnaires, les officiers municipaux aient refait leur union et préparé leur défense, qu'ils aient cherché, tout au moins, à faire échec au parti Le Bouëtté. Ce fut, en tout cas, sans succès.

Les cahiers

Le 3 avril 1789, l'Assemblée primaire se réunit pour entendre la lecture, examiner et discuter les « Articles de doléances, réclamations et charges » de la paroisse de Guingamp-Notre-Dame. Les boulangers et les jardiniers présentèrent des « cahiers de corporations » : nous n'avons pu les retrouver

et ignorons dans quelle mesure ils furent utilisés. Dans l'ensemble, les doléances ne s'élevèrent que rarement au niveau d'une réforme générale du gouvernement et de l'administration. Beaucoup de suppressions furent demandées, peu de remèdes suggérés. Le cahier de Guingamp n'eut pas, en matière de réformes, l'envergure du Cahier général de la Sénéchaussée. Guingamp s'abstint, une fois de plus, de se prononcer sur le vote par tête, sur la manière d'organiser le travail et sur les dignités à réserver au Tiers à l'Assemblée des Etats Généraux. Il fut l'œuvre pourtant du parti patriote ! Il s'en tint à des revendications locales, à tout ce qui intéressait de plus près la ville même et la campagne environnante, la justice et les impôts, le commerce, l'industrie et l'agriculture. A l'exception de l'article 27 sur la réforme municipale où Le Bouëtté traduisit ce qui, pour l'instant, lui tenait le plus à cœur, sa haine contre les institutions du moment et contre « l'oligarchie municipale », les doléances furent rédigées avec mesure et retenue. La modération relative des commissaires s'explique par le pressentiment sinon la connaissance qu'ils avaient de la difficulté des réformes et par l'attachement des plus instruits à la légalité, à la forme. Certes, comme partout, les Délibérations de Rennes des 22-27 décembre 1788, les « Charges d'un bon citoyen de campagne » [S. I., 48, I, p. LXXI sqq. et LXXV], les Arrêtés des dix paroisses de Rennes des 19, 26 décembre 1788 et 19 janvier 1789, les délibérations des villes étaient connus et servirent de modèles. Mais on ne relève à Guingamp, ville d'hommes de loi et d'officiers publics, ni les violences qu'on trouve dans les cahiers des paroisses voisines, ni la copie pure et simple des plus radicales demandes de Nantes ou de Rennes. Il faut dire qu'on n'y relève non plus — indifférence ? oubli ? parti pris ? — aucune manifestation dithyrambique de louange et de fidélité au bon Roi. On peut penser que, satisfait du coup porté à la Communauté, Le Bouëtté, voulant éviter quelque éclat qui effaroucherait certains bourgeois et pourrait nuire à l'unité du parti patriote encore en formation, n'ait pas insisté pour faire adopter les réformes auxquelles Guingamp n'avait jamais voulu souscrire expressément. Le Bouëtté, en l'occasion, se montra-t-il politicien adroit, opportuniste ou, tout simplement cabaleur à courte vue ?

TABLEAU DES DOLEANCES DE LA VILLE DE GUINGAMP

1. *En matière de justice :*

- Art. 1^{er} : Réformation des codes civil (ordonnance de 1667 ;
règlements de 1721, 1728, 1729) et criminel.
Art. 2 : Réforme de la justice : deux degrés seulement de
juridiction ; procédures criminelles publiques ;
droit aux accusés d'avoir des défenseurs.
Suppression des justices seigneuriales qui ne res-
sortissent pas nûment au Parlement.

2. *En matière d'impôts :*

- Art. 11 : Demande de juste répartition des impôts, propor-
tionnellement aux facultés relatives des personnes
et sans distinction de rang et de naissance.
Art. 12 : Suppression des fouages extraordinaires.
Art. 8 : Suppression du franc-fief (impôt payé par le roturier-
possédant des biens nobles).
Art. 7 : Remboursement des droits de rachat (redevance
féodale sur terres et biens en aveu).
Art. 6 : Suppression des péages et coutumes dûs au Duc de
Penthièvre.
Art. 9 et 10 : Demande de nouveaux tarifs pour les droits de
contrôle et le contrôle des procurations, pour
remédier à l'arbitraire des receveurs de droits.
Art. 18 : Réforme de la ferme du tabac, le tabac livré n'étant
pas de « qualité salulaire ».
Art. 22 : Etablissement de casernes et, dans l'attente, exten-
sion de l'impôt de logement et casernement des
troupes aux ordres privilégiés.
Art. 12 et 21 : Suppression des gratifications et pensions.
Art. 19 : Demande de bons papiers timbrés et parchemins.

3. *En matière de commerce et de droits acquittés :*

- Art. 15 : Liberté du commerce.
Art. 14 : Reculement des barrières ou suppression des douanes
entre provinces (droits à percevoir une fois pour
toutes à la sortie des manufactures).

- Art. 16 : Interdiction aux religieux et religieuses de vendre les produits de leur industrie.
Art. 13 : Interdiction de l'exportation des blés quand le prix dépasse 2 sols la livre.
Art. 17 : Uniformité des poids, balances et mesures dans tout le royaume.
Art. 24 : Fixation invariable du toisé des chemins et suppression des gratifications aux maîtres de poste.

4. En matière d'industrie et de taxes :

- Art. 5 : Liberté des fours et des moulins.
Art. 20 : Suppression de la taxe sur la marque du cuir.

5. En matière d'agriculture et de redevances :

- Art. 4 : Suppression des corvées féodales.
Suppression des corvées des domaines congéables.
Art. 3 : Suppression de l'usement de quevaise. (A, 14).

6. En matière de service militaire (milice) :

- Art. 23 : Suppression des exemptions accordées aux domestiques des nobles, du clergé, etc... à l'exception des domestiques de culture.

7. En matière de religion :

- Art. 30 : Suppression du Concordat et de l'alternative en Bretagne.
Rétablissement des élections aux bénéfices ecclésiastiques ; faculté aux paroissiens de présenter quatre candidats à l'évêque pour le rectorat.
Art. 25 : Augmentation de la portion congrue des pasteurs et curés.
Art. 26 : Suppression des maisons religieuses (communautés).

8. En matière d'enseignement :

- Art. 26 : Etablissement d'un collège et d'une bibliothèque dans la ville.

9. En matière de réforme municipale :

Art. 27 : Réformation des municipalités dans un sens démocratique (1).

Art. 28 : Réforme du règlement des comptes des municipalités (contre le règlement par la Chambre des Comptes à laquelle il faut verser de fortes épices).

Art. 29 : Distinction nette du Corps politique (Général de paroisse) et du Corps municipal.

Les cahiers de Sainte-Croix (2) et de Saint-Sauveur (3) — non celui de la Trinité (4) qui resta dans la note modérée — s'attaquèrent aux nobles, aux prêtres et aux communautés religieuses, aux fermiers des impôts, aux bas-officiers seigneuriaux. Ils s'élevèrent, le premier avec un apparent souci

(1) Article 27 : « La municipalité chargée de veiller aux affaires publiques et de soutenir les intérêts des citoyens de toutes les classes, devrait être formée de manière que chaque classe de citoyens pût faire valoir ses droits. Dans presque toutes les villes de la province, et particulièrement dans cette ville, les municipalités ne sont composées que d'un très petit nombre de membres pris dans les classes supérieures, tandis que les classes inférieures n'ont personne pour les représenter ; d'où il résulte qu'elles sont souvent sacrifiées, lorsque les classes qui sont représentées jouissent de tous les avantages. Le petit nombre de membres dont les communautés sont composées présente même des inconvénients, en ce que ces membres, occupés de leurs affaires particulières, ne se trouvent point aux assemblées, ce qui fait que les affaires les plus urgentes sont retardées.

Les affaires des municipalités étant relatives au Tiers-Etat, la présence de MM. de la noblesse et du clergé y est absolument inutile. Les charges en titre d'offices dans les municipalités offrent encore des inconvénients, en ce que les personnes qui en sont pourvues sont inamovibles, ce qui écarte chaque citoyen de pouvoir à son tour avoir entrée dans la communauté. Le maire ayant toutes charges et les corvées et étant le chef des municipalités, doit en avoir tous les honneurs ; il doit présider les assemblées, et les juges doivent être exclus de toute espèce de prétentions à cet égard.

La réformation des municipalités actuelles et la réformation sous un nouveau régime devient donc très intéressante. Sa Majesté et la Nation assemblée sont suppliées d'ordonner que la communauté de cette ville soit composée de deux membres de chaque classe de citoyens ; que les juges, les avocats, les procureurs, les négociants, les marchands tenant boutiques ouvertes, les corporations des artisans aient des représentants ; que les membres qui composeront la municipalité soient amovibles tous les quatre ans et qu'ils ne puissent dans aucun cas, et sous quelque prétexte que ce soit, être continués au delà de ce terme ; que les charges de procureur du Roi, de contrôleur, de greffier et de miseur soient remboursées sur les fonds de la Communauté, et que ces charges soient occupées par des membres qui seront élus et choisis dans l'assemblée [Cahiers de doléances de Guingamp *in extenso* dans Sée et Lesort, S. I, 48, IV 30 articles, p. 16-47].

(2) S. I., 48, IV, p. 48-59.

(3) S. I., 48, IV, p. 60-69.

(4) S. I., 48, IV, p. 69-71.

d'étaler longuement des connaissances de fraîche date, le second avec éclat, sans s'arrêter au choix des formules, demandant d'ailleurs dans son dernier article « qu'on soit indulgent pour l'ignorance (du peuple) qui aura pu laisser échapper quelques motifs de doléances, quelques termes grossiers durs et impropres, (mais) par simplicité et bonne foi », contre les privilèges, « ces faux préjugés qui ne doivent leur existence qu'au despotisme des deux premiers ordres, à la cruauté et à la barbarie et plus encore à l'abus d'autorité dont ils s'armèrent contre le pauvre peuple dans les siècles d'ignorance » (Saint-Sauveur, articles 1 et 3), contre la richesse des ecclésiastiques, « les heureux du siècle » (Sainte-Croix, art. 9), contre la corruption des communautés d'hommes (Saint-Sauveur, art. 7). Ils qualifièrent les justices seigneuriales de « larronières » (Sainte-Croix, art. 14). Ils proposèrent des remèdes immédiats et pratiques : deux seuls impôts « sans qu'aucune personne ni aucune espèce de bien en fût exceptée », réels et personnels ; pour éviter les « pertes », un receveur-trésorier par diocèse chargé de verser directement le produit des impôts aux coffres du trésor ; pour subvenir aux besoins financiers pressants, la confiscation des biens du clergé au profit de la couronne : « supprimer toutes les abbayes, communautés d'hommes rentées, comme inutiles à l'Etat... et réunir les biens immenses qu'(elles) possèdent au domaine de la couronne... Il faut s'en prendre à la portion la moins utile et la plus riche de l'Etat... » (Saint-Sauveur, art. 7 et 8). Ils demandèrent enfin l'égalité devant les fonctions et prérogatives sociales fondées seulement sur « le mérite, sans distinction de naissance » (Sainte-Croix, art. 17). Certes, les revendications des deux faubourgs sont fort semblables et inspirées des écrits et modèles en circulation (la vente des biens du clergé, par exemple, était une idée communément répandue ; un mémoire paru en décembre 1788 suggérait au Roi ce moyen « d'accroître ses revenus sans augmenter les charges publiques » ; à Kermoroch, paroisse proche, l'article 11 énonçait la même opinion : « Vous annoncez donc, Sire, que l'Etat est obéré. Vous avez dans votre royaume tant d'abbayes et de monastères qui ne font aucun service public ; les religieux, par l'abondance des biens qu'ils possèdent, se rendent

souvent plus scandaleux à leurs riverains qu'ils ne sont édifiants ; en leur accordant une pension convenable et médiocre, il est en votre pouvoir de joindre le revenu à votre domaine qui produirait une revenu immense à l'Etat ; tant d'autres bénéfices si opulents accordés pour l'entretien d'une seule personne qui pourrait participer aussi au bien de l'Etat ; enfin tant de communautés religieuses qui possèdent des trésors remplis de barriques tallées d'or et d'argent qui ne parviendront jamais à aucun bien public et par conséquent propres au recouvrement de l'Etat (1) » ; mais, elles ont le mérite d'une rédaction originale, d'un ton particulier qui n'en font pas des copies serviles. Si les deux principaux rédacteurs, François Le Cocq (2) et Jean-Claude Le Cocq, peut-être parents, se sont certainement consultés par avance, ils ont cependant traduit des pensées communes, chacun selon son tempérament.

L'assemblée de la Sénéchaussée

Quand s'ouvrit à Rennes, le 7 avril 1789, l'Assemblée générale de la Sénéchaussée, plus de 800 députés étaient présents. Trois opérations allaient s'effectuer : 1) la vérification des pouvoirs ; 2) le choix des commissaires pour l'établissement de la liste des électeurs et la rédaction du Cahier général de doléances ; 3) l'élection des députés aux Etats Généraux. Au cours de la vérification des pouvoirs, une demande d'exclusion des 200 à 300 juges seigneuriaux, députés du Tiers, fut présentée. Les juges seigneuriaux, en majeure partie, déclarèrent ou renoncer à voter, ou renoncer à être électeurs des députés aux Etats Généraux, ou renoncer à être éligibles aux Etats Généraux, ou même se retirer. Ainsi, la question se trouvait réglée.

Le 8 avril, 90 commissaires furent nommés pour dépouiller les cahiers des paroisses et communautés, et répartis en dix

(1) Le marquis de La Coste, député du bailliage de Charolles, proposa le premier à l'Assemblée Constituante, le 8 août 1789, la vente des biens du clergé. La motion Talleyrand est du 18 octobre ; la proposition Mirabeau, du 13 octobre. Le décret d'aliénation est du 2 novembre 1789.

(2) Nous trouvons François-Marie Le Cocq, instituteur militaire retraité, parmi les gradés de la Garde Nationale le 20 octobre 1789 (cf. p. 67) et très probablement Commandant.

bureaux : Ansquer fut élu au deuxième bureau, Kerninon-Kerbriant, au troisième [S. I., 15, II, p. 159]. Puis, le 9, l'Assemblée constitua une « Commission générale » de 11 membres pour rédiger le Cahier général des doléances, préparer des projets afin de réduire les électeurs du Tiers au nombre de 200 environ « en accordant les intérêts des villes et des campagnes », collaborer avec le Sénéchal à la rédaction des procès-verbaux des séances : Le Bouëtté en fit partie. 211 électeurs furent désignés, dont 22 pour le diocèse de Tréguier. Le Bouëtté et Kerbriant étaient du collège électoral.

Un bureau de trois membres devait présider à l'élection des députés aux Etats Généraux. D'abord, les suffrages se portèrent sur Glézen, Lanjuinais et Maugé, tous trois de Rennes. Mais, il y eut des protestations. Glézen et Lanjuinais se retirèrent : on les remplaça par Huart de Saint-Malo et Kerbriant de Guingamp.

Le 20 avril, les sept députés aux Etats Généraux élus (Glézen, avocat à Rennes, Lanjuinais, id., Huart, armateur à Saint-Malo, Hardy de Largère, maire de Vitré, Le Chapelier, avocat à Rennes, Gérard, laboureur, De Fermon, procureur au Parlement. — Suppléants : Varin de la Brunelière, avocat à Rennes, Bodinier, négociant à Saint-Malo), l'Assemblée se sépara. Guingamp n'avait ni un député, ni un suppléant. Le Bouëtté fit un rapport de ce qui s'était passé à Rennes et le remit à la Communauté de Guingamp le 28 avril. Le 6 juillet seulement, par la voix du procureur Festou de Villeblanche, la Communauté exprima officiellement son profond regret de ne pas avoir de député à Versailles, « si on considère que plus de 200.000 habitants du duché de Penthièvre n'ont directement aucun représentant aux Etats Généraux » : courte protestation qui laisse pourtant deviner la grosse déception des Guingampais ! Mais ce fut moins Le Normant de Kergré [S. I., 48, IV, p. 10, n. 1] que son adversaire Le Bouëtté (ou Kerbriant) qui put regretter de n'avoir pas été élu. Homme de premier plan à Guingamp depuis décembre 1788, chef de parti, vainqueur de Le Normant, patriote actif à Rennes, Le Bouëtté pouvait espérer être député aux Etats Généraux (1).

(1) Nous n'avons pu établir ce que Le Bouëtté devint de la fin d'avril au 20 novembre 1789, date où il réapparaît dans la vie politique de Guingamp. Se terra-t-il, humilié ? ou s'absenta-t-il de la ville ? En tout cas, dès son

II. — L'ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE : MUNICIPALITÉ ET COMITÉ LÉGAL ; GARDE NATIONALE

La première municipalité révolutionnaire.

Guingamp suivit avec inquiétude le conflit des Ordres aux Etats Généraux. Les audaces des députés du Tiers-Etat et, en particulier, les arrêtés de l'Assemblée Nationale des 17, 20 et 23 juin reçurent l'approbation sans réserves de la municipalité qui, après la séance royale du 23 juin et la réunion des trois Ordres, se réjouit de l'heureux apaisement survenu et de l'entente enfin réalisée [BB 15. Délibération du 6 juillet 1789, p. 98 v°]. Une fois de plus, l'allégresse se manifesta par un feu de joie, des illuminations générales auxquelles s'ajouta un geste de charité ; 500 livres furent en effet remises aux indigents et aux pauvres : 300 livres de la municipalité et 200 livres de « tribut particulier des aisés ». Suivant l'usage établi depuis la révolte parlementaire, la municipalité transmet la délibération aux villes de la province pour « resserrer les liens de confraternité » et se réjouir en commun. Mais, le 17 juillet, on apprit le rassemblement des troupes autour de Versailles et le renvoi de Necker (11 juillet) ; on apprit que Paris se sentait menacé et organisait, pour se défendre et par crainte d'être affamé, un Comité permanent et une milice civique.

Les premiers en Bretagne, les Jeunes Citoyens essayèrent

retour sur la scène politique, le conflit reprit violemment entre Le Normant et lui.

Note : L'ordre du clergé (évêques, abbés, députés des chapitres des cathédrales) et celui de la noblesse de Bretagne, convoqués à Saint-Brieuc, le 16 avril, pour élire leurs députés aux Etats Généraux se refusèrent à procéder aux élections suivant la nouvelle réglementation de Necker. Ils entendaient respecter les formes et usages de la province, voulant que l'élection des députés fût faite par les Etats provinciaux réunis à cet effet. Il n'y eut donc aucun représentant du haut-clergé et de la noblesse de Bretagne aux Etats Généraux (Délibérations des ordres de l'Eglise et de la Noblesse de la province de Bretagne, assemblés par ordre du Roi dans la ville de Saint-Brieuc — citées dans : Abbé Tresvaux S. I., 50, I, p. 16 sqq). Le bas-clergé (curés et ecclésiastiques non indiqués ci-dessus) se réunit, à partir du 2 avril, dans les chefs-lieux de chaque diocèse et procéda aux élections de ses députés ; à Tréguier, furent désignés : Lucas, recteur du Minihi-Ploulantréguier et Delaunay, chanoine Prémontré, prieur-curé de Plouagat-Châtelaudren. Au total, le clergé de second ordre désigna 23 députés (non compris les suppléants) : 3 pour chacun des diocèses de Rennes, Nantes, Vannes et Quimper, 2 pour chacun des autres diocèses (Dol, Léon, Saint-Malo, Saint-Brieuc et Tréguier), 1 pour les Marches communes de la Bretagne et du Poitou.

de parer au danger. L'alarme vint de Rennes où, dans leur séance du 16 juillet, les étudiants en droit et les jeunes citoyens renouvelèrent le « Pacte d'union », enrôlèrent une armée de volontaires, firent serment de sacrifier leur vie à la liberté de tous et de « venger dans le sang toute atteinte... à la Nation », décidèrent de dépêcher des députés dans les villes de la province en vue de mettre celles-ci au courant des mesures prises et d'obtenir leur adhésion (Compte rendu de « l'Assemblée générale des étudiants en droit et citoyens de la ville de Rennes réunis aux fins de convocation d'hier », du 16 juillet 1789. S. M. 43). Nicol, de Rennes, fut chargé de porter le « Compte rendu » à Saint-Brieuc et de prévenir les villes « circonvoisines » ayant signé le « Pacte d'Union ». Mais, Kerninon-Kerbriant fut directement informé par M. du Cosquer. Le Comité des Jeunes Citoyens de Guingamp était, à l'époque, organisé (Président : Brunot de Camarel (1)) et en rapport régulier avec les autres Comités des jeunes gens des villes (correspondant : Kerninon-Kerbriant). Il était intervenu dans la bataille des Etats provinciaux, avait participé activement aux querelles municipales. Il constituait la fraction la plus considérable du parti Le Bouëtté. Quelques-uns de ses membres avaient reçu des missions importantes (Kerbriant, Brunot, Mazurié), tenu un rôle de premier plan à l'Assemblée primaire électorale. Groupe de patriotes ardents, unis, entraînés dans la « Machine des Sociétés de pensée », il se tenait prêt à seconder l'œuvre révolutionnaire, à intervenir, à lutter. Immédiatement prévenu des arrêtés de l'Assemblée de Rennes, il y adhéra le 17 juillet et désigna aussitôt six commissaires, Brunot de Camarel, Rousseau, receveur des fermes, Le Bihan le jeune, avocat, Kerninon-Kerbriant, Cartel-Desferrières, avocat, Kermorin, médecin « avec tous pouvoirs pour organiser la défense contre les malheurs qui... menacent » (Compte rendu de « l'Assemblée générale des Jeunes Citoyens de la ville de Guingamp réunis aux fins de convocation du même jour », du vendredi 17 juillet 1789. S. M. 44). Leur première idée fut de s'adjoindre au Corps municipal et de constituer une municipalité révolutionnaire.

A l'imitation de ce qui s'était passé à Paris, des municipa-

(1) S. I., 35 et S. M. 93.

lités révolutionnaires se formaient dans les villes de France. Les membres du Tiers-Etat resserraient les liens d'union, oubliaient les querelles particulières qui avaient pu les séparer, les mesquines prérogatives de classe, et constituaient des comités de défense. A Guingamp, on n'atteignit pas d'emblée une organisation satisfaisante. Progressivement, au fur et à mesure des circonstances, en prenant modèle souvent sur ce qui se passait ailleurs, renseignements pris ou injonctions transmises, la première assemblée municipale révolutionnaire, d'abord assez confuse et dans sa composition et dans le rôle qu'elle croyait avoir à remplir, arriva à se constituer régulièrement, à se répartir la besogne, à définir ses attributions dans des statuts officiels. En fait, si, pendant un mois environ (octobre-novembre 1789), il parut que le Comité révolutionnaire était définitivement organisé, il eut pourtant à subir de juillet à décembre des métamorphoses légères mais fréquentes. Il n'arriva pas vraiment à un degré de stabilité durable car, à plusieurs reprises, des rivalités de personnes et de corps réapparurent et provoquèrent des modifications dans sa structure.

Il y eut d'abord un élargissement de la Communauté de ville. Le 19 juillet 1789, au lendemain de la prise de la Bastille et du renvoi des troupes massées auprès de Versailles — événements connus à Guingamp dans la nuit du 18 au 19 juillet — les commissaires des Jeunes Citoyens, les Juges et les représentants des Cavaliers du détachement de Royal Picardie obtinrent, sur leur demande et sans rencontrer aucune difficulté, l'entrée à l'Assemblée et le droit « de concourir aux arrêtés municipaux ». Il va sans dire que leur geste ne surprit personne. Ce n'était d'ailleurs pas la première fois qu'on procédait à un élargissement de l'Assemblée : le 4 janvier 1789, le public présent à la séance municipale avait été invité à désigner huit commissaires pour, ce jour-là seulement il est vrai, délibérer avec la Communauté (cf. p. 40). Mais le 19 juillet, il s'agit d'une modification permanente à caractère révolutionnaire et c'est moins le public qui se trouve représenté que trois groupements d'inégale importance : la Société patriote, les Juges, les Soldats.

Le nouveau « Général » comprit : 13 officiers municipaux

(MM. les gentilshommes non compris) ; 3 juges : Rupérou, Pastol et Vistorte ; les 6 commissaires des jeunes gens désignés le 17 juillet ; et 4 militaires citoyens, les cavaliers Perrot, Jacquot, Simon, Auxionnat qui, au nom de tout le détachement, déposèrent sur le bureau le serment « de ne jamais se servir de leurs armes contre les citoyens leurs frères et de défendre au péril de leur vie les droits de la nation » (« Arrêté pris par les cavaliers du régiment de Royal Picardie et déposé au greffe de la municipalité de Guingamp » commençant par les mots : Vive le Roy, Vive M. Necker, Vive le Tiers-Etat. S. M. 45), serment que répétèrent volontairement, le 27 juillet, les 9 officiers du régiment, le chef d'escadron à leur tête [BB 15. Séance du 27 juillet 1789, p. 103]. En premier lieu, la nouvelle municipalité demanda le rappel de Necker que « l'Assemblée Nationale est chargée de solliciter et d'obtenir » et décida de fêter la fraternité des « vrais citoyens » par un nouveau feu de joie.

Le 27 juillet également, « MM. les gentilshommes de la ville et environs » manifestèrent leurs désirs de vivre en parfait accord avec tous les citoyens, de déclarer en public « reconnaître et exécuter sans regrets toutes les lois, tous les décrets qui émaneront de l'Assemblée Nationale », de faire partie, eux aussi, de la municipalité. (Depuis le 23 mai 1789, les anciens gentilshommes n'avaient plus paru à la Communauté.) L'Assemblée et le public présent accueillirent favorablement cette démarche, mais décidèrent de ne rien faire sans avoir consulté la municipalité de Rennes. En cette question, ils se conformeraient au vœu général du Tiers. Rupérou (juge et patriote) fut officiellement député à Rennes. Les Jeunes Citoyens délèguèrent Mazurié au Comité rennais des « citoyens militaires et militaires citoyens ». Ce fut Guingamp qui, on le voit, soumit le problème de l'admission des nobles dans le sein des Assemblées des citoyens. Les corps de Rennes, un moment surpris et même mal disposés à l'égard de la ville de Guingamp accusée de « parti-pris », opposèrent en fin de compte un refus catégorique « d'écouter les propositions des nobles ». (Compte rendu de Rupérou à la municipalité de Guingamp et Extrait des registres de l'Assemblée générale de la ville [S. M. 46] et Communauté

de Rennes, délibération du 30 juillet 1789). Le souvenir des journées de janvier, des libelles, des serments, la rancœur et la haine étaient encore trop vivaces pour qu'on pût songer à tant de fraternité ou croire aux bons sentiments subits des ennemis de la veille dont on craignait aussi les prétentions de nommer, à cette date, des députés aux Etats Généraux. Le 30 juillet, le Comité des Jeunes et la municipalité de Rennes posèrent comme condition préalable à tout accord avec les nobles le désaveu formel du récit des journées des 26 et 27 janvier signé par quatre gentilshommes et des auteurs et complices de « l'assemblée séditieuse » du Champ Montmorin. Puis, après débats, ils s'élevèrent contre toute ingérence des nobles dans « le régime des affaires publiques » et parce qu'ils ne s'étaient pas « entièrement dépouillés des opinions de l'(leur) ordre » et parce que leur demande venait trop tard, après le triomphe des efforts du Tiers, et trop tôt, avant que la Constitution fût achevée. Ils consentirent seulement, sur de nouvelles instances des députés de Guingamp, à tolérer les « liaisons de société » et « rapports de bon voisinage ». Encore fallait-il que les citoyens de Guingamp n'eussent rien à reprocher aux gentilshommes quant aux journées des 26 et 27 ! Enfin, dans sa séance du 3 août, la municipalité révolutionnaire de Guingamp décida de ne pas admettre les nobles dans l'administration des affaires publiques, mais de conserver à leur égard « les liens et convenances de société ». [BB 15. Séance du 3 août 1789, p. 105 v°].

A peu près en même temps, fin juillet-début d'août, un corps de milice alla s'organisant. C'était plus qu'une résurrection de la milice bourgeoise. En des circonstances agitées, sur un plan plus ample, mais encore mal établi, et qui, comme pour la municipalité, se précisera peu à peu, c'était la mise sur pied d'une garde nationale révolutionnaire, pour une part régionale, certes recrutée parmi les seuls citoyens de la ville, mais dont le rôle s'étendrait dans les environs. Au début de septembre, la milice atteignit l'effectif de onze compagnies. Les gardes manquant d'armes, Vistorte de Boisléon fut chargé d'en demander au gouverneur de la province. Le Comte de Thiard accorda cent fusils que Le Coz et Kerbriant allèrent chercher à Brest. Plus tard, fin décembre, Saint-Malo fournira 5.000 cartouches.

A la date du 24 août, la municipalité révolutionnaire fut diminuée des militaires citoyens. Le détachement du Royal Picardie quitta Guingamp. La troupe de dragons du Régiment de Conti qui le remplaça par la suite consentit à prêter le serment à la loi et au Roi (le 8 novembre 1789) [S. M. 54] ; mais il n'y eut plus de soldats à l'Assemblée. Les nouveaux officiers ne l'auraient pas permis. Les Juges, sans raison avouée, se dispensèrent à leur tour de participer aux délibérations. Au début de septembre, la municipalité se dissolvant ainsi, on procéda à une refonte. La Communauté en prit l'initiative, (BB 15. Séance du 9 septembre, p. 108, les officiers municipaux étant seuls présents) prétextant que de nombreuses lettres adressées au Comité permanent n'avaient pas, en somme, de destinataire : elle jugea nécessaire de s'organiser « comme les autres villes ».

Le Comité légal

Des Assemblées des 9 et 10 septembre sortit un second organisme, le Comité légal. Restait à part et indépendante l'ancienne et régulière Communauté qui conservait ses prérogatives purement administratives (répartition de l'impôt ; mandatement de fonds ; travaux publics ; assistance). Le Comité légal et permanent de la ville et des faubourgs formait l'assemblée révolutionnaire agissante. Il était établi pour deux mois, renouvelable par simple reconduction. Il comprenait douze pères de famille élus, qui pouvaient être officiers municipaux, et huit Jeunes Citoyens. Son rôle, à peu près défini, mais restreint, consistait à régler et décider « tout ce qui conviendra... pour le bon ordre et le maintien de la discipline entre les citoyens et la troupe nationale ». L'élection des pères de famille eut lieu le 10 septembre : 126-128 citoyens y participèrent (BB 15. Séance du 10 septembre, p. 109, v°). Furent désignés : Brunot père, Festou de Villeblanche, Douaren l'aîné, tous trois échevins, Georges Derrien, marchand, Depasse, chirurgien, Gautier Maisonneuve, marchand poêlier, Homo, procureur, Duverger-Nédellec, doreur et vitrier, Le Roy de Kerderrien, priseur, Poullen, avocat, Hodouïn, médecin, Boivin cadet, marchand. Le même jour, l'Assemblée nomma six suppléants : Loysel, échevin, Monnac,

ex-intendant, Guérard de Ballet, Morand, procureur, Le Bail prêtre, Mauviel, avocat. Le comité des Jeunes Citoyens conserva toute latitude pour choisir ses représentants. A la séance du 10 septembre assistaient : Onfroy Kermoalquin, Radenen, Dumay de la Jumelais, Drillet, Robinet, sous-ingénieur et Toudic, avocat. On trouvera d'ailleurs rarement, à l'Assemblée du Comité légal, le même groupe de huit commissaires des Jeunes Citoyens. A chaque séance, on peut relever quelques noms nouveaux.

Le double règlement pour le Comité légal et pour la Garde Nationale ne fut adopté que le 20 octobre (BB 15 : « Règlement provisoire pour le Comité, la milice nationale, les gardes et patrouilles de la ville de Guingamp, qui sera exécuté jusqu'à ce qu'il (en) ait été autrement décidé par l'Assemblée Nationale, sauf néanmoins les changements et additions dont l'expérience nécessiterait la nécessité », 39 articles, p. 118, v^o — 123). Déclaré provisoire, il devait en principe rester appliqué jusqu'aux décisions de l'Assemblée Nationale qui préparait le nouveau régime des municipalités, sauf changements nécessités par l'expérience. Il modifiait quelque peu la composition approuvée le 10 septembre.

L'ancien corps municipal persistait, sans caractère révolutionnaire. Son mandat était strictement limité, comme on l'avait admis le 10, aux mesures d'édilité et aux formalités administratives. Maintes fois pourtant, le Comité s'occupera d'administration et, en fait, jouera le rôle de véritable organisme municipal.

Le Comité légal comprenait : les officiers municipaux ; 12 pères de famille (plus 6 suppléants) élus, renouvelables par moitié tous les deux mois (étaient électeurs les pères de famille inscrits sur le rôle de la capitation ; étaient éligibles les pères de famille payant au moins 10 livres de capitation) ; 8 jeunes gens (plus 4 suppléants) délégués par leur Assemblée. Les suppléants pouvaient participer aux travaux du Comité ; ils avaient voix consultative, mais ne votaient qu'en cas d'absence de membres réguliers. L'article 11 définissait ainsi le rôle élargi du Comité : « Il ordonnera seul et réglera au nom de la généralité des habitants toutes matières qui intéresseront le salut commun et l'administration de la chose publique

comme émotion, sédition, accaparement de combustibles ou d'armes, surveillance d'étrangers ou gens suspects en conformité de l'arrêté de l'Assemblée Nationale du 10 août et de l'ordonnance de Sa Majesté du 12 août 1789 jusqu'à ce que l'Assemblée Nationale ait par ses règlements prescrit un nouvel ordre des choses, sauf à renvoyer la matière aux juges constitués, le Comité n'entendant que soutenir et prêter la main à la police et non en usurper les fonctions ». Mais son action débordait la ville et les faubourgs : le Comité s'intéressait aux événements qui se passaient dans les cités et les campagnes voisines, exerçant son contrôle, intervenant seul ou d'accord avec les autres Comités de la région (1).

Le Comité pouvait se réunir soit en assemblées ordinaires, le samedi de chaque semaine à deux heures de l'après-midi, soit en assemblées extraordinaires, sur convocation du président. La présidence appartenait de droit au maire, Le Normant de Kergré, ou à son défaut, à son représentant (d'abord le plus ancien échevin, Brunot père ; puis, après le 21 novembre, le juge Sénéchal, Rupérou). Le président recevait et prenait connaissance des rapports, lettres et paquets adressés au Comité ; il avait le droit de présenter, dans l'ordre qu'il jugeait le plus important, les motions qui lui seraient d'abord communiquées, et d'admettre ou d'exclure à sa volonté tout étranger, sauf au Comité « à se prononcer à la pluralité des voix si quelque membre le requiert ». Les débats pouvaient durer jusqu'à ce que l'Assemblée trouvât la discussion suffisante. Le président recueillait les voix en les comptant de la droite vers la gauche. Enfin, les décisions n'étaient reconnues valables qu'autant qu'elles étaient prises par 12 membres au moins dont 8 pères de famille et 4 jeunes gens.

La deuxième partie du règlement du 20 octobre était des-

(1) Nous verrons plus loin, dans la III^e partie, ses interventions : à Tréguier en septembre 1789, au sujet du mandement de Mgr Mintier ; à Lannion, en octobre, à l'occasion de l'émeute dirigée contre les Brestois ; à Lanrodec, en octobre, contre les Assemblées de gentilshommes ; à Plounévez-Moëdec (31 octobre) où il prend la défense d'un habitant poursuivi en justice par un meunier mécontent qui l'accuse d'avoir fait désertir son moulin en annonçant prématurément le décret supprimant le droit de suite et où il invite, en termes formels, les officiers de justice à ne donner aucune suite au procès ; dans les fédérations de villes, etc... [En ce qui concerne l'affaire de Plounévez, S. I., 41, p. 69]

tinée à l'organisation de la milice nationale à l'effectif de onze compagnies, huit de pères de famille, trois de jeunes gens, chaque compagnie comptant le même nombre de soldats. Le recrutement s'opérait par engagements volontaires et par incorporations d'office. La compagnie se composait d'un capitaine, d'un lieutenant, d'un sous-lieutenant, d'un adjudant, de trois sergents dont un sergent-fourrier, de six caporaux, de fusiliers et de canonniers dont nous n'avons pu déterminer le nombre exact, à peu près une cinquantaine (le 25 juin 1790, la Garde comptait 812 soldats et gradés). Un colonel, un lieutenant-colonel, un commandant major, plusieurs commandants dirigeaient l'ensemble de la milice dont l'administration était confiée à un Conseil de 14 membres : trois officiers majors et un représentant par compagnie, élu par les soldats et sans distinction de grade. Les gradés étaient également élus, les officiers pour six mois. Les cadres existants au 20 octobre étaient conservés et il était décidé que les premières élections normales auraient lieu le 12 février 1790 (1).

Le règlement prévoit tous les services possibles. Les gardes (corps de garde installé à l'Hôpital général, près de la porte de Rennes) et patrouilles devaient être effectuées par les soldats et gradés en service de semaine ; mais les soldats avaient la faculté de se faire remplacer, soit en payant directement un remplaçant, soit en versant 20 sols au conseil administrateur. En cas d'émeutes, le service personnel était obligatoire.

Les peines applicables en cas de refus d'obéissance, d'insultes aux gradés, d'ivresse, de manquements à la discipline et au devoir étaient les suivantes (les mêmes pour les soldats et pour les officiers) : les gardes supplémentaires, la salle de discipline, la réparation publique, l'étiquette de citoyen suspect, le retrait du droit d'être électeur et éligible.

(1) Elles ne paraissent pas avoir eu lieu à cette date. Toutefois, on procéda sûrement à des élections car nous trouvons par exemple Guillaume Guerguin, commandant puis adjudant ; Boulon du Meny, commandant et sous-lieutenant ; Maurice Herpe, capitaine, puis sous-lieutenant. Le 20 décembre 1791, la Garde Nationale fut constituée à 8 compagnies dont 1 compagnie de grenadiers, auxquelles on adjoignit 15 canonniers, l'ensemble groupé en un seul bataillon (Lettre écrite au Directoire du District le 20 décembre 1791, S. M. 40).

TABLEAU DES CADRES DE LA MILICE
au 20 Octobre 1789

Colonel : Le Normant de Kergré.

Lieutenant-colonel : Mauviel.

Commandant-major : Guérard de Ballet.

Commandant : Festou de Villeblanche. Pierre Boulon (?)

Guillaume Guerguin (?)

Capitaines

(Compagnies des pères de famille)

Monnac	Salping	Chauvel-Desportes	Lorin	Maurice Herpe	De Launay-Buhot	Huchet	Hodouin
--------	---------	-------------------	-------	---------------	-----------------	--------	---------

(Compagnies de jeunes citoyens)

Brunot de Camarel	Robinet	Onfroy-Kermoalquin
-------------------	---------	--------------------

Lieutenants : Kerninon-Kerbriant ; Michaud ; Duval ; Kermorin ; Charles Hello...

Sous-lieutenants : Le Coz de Keristiou ; Homo ; Depasse ; Montel...

Adjudants : Cartel-Desferrières ; Le Bihan (procureur)...

Gradés (nous n'avons pu préciser leur grade) : Officiers, sous-officiers, caporaux au cours des années 1789 et 1790 : André (procureur) ; Bonté (traiteur) ; Maurice Bré (notaire) ; Calvez (priseur) ; François-Marie Le Cocq (instituteur militaire retraité) ; Mathurin Dorré (greffier) ; J.-M. Durand (marchand) ; Fouquet (marchand) ; Gautier-Maisonnette (marchand) ; Genu (jeune citoyen) ; J.-B. Hubert ; De Kerjulou Desjars ; François Hubert ; Jules Lefèvre (chirurgien) ; Gillet (horloger) ; Thomas Penven (procureur) ; Pierre Prigent (procureur) ; A. Rolland (menuisier) ; Limon du Timeur ; J. Rousseau (receveur des fermes) ; Yves Le Roy (avocat) ; Jean Le Tiec (procureur) ; J. Touboulic (procureur) ; Jamtel, canonnier (fondeur).

Les dernières transformations du Comité

A partir du 14 novembre 1789, date où réapparaît Le Bouëtté dans la vie politique locale et, avec lui, l'hostilité dirigée contre Le Normant de Kergré, le Comité eut à souffrir de nouvelles modifications. Un double but se dessina vite : faire place à Le Bouëtté, évincer Le Normant ou, au moins, réduire à rien son influence. Sur demande de Brunot père, on procéda d'abord au remplacement de 6 pères de famille dont les noms furent tirés au sort. La première nomination ayant eu lieu le 10 septembre, une seconde désignation ayant été faite le 20 octobre (3 officiers municipaux se trouvant à la fois membres du Corps municipal et membres du Comité), il y avait donc à peu près deux mois que le Comité était en fonctions (cf. page 63). Quittèrent le Comité : Festou de Villeblanche, Homo père, Hodouin, Poullen, Depasse et Brunot. Les élections du 20 novembre qui s'effectuèrent dans le local même où se réunissait le Comité désignèrent les nouveaux membres : Le Bouëtté, Boulon Dumeny, Alexandre Garlan, Boivin aîné (marchand), Lefèvre (chirurgien) et Alexandre Buhot (aucune incompatibilité entre les fonctions d'officier de la milice et celles de membre du Comité).

A la même séance, deux propositions furent présentées : la première par X... contre « l'inamovibilité de la présidence dans la personne du maire », la seconde par Le Bihan pour l'attribution au Comité de tous les pouvoirs administratifs et des pouvoirs de police de la ville. Le maire refusa de les mettre en discussion le jour même : l'état d'esprit général assurait, sans aucun doute, sa défaite. Le lendemain 21 novembre, la bataille reprit. Le Normant de Kergré donna, tout d'abord, sa démission de président, invoquant des raisons de santé et les tâches extérieures absorbantes dont il était chargé (il s'agissait, en l'occurrence, de sa charge de colonel de la garde nationale) : démission immédiatement acceptée, l'Assemblée votant les remerciements d'usage. Les juges qui venaient d'être sollicités par Le Bouëtté et Cartel-Desferrières (Rupérou était le beau-frère de Le Bouëtté) demandèrent à faire partie du Comité permanent et on les admit. Ils réservèrent toutefois leurs droits d'exercer la police et déclarèrent passer l'éponge sur les prétentions séculaires de la municipalité à pré-

sider. La formule n'était pas sans ironie. Derechef, la composition du Comité changeait. Il comprit désormais : les officiers municipaux (il y en avait quatre à la séance du 21 : Le Normant qui se retira dès les premières minutes ; Brunot ; Jourdan ; Dorré) ; les juges : Rupérou ; Pastol ; Vistorte ; les douze pères de famille ; huit jeunes gens et des gradés de la milice nationale : Genu, J. Herpe, Dumay de la Jumelais, Boivin cadet, Kerinon-Kerbriant, Le Bail, Le Roy fils, Cartel Desferrières, Le Déant, Robinet, Brunot de Camarel, Guérard de Ballet et Le Bihan le jeune (1).

(1) Sans vouloir établir toujours un rapport de cause à effet, entre les événements extérieurs et les changements dans la composition et le rôle du Comité, nous notons les corrélations suivantes :

ÉVÉNEMENTS EXTÉRIEURS	MUNICIPALITÉS RÉVOLUTIONNAIRES	COMPOSITION	ROLE
Événements parisiens de juillet (11-14-15 juillet 89).	19 juillet 1789 1 ^{er} élargissement de la Communauté	Communauté + Jeunes citoyens + Juges + Cavaliers	Administration et défense.
Décrets d'août (en particulier, décret du 10 août contre les séditions et perturbations enjoignant aux municipalités de veiller à la tranquillité publique et de poursuivre et arrêter les perturbateurs).	10 septembre 1789 Comité légal	Pères de famille + Jeunes citoyens	Ordre. Discipline. Accord entre citoyens et gardes civiques.
Événements régionaux de septembre (affaire Mintier) et d'octobre (affaire de Lannion) et Journées parisiennes des 5 et 6 octobre.	20 octobre 1789 Comité légal	Communauté + Pères de famille + Jeunes citoyens	Toutes questions locales et régionales, toutes fonctions municipales.
Retour de Le Bouëtté	21 novembre 1789 Comité légal	Communauté + Pères de famille + Juges + Jeunes citoyens + gradés de la garde nationale	Id.

Dans la deuxième partie de la séance, on délibéra sur les propositions du 20. La charge de président fut déclarée, à l'unanimité, amovible et sa durée fixée à un mois. Par acclamation générale, on réélit Le Normant de Kergré ; mais le maire sentit bien qu'il n'y avait là qu'une sorte de condescendance maligne : on lui avait fait comprendre que son règne était bien fini. Par la suite, toutes les fois qu'il le put, il s'abstint de venir aux séances, partant de présider. Il démissionna exactement au bout d'un mois, le 24 décembre ; mais on le pria de rester jusqu'à la constitution de la nouvelle municipalité, car un décret de l'Assemblée Nationale interdisait toute élection en attendant. En ce qui concernait la motion Le Bihan, l'Assemblée décida de n'en pas délibérer et elle répondit, le 12 décembre, par un non formel à une demande de Kerbriant qui souhaitait que les séances du Comité fussent rendues publiques comme les assemblées de l'ancienne municipalité (cf. page 22).

TROISIÈME PARTIE

L'Application des premiers Décrets de l'Assemblée Constituante Les premiers troubles — Les premières fédérations

CHAPITRE I

L'APPLICATION DES DÉCRETS

La transmission des décrets.

Les décrets de l'Assemblée Constituante furent tout d'abord connus grâce aux envois des députés de Bretagne aux Etats Généraux (de Poulain de Corbion en particulier), des membres du « Club breton », plus rarement du Président de l'Assemblée. En seconde main, les Chambres de correspondance, les Officiers municipaux, les membres des Comités, les Jeunes Citoyens, les gazettes, des correspondants privés les répandirent un peu partout. On les recevait de plusieurs sources, manuscrits ou imprimés, commentés ou non, accompagnés d'adresses, de délibérations, de vœux. Il s'établit ainsi un réseau de correspondances où se révèlent l'empressement enthousiaste d'informer, le besoin d'échanger ses impressions et aussi les inconvénients inhérents à un manque d'organisation. En partie pour centraliser et coordonner la correspondance, la Municipalité de Guingamp décida le 9 septembre 1789 (cf. page 63) d'instituer un Comité légal. Parce que projets de réformes et décrets proprement dits étaient confondus, parce que l'exactitude de certaines communications pouvait être mise en doute — les informations étant en

fait, le plus souvent, de caractère officieux — le maire obtint le 31 octobre 1789 qu'on distinguât, dans un tableau à colonnes, les décrets sanctionnés par le Roi, « ayant acquis force de loi », des projets et décrets non sanctionnés. En principe, la tâche de transmettre les décrets incombait à la Chambre des Vacations du Parlement de Bretagne (loi du 20 octobre 1789 et Lettres Patentes du 3 novembre 1789). A l'exception du décret concernant la vente et la libre circulation des grains (29 août), la Chambre des Vacations ne transmet rien. Cette défaillance officielle fut évidemment exploitée ; Guingamp se plaignit : « nonobstant les décrets concernant l'abolition du régime féodal, les actions pour fournissement de foi et hommage, aveux, etc... ne sont pas moins fréquentes qu'auparavant dans les juridictions seigneuriales, et cela, sous prétexte que les dits décrets n'ont pas été envoyés à ces justices » [BB 15. 19 décembre 1789, p. 193]. Dénoncés par les patriotes, les magisirats comparurent devant l'Assemblée Nationale en janvier 1790 : ils prétextèrent que leur tribunal n'existait plus depuis le 17 octobre et que, d'ailleurs, en vertu des Constitutions de la Province, c'était au Parlement de Bretagne d'enregistrer, d'accepter ou de refuser de transmettre les décrets de l'Assemblée Nationale : mauvaise volonté, et mauvaise foi aussi puisque le décret du 3 novembre 1789 prorogeait les séances de la Chambre des Vacations (cf. : « Opinion de M. le Vicomte de Mirabeau, député du Haut-Limousin, et Discours de M. Le Chapelier, député de Rennes, sur la conduite de la Chambre des Vacations de Bretagne [S. I., 4] (1). Depuis le début de décembre, l'Assemblée s'était enfin décidée à organiser une transmission régulière : les décrets étaient communiqués par l'Intendant de la Province et ils devaient être transcrits sur un registre spécial pour chaque Communauté.

L'adhésion aux décrets.

Si les éléments patriotes de Guingamp accueillirent les ré-

(1) Une « Proclamation du Roi » datée de 10 mars 1790, sanctionnant un Décret de l'A. N. du 10 février 1790, retirait tous droits de citoyens actifs aux juges « désobéissants » de la Chambre des Vacations, sauf « permission du Corps législatif obtenue sur requête (personnelle) présentée au dit corps ». Lettres Patentes enregistrées à Guingamp le 20 avril. — Registre politique : 31 janvier 1790 - 3 août 1790. — S. M. 37.

formes avec engouement et pressèrent leur exécution, l'ancienne Communauté fit preuve, tant qu'elle garda le pouvoir, c'est-à-dire jusqu'au 10 septembre 1789, de cette pondération sinon de cette inertie voulue que nous avons déjà eu l'occasion de signaler. On sait les premières mesures de l'Assemblée (du 4 au 11 août) qui s'en prit principalement aux privilèges de toute nature des classes et des corps. La suppression des privilèges des provinces et des municipalités intéressait au premier chef le Tiers-Etat de Bretagne. Dans la nuit du 4 août, ses députés en avaient voté l'abandon, exprimant — et c'étaient leurs réserves — la conviction d'être approuvés par leurs commettants. Ils n'avaient pu faire « une abnégation pure et simple des droits, franchises et liberté de leur province » (Discours de Mirabeau) car ils se trouvaient liés par leurs cahiers, comme le fit remarquer le président Le Chapelier, et assez gênés de passer outre à un mandat exprès. Dans son cahier de doléances, Guingamp n'avait pas explicitement revendiqué le maintien des droits de la province ; mais en déclarant « adhérer à tout ce qui a été fait et arrêté à l'Assemblée du Tiers » de Rennes, en participant à la confection du cahier de la Sénéchaussée signé par les députés de Guingamp, la ville engageait donc les députés à « conserver soigneusement les droits et les franchises de la Bretagne, notamment son droit de consentir en ses Etats la loi, l'impôt et tous changements dans l'ordre public de la province ». [S. I., 40, II, p. 379 sqq]. Les Communautés et Généraux de Bretagne donnèrent sans trop tarder leur consentement à l'Assemblée Nationale ; on ne compte qu'un refus net (sujet à caution dit Le Chapelier), celui de Bannalec (Finistère) ; en outre, Vitré, La Guerche, et 400 paroisses n'auraient envoyé aucune adhésion ; Guingamp, le 9 septembre seulement (séance publique des 9-10 septembre, marquée par l'institution du Comité légal et dont le compte rendu est suivi de 128 signatures), sollicité par la Municipalité de Rennes, donna son assentiment : « La Communauté et tout le public de cette ville ont d'une voix commune et unanime déclaré adhérer aussi et de leur part aux dites déclarations et arrêtés de la municipalité et citoyens de Rennes et s'y référer entièrement ; auquel effet il a été également arrêté que copie de la présente délibération

sera directement adressée à MM. les députés de la Sénéchaussée de Rennes séant aux Etats Généraux pour en faire part à l'Assemblée et une pareille expédition à la dite municipalité de Rennes ». [BB 15, p. 108 v°]. Par la suite, on relève dans les délibérations de Guingamp des formules fréquentes mais toujours générales d'adhésion, de respect, de reconnaissance à l'Assemblée Constituante : notons celles du 20 octobre 1789, « l'Assemblée a chargé M. Le Normant de Kergé, maire, M. Festou de Villeblanche, l'un des pères de famille, membre du Comité, et M. Robinet, l'un des jeunes citoyens... d'adresser à MM. les Représentants les expressions de la reconnaissance de l'Assemblée et la détermination de la commune de Guingamp à adopter, respecter les décrets de l'Assemblée Nationale, à se maintenir dans la fidélité la plus inviolable pour la personne sacrée du Roy et à resserrer avec sincérité et confiance les liens de fraternité qui doivent unir toutes les communes du Royaume », du 31 octobre, des 3 et 5 décembre.

Certes, ceux qui vivaient de l'ancien régime comme les officiers seigneuriaux ou qui jouissaient de privilèges politiques comme les membres des corps municipaux ne voyaient pas tous d'un bon œil disparaître leurs ressources, les occasions de profit ou les satisfactions honorifiques. Que pouvaient-ils dire ? S'il y eut quelques protestations, elles furent particulières et liées à des soucis pécuniaires. Ainsi, le Sénéchal Rupérou — qu'on peut croire du parti patriote — adressa une requête à l'Assemblée Nationale : tout en approuvant la suppression des justices seigneuriales et de la vénalité des offices, il regrettait qu'elle fût faite sans indemnité ou, tout au moins, sans la possibilité de recours de l'officier seigneurial pour obtenir du seigneur le remboursement de la charge. A juste titre, il faisait les remarques suivantes : 1° l'officier seigneurial payait tous les frais de la réforme, tandis que les seigneurs qui « ont usurpé leurs seigneuries, leur justice, les offices, originellement concédés gratuitement » en ont tiré un profit appréciable, par exemple, d'après un compte approximatif, 102.000 livres pour la charge de juge sénéchal à Guingamp ; 2° au point de vue des exigences de leur charge, les juges seigneuriaux sont assimilés aux juges royaux puisqu'ils doivent être gradués en droit, paient les mêmes droits

(de mutation et de paulette) et reçoivent les mêmes émoluments ; or l'Assemblée Nationale ayant décrété le remboursement des offices de judicature royale devait accorder la même mesure aux juges seigneuriaux [S. I., 45, p. 24 sqq, observations du sénéchal de Guingamp du 14 septembre 1789]. Pour mieux comprendre l'attitude du Sénéchal, sa réclamation isolée où il plaide pour les juges seulement et surtout pour son remboursement particulier par le Duc de Penthièvre, il faut dire que Rupérou venait d'acheter sa charge : elle lui avait coûté 42.000 livres sans compter les droits et il n'avait pas eu le temps d'en tirer bénéfice. Bien plus tard, le 7 mars 1791, les Directeurs et employés aux Devoirs adressèrent au Directoire du District une pétition où ils se lamentaient contre la suppression de leurs charges, demandaient un « emploi quelconque » ou une « juste indemnité » [S. M. 39].

On hésita parfois à remplir un rôle où la responsabilité pouvait être grande, les décisions à prendre, désagréables : on aimait autant que d'autres prissent la place et c'étaient refus, conflits entre individus, jalousies, retranchements plus ou moins déloyaux derrière les « formes » non respectées. Conformément aux décrets des 8 et 9 octobre 1789 qui réformaient la jurisprudence criminelle en accordant à l'accusé un certain nombre de garanties et en instituant, en particulier, des « adjoints » choisis parmi les notables communaux et chargés de suivre les procès, de participer aux enquêtes d'instruction des crimes et des délits, le Comité de Guingamp (séance du 21 novembre) nomma six notables parmi lesquels les juges prendraient les adjoints assistants. Cartel l'ainé, Huchet, Mauviel, Boulon-Dumeny, Le Bouëtté et Brunot de Camarel désignés à la majorité des voix devaient, le 28 novembre, devant les officiers municipaux, prêter le serment « de remplir fidèlement leurs fonctions et de garder le secret de l'instruction ». (Décret). Dumeny et Brunot acceptèrent ; Mauviel, juge seigneurial, adressa une protestation par laquelle il affirmait ne pouvoir être forcé d'accepter une commission d'adjoint : à ses yeux, il y avait incompatibilité entre la fonction d'adjoint et celle de juge, cette dernière prorogée par le décret du 3 novembre. Huchet refusa le serment, attaquant l'élection du 28, illégale, disait-il, car elle avait été faite par les officiers municipaux, les pères de famille et les

jeunes gens, c'est-à-dire le Comité, et non par les seuls officiers municipaux comme le voulait la loi, protestant contre la façon dont on prêtait le serment qui aurait dû être reçu par les dits officiers municipaux mais en présence de la généralité de la Commune : prétextes évidemment, non véritables raisons. Le Comité prit ses résolutions le 5 décembre : par 25 voix contre une, il se prononça pour la légalité de l'élection du 21 novembre et par 24 voix contre deux, pour sa compétence à recevoir le serment. Huchet se retira, refusant de reconnaître ses décisions et déclarant qu'il allait porter plainte à l'Assemblée Nationale. Mais, Cartel, Le Bouëtté et même Mauviel (celui-ci sous réserves et provisoirement) s'exécutèrent. Dans la liste transmise aux tribunaux de la ville, le Comité indiqua, sans plus préciser, qu'il y avait 5 notables au lieu de 6. [BB 15. Délibérations des 21, 28 novembre, du 5 décembre 1789, p. 136, 138 v°, 188].

La Communauté, soit seule, soit de concert avec les autres villes, adressa des suggestions à l'Assemblée Nationale, éleva des objections à certains décrets, sollicita des faveurs. Le Comité demanda à l'Assemblée Nationale l'établissement de la « juridiction royale », du tribunal criminel, à Guingamp. Brunot père, Festou, Rupérou et Kerbriant rédigèrent un mémoire qui fut envoyé le 29 septembre, à la fois à l'Assemblée et aux ducs de Penthièvre et d'Orléans. Il se joignit aux réclamations faites par les autres villes de Bretagne : le 16 octobre et le 28 novembre, invité par Pontivy et Tréguier à se prononcer sur la suppression des pensions et gratifications, il décida de s'en remettre, pour l'ensemble, aux résolutions de l'Assemblée Nationale, marquant toutefois son hostilité au paiement des rentes acquittées par le trésorier de la Commission intermédiaire et prises sur les fonds particuliers de la Province, « opinion conforme à celle de toutes les municipalités » ; fin décembre 1789, il s'éleva, avec Rennes et Tréguier, contre les abus des fermes, abus qui auraient porté un préjudice de 3.200.000 livres aux intérêts de la Bretagne (Lettre et Mémoire de Tréguier du 24 décembre 1789), souhaitant une nouvelle régie honnêtement établie ; en outre, il adhéra sans réserves à la délibération de la municipalité de Rennes qui s'opposait à tout veto royal, absolu ou suspensif.

L'exécution des décrets (1).

Mais, les décisions une fois votées par l'Assemblée étaient acceptées par tous (une marque de discipline, dit Pommeret) et le Comité mettait un réel empressement à s'y conformer, donnant parfois un certain apparat à leur exécution. En grande pompe, les gardes nationaux et les dragons de Conti en garnison à Guingamp prêtèrent, le dimanche 8 novembre 1789, le serment exigé par la loi. En présence du corps municipal, le colonel Le Normant de Kergré, commandant les gardes nationaux et le chevalier de Saint-Pierre, chef d'escadron, prononcèrent la formule requise et la firent répéter à leurs soldats. Un seul incident qui s'envenima par la suite : le chevalier de Saint-Pierre et les officiers du détachement refusèrent de signer le procès-verbal, prétendant que « le décret national n'exige pas expressément cette formalité ». (« Procès-verbal de la prestation de serment du détachement de dragons du Régiment de Conti, étant actuellement en quartier en cette ville de Guingamp et du corps des volontaires nationaux de cette même ville » S. M. 54). La proclamation de la loi martiale (décret du 21 octobre) fut l'occasion, le 20 décembre, d'une nouvelle cérémonie : rassemblement du Comité, de la garde nationale ; discours, drapeaux rouge et blanc, le rouge étant interprété comme devant faire trembler « les séditieux suppôts de l'aristocratie ». (Procès-verbal de la proclamation de la loi martiale. S. M. 55.)

Le Comité se chargea en novembre de l'égail des anciens impôts maintenus par le décret du 10 août et, en décembre, de l'établissement du rôle des ci-devant privilégiés qui, en vertu du décret du 26 septembre, devaient payer les impôts pour les six derniers mois de 1789. Il établit le registre où l'on inscrirait la contribution patriotique (décret du 6 octobre), chargea Alexandre Garlan et Brunot de Camarel de la recevoir à partir du 14 décembre. Les comptes de la contribution, rendus à l'administration du district le 9 avril 1791 par Hébert, conseiller municipal nommé collecteur, produisirent 21755 livres 19 sols 9 deniers, malgré les réductions

(1) S. M. 54, 55 — 81, 82, 83, 84.

nombreuses consenties. (Registre du Directoire du District de Guingamp, S. M. 16.) Quant aux dons patriotiques, ils furent assez considérables. Sans grand succès immédiat pourtant, Boulon Dumeny essaya d'enflammer la population ; il remit publiquement entre les mains de M. Douaren, notable, une paire de boucles d'argent ; il invoqua l'exemple du Roi, de la Reine, des seigneurs, des villes, des églises qui offraient leur argenterie et des objets d'art ; il insista sur les dons de l'église de Bulat : quatre chandeliers d'argent, une croix, une lampe ; mais il ne put obtenir la nomination de commissaires chargés d'inventorier l'argenterie « superflue » de l'église de Guingamp. [Motion Dumeny, S. M. 58.] Les deux abbés de la confrérie de Saint-Crépin avaient apporté un calice et un patène d'argent ; Robinet, Longuer et Briand contrôleur offrirent aussi leurs boucles de chaussures et il semble bien que pour l'instant ce fût tout. Mais, par la suite, les dons atteignirent la valeur de 150 marcs d'argenterie et de 100 livres d'autres objets. [S. M. 1 et S. I. 42, p. 97.]

CHAPITRE II

LES TROUBLES

Le Clergé

L'œuvre de réforme radicale de l'Assemblée Nationale provoqua de la part des anciens ordres privilégiés et d'éléments populaires des réactions génératrices de troubles : les unes prirent la forme de rébellions plus ou moins ouvertes qu'expliquent les mesures audacieuses détruisant les situations et les droits multiséculaires ; les autres, tumultueuses ou isolées ou de simple résistance passive résultèrent, pour la plupart, d'excitations, de circonventions, mais aussi de l'attachement à un état de choses auquel on est habitué et jugé préférable aux bouleversements et innovations du moment.

L'opposition des évêques de Bretagne à l'œuvre de l'Assemblée Nationale et surtout l'attitude anti-révolutionnaire prise par l'évêque de Tréguier, Mgr de Mintier, dans le fameux mandement du 14 septembre 1789 adressé aux 130 paroisses du diocèse, furent la conséquence directe des décrets d'août supprimant les privilèges, des troubles populaires qui, dans certaines parties de la France, portèrent les éléments pauvres aux pillages et que l'histoire connaît sous le nom de Grande Peur, du projet de vente des biens du clergé. La lettre royale du 2 septembre 1789 demandant aux évêques de faire prononcer des prières publiques contre les désordres qui régnaient, à l'époque, en France et d'inviter le peuple « à attendre dans le calme et dans l'obéissance aux lois l'application des décrets », exprimant le désir « que les riches soulagent les pauvres par leurs aumônes », fournit à Mgr Mintier l'occasion de condamner vigoureusement et l'œuvre de la Constituante et les hommes qui dirigeaient la Révolution.

Après avoir montré la beauté de la France sous l'ancien régime, « le plus beau domaine de l'Eglise catholique, le

berceau des héros, l'asile des rois, la patrie des sciences et des arts » et la dignité de la monarchie française entourée d'amour et de respect, l'évêque de Tréguier énumère les misères des temps : « les princes du sang royal fugitifs... ; la discipline militaire énervée ; le citoyen armé contre le citoyen ; un système d'indépendance... soutenu par la violence ; toutes les sources du crédit national ou interceptées ou taries ; le commerce languissant ; les lois sans force et sans vigueur ; leurs dépositaires ou dispersés ou réduits au silence ; le nerf de l'autorité entre les mains de la multitude , toutes les classes des citoyens confondues ; la vengeance avide de sang, aiguisant son poignard, désignant ses victimes, exerçant ses fureurs homicides ; ...la capitale d'une nation polie, sensible... renommée par la douceur de ses mœurs et de son caractère... souillée par des proscriptions inouïes, par des assassinats dont les nations les plus barbares rougiraient... ». Il accuse les hommes pervers (les philosophes et leurs disciples, les patriotes) et la presse qui a permis au peuple de connaître les injurieux libelles et de croire à un sort détestable : « tels ont été les succès monstrueux de ces hommes pervers qui, abusant des talents que la nature leur avait donnés pour un meilleur usage ont, par leurs libelles, soufflé parmi nous l'esprit d'indépendance et d'anarchie. » Sans nier certains abus de l'ancien régime, il défend les lois de la monarchie, bonnes en elles-mêmes, mais dénaturées par les mœurs mauvaises. Il affirme le bonheur du peuple tant qu'il ne s'est pas laissé « empoisonner par les nouvelles doctrines » [S. I., 50, I, p. 31 sqq]. Considérant les désordres de la Grande Peur, il traite d'utopie le désir d'égalité, condamne les abus qu'on fait de la liberté et la « stoïque et stérile bienfaisance » qu'on veut substituer à la charité ; il déplore les progrès de l'incrédulité ; il s'élève contre la violation de la Constitution de la Province, contre les calomnies répandues à l'adresse des membres du clergé, contre la vente des biens de l'Eglise ; il prédit à la bourgeoisie la perte de ses propriétés qui subiront le sort de celles du clergé et de la noblesse ; il exprime enfin les craintes que lui inspire l'œuvre révolutionnaire : la ruine de la foi catholique, la chute de la monarchie française.

Certes, Mgr Mintier ordonne, selon le vœu du Roi, des

prières et des processions pour le 20 septembre ; mais il recommande de prier pour l'Eglise de France, pour la conservation de la foi, pour le Roi et sa famille et conclut : « Puisse le flambeau de la religion et de la raison dissiper les nuages de la calomnie et de l'erreur ! Puissent les jours du repos et du bonheur succéder à la tempête dont nous sommes menacés ! Puisse ce règne, que nous avons vu commencer sous les plus heureux présages devenir encore le règne de la paix, du repos et de l'abondance ! » (1).

L'influence de ce mandement ne pouvait qu'être considérable sur l'esprit de la population catholique du diocèse. Il inquiéta aussitôt les éléments patriotes et un tollé y répondit. Presque en même temps, les Comités des villes de Tréguier, de Morlaix et de Guingamp le déclarèrent à l'unanimité « propre à troubler la tranquillité publique, (à) exciter la fermentation dans les esprits et à tromper les non-privilegiés sur les décrets de la nation en leur faveur..., capable de fomenter et d'enhardir des troubles, des séditions » [BB 15. Délibérations des 23 et 25 septembre, p. 111, 112]. Sur l'initiative du Comité de Tréguier, il fut décidé de réunir, à Tréguier, les députés des Comités des villes et bourgades du diocèse pour s'entendre et prendre les mesures qui s'imposaient. Guingamp, le 23 septembre, désigna Brunot père, du corps municipal, et Depasse, du Comité, les chargea de se joindre aux députés des autres villes et de « prier sa Grandeur... prélat plein de bonne foi et malheureusement peut-être trompé... de retirer son mandement ou de le rectifier tellement qu'il soit propre à inspirer la paix et la soumission... en lui annonçant néanmoins qu'on est disposé à se pourvoir tant à la police locale qu'à l'Assemblée Nationale ». L'Assemblée de Tréguier des 23 et 24 septembre qui réunit les députés de Tréguier, Guingamp, Pontrieux, La Roche-Derrien, Châtelaudren et Lannion la première journée et en plus ceux de Morlaix, les plus violents, la deuxième journée, improuva le mandement, décida de le déférer à l'Assemblée Nationale, et pour « en arrêter les fâcheux effets » approuva

(1) S. I., 50, I, p. 30 sqq et S. I., 41, p. 76 sqq.

On nous excusera de cette analyse un peu longue : le détail permet de mieux saisir l'intensité de la réaction patriote ; en outre, la teneur exacte du mandement est peu connue et il est assez difficile à trouver [S. M. 2].

les « Réflexions » (rédigées probablement par un député de Morlaix) qui devaient être transmises à toutes les paroisses du diocèse.

Au retour de ses députés, le Comité de Guingamp adhéra à l'unanimité aux résolutions prises à Tréguier. Il arrêta : 1° de réclamer au recteur de Notre-Dame, l'abbé de Montfort, les seize exemplaires du mandement destinés aux paroisses environnantes (les délégués Le Poullen et Loysel réussirent sans peine à se les faire remettre) ; 2° d'inviter (et c'en sera le rôle de Brunot) les recteurs des paroisses de la ville et des faubourgs à ne publier que la lettre du Roi et les parties du mandement relatives aux prières ; 3° de prier les paroisses et trêves du district d'envoyer chacune deux députés, le premier dimanche d'octobre « pour délibérer sur les moyens les plus propres à prévenir l'effet des insinuations que les ordres privilégiés se permettent pour empêcher la réforme des anciens abus dont ils profitent et l'oppression du Tiers et plus particulièrement des campagnes ». [BB 15. Délibération du 25 septembre 1789, p. 112].

Une seconde réunion eut lieu à Tréguier, le 6 octobre, hâtée par l'attitude des aristocrates de cette ville qui, en marge de la garde nationale patriote, organisaient une autre garde nationale dont ils avaient le commandement (on les croyait de connivence avec l'évêque). Festou, Mauviel, Kerbriant, Cartel Desferrières, porteurs des procurations de 24 paroisses et de leurs trêves, chargés de « concourir au maintien de la sûreté et de la tranquillité publique » en la ville de Tréguier, joints aux députés des autres villes, établirent une sorte de tribunal où il fut décidé que l'évêque, déclaré « indigne de la sauvegarde de la nation » serait, sans rémission « mandé à Paris devant l'Assemblée Constituante ». Les « Réflexions » reçues le 16 octobre furent sans tarder distribuées dans les campagnes : **l'évêque y était accusé** de défendre la cause du haut-clergé uniquement dans le but égoïste de conserver les privilèges de l'ancien régime. Les patriotes des villes qui craignaient fort l'esprit attardé et la pusillanimité des paysans furent convaincus qu'ainsi les effets du mandement se trouvaient conjurés. Guingamp remit au recteur de Notre-Dame les seize exemplaires réclamés le 25 septembre, le remerciant de « sa confiance ». Et le 28 octobre,

toutes les pièces relatives à cette affaire furent envoyées au Procureur du Roi au Châtelet, tribunal devant lequel l'Assemblée Nationale, le 22 octobre, avait porté la plainte de Tréguier. Au début de décembre, le bruit courut que Mgr Mintier avait rédigé un second mandement « rétractatif des principes incendiaires contenus dans le premier », mais on n'en eût pas connaissance à Guingamp (1).

L'intervention immédiate des Comités avait non seulement prévenu les conséquences possibles du manifeste du prélat, mais elle avait permis aux patriotes de juger leur force de défense et de réaction contre les contempteurs de l'œuvre de l'Assemblée Nationale et surtout, elle leur avait donné l'occasion de pénétrer dans les campagnes et d'y faire une propagande révolutionnaire facilitée par la violence, les contradictions et l'esprit même du texte du mandement. On put ainsi constater que le bas-clergé n'opposait aucune résistance à l'action des patriotes : à Guingamp comme aux environs, s'il ne prit pas ouvertement le parti des révolutionnaires, eut-il tout au moins une attitude docile ! [A, 15.]

La noblesse.

Les nobles essayèrent également de ruiner l'œuvre révolutionnaire. Leur attitude équivoque et même hostile, leur lutte contre l'esprit nouveau, menée « sous le manteau » dans les campagnes, leur firent perdre la confiance de ces patriotes qui croyaient ou semblaient croire à une fraternité possible des hommes de toutes les classes. On ne voulut plus de gentilshommes dans les fonctions publiques ; on n'eut de cesse qu'ils fussent privés même des droits du citoyen. Le 27 juillet 1789 (cf. p. 61), quand les nobles de la ville de Guingamp demandèrent à faire partie du corps municipal, déclarant reconnaître et exécuter les décrets de l'Assemblée

(1) Le prélat assigné à comparaître devant le tribunal du Châtelet le 10 juin 1790, interrogé le 9 août après le réquisitoire du procureur du Roi, jugé le 14 septembre, put prouver, en fournissant 39 attestations de municipalités, que son mandement n'avait produit aucun effet fâcheux. Le tribunal le déclara d'accusation.

En novembre 1790, Mgr Mintier se déclara, dans une Lettre adressée au clergé de son diocèse, contre la Constitution civile du clergé et l'obligation de prêter serment. Voir aussi S. M. 133.

Nationale, des soupçons naquirent : n'essayaient-ils pas d'être membres de la Communauté pour, autant qu'il se pouvait, limiter les dégâts ? n'était-ce pas une sorte d'habileté qui leur permettrait de se faire accorder l'autorisation de nommer maintenant des députés à l'Assemblée Constituante ? Plus tard, les nobles mirent mauvaise grâce à prêter le serment civique : en 1789, les officiers du détachement de Conti consentirent à jurer fidélité à la loi, mais verbalement et sans vouloir signer le procès-verbal ! par la suite, ils ne purent toujours refouler leurs véritables sentiments ; l'un d'eux, le 28 octobre, réprimanda un soldat qui, à la place de son père, faisait le service de la garde nationale, lui déclarant « qu'avant le premier de l'an tout cela serait fini » (BB 15, Délibération du 28 octobre, Déclaration de Brunot fils, p. 127 v°) ; en 1790, dans l'espoir peut-être de participer aux élections, pour écarter la suspicion grandissante partout, en paraissant se conformer aux décrets, ils se présentèrent en foule. A Guingamp, 21, le 8 février, 2, le 13, 2, le 17, jurèrent « de maintenir de tout leur pouvoir la Constitution du royaume, d'être fidèles aux lois, à la nation et au Roi » : MM. du Liscoët père, Du Gaspenn, Du Liscoët fils aîné, Du Liscoët chevalier, De Belizac, brigadier des armées navales, Le Chat, De Gonidec père, De Sellabissou, prêtre, De Trotony, De Kermel père, De Kermel fils, De Rocquefeuille, De Keroingneau, Du Gage, De Keroüartz, major en second de Baupré, De la Houssaye, De Cadignan, capitaine commandant des dragons d'Orléans, De Gonidec fils, lieutenant au Régiment de Lorraine, Le Chevalier de la Mouneray, Le Chevalier de Boisboissel, De Boisboissel l'aîné, officier au Régiment du Boulonnais, De la Mouneray, De Coëtlougon, Amateur Anna du Parc, chevalier de Saint-Louis, De Kergariou, sieur de Cozcaër (ce dernier à Plounévez-Moëdec).

D'ailleurs, avec inquiétude, on apprenait que les gentilshommes s'assemblaient secrètement, expédiaient des courriers à Paris et en d'autres lieux. On était convaincu que la noblesse « faisait les plus vives démarches pour s'opposer à une régénération générale », qu'elle cherchait « sourdement et par toute espèce de moyens à diviser (la force de la Nation) ou à l'affaiblir en armant le citoyen contre le citoyen, les parents contre les parents » [BB 15. Délibérations des 24 et

25 octobre 1789, p. 124 v° et 126 v°). Les fréquentes réunions faites chez M. de Guilchen en son château de Goudemail à Lanrodec furent dénoncées au Comité de Guingamp qui décida d'envoyer Le Normant de Kergré (Depasse le remplaça car Le Normant dut se rendre à Lannion) et Monnac pour demander au Comte de Guilchen « les motifs de ces assemblées » et l'inviter à les rendre « moins fréquentes et moins nombreuses ». Des imputations plus ou moins calomnieuses se répandirent, tant les esprits étaient méfiants : n'alla-t-on pas jusqu'à accuser Rupérou et les juges d'être les espions des aristocrates, de Guilchen en particulier ? Le sénéchal demanda une enquête, nommant ceux qu'il croyait être les malveillants dénonciateurs : Brunot fils et Le Poullen. Mandé devant l'Assemblée pour s'expliquer, Rupérou ne vint pas, sans nul doute innocent, mais incapable de confondre Brunot. L'Assemblée se contenta, le 7 novembre, de déclarer les propos tenus par le sénéchal « supposés et indiscrets ». Les députés rapportèrent de Goudemail l'assurance des bons sentiments patriotiques du Comte, « propres à dissiper toutes espèces de soupçons » : vérité ou crainte d'aller plus avant ?

La déclaration faite par la noblesse et le haut-clergé du diocèse de Saint-Malo (fin octobre) acheva de détruire toute croyance aux sentiments affectés quelquefois : les patriotes et les villes resserrèrent davantage les liens qui les unissaient « pour constituer la véritable force de la nation contre les aristocrates » ; il fut résolument décidé que les membres de la noblesse et du haut-clergé seraient rejetés de toutes fonctions dans les nouvelles municipalités et dans les organismes administratifs ; on les exclurait même des assemblées de citoyens (à Guingamp, les 24 et 29 décembre 1789, en réponse à des lettres de Saint-Brieuc, du 21, et de Tréguier, du 14.) [A, 16.]

Le peuple.

Le peuple des campagnes ou des villes (1) manifesta lui aussi, ses sentiments divers : manifestations isolées de mauvaise humeur, conflits entre les autorités municipales ou les

(1) S. M. 48 à 53, 85 à 100, 123 à 138.

gardes nationaux et l'armée, tumultes de foules. Tous les faits de violence, tous les propos tenus ne sont certes pas connus. L'affaire du fermier Botcazou de Runevensit est significative en ce qui regarde l'état d'esprit de certains individus. Botcazou insulta, le 14 novembre 1789, des soldats et officiers de la garde nationale de Guingamp, leur disant « que leur uniforme ne durerait pas longtemps, qu'il cracherait dessus » (propos comparables à ceux tenus par l'officier des dragons de Conti), allant jusqu'à menacer le soldat Laurent de coups de bâton. L'incident fut examiné par le Comité légal qui résolut de faire comparaître le fermier devant le maire chargé de le réprimander et de lui défendre de prononcer encore de pareilles paroles « sous de plus grandes peines ». Les dragons eux-mêmes, d'esprit différent de celui de leurs prédécesseurs du Royal-Picardie, subirent les effets d'une insidieuse propagande : leur ironie méchante, leur violent mépris, leurs menaces et voies de fait à l'égard des gardes nationaux en fournissent la preuve. Il est vrai que les « volontaires » prenaient maladroitement au sérieux leur rôle, très fiers d'être chargés de maintenir la police et de châtier les séditeux. Les événements qui eurent lieu à Guingamp dans la nuit du 6 au 7 janvier 1790, provoqués par des cavaliers surexcités, mirent le comble à la mesure [S. M., 85, 86, 87]. En fait, cette nuit-là, il ne s'agissait que d'exploits de cinq ou six soldats en goguette, enivrés, terrorisant les cabaretiers, insultant les gardes nationaux, refusant de rentrer au quartier. Mais on pouvait craindre plus. Aussi le Comité demanda au Comte de Thiard, gouverneur de la Province, de rappeler neuf dragons du détachement au corps du régiment et d'envoyer de nouveaux soldats. Le C^{te} de Thiard, dans sa réponse du 17 janvier 1790, fit sentir qu'il n'approuvait pas la plainte du Comité et, d'un mot, condamna les « prétentions » des milices à vouloir s'immiscer dans la discipline intérieure des troupes. A la demande de soldats, il opposa une fin de non recevoir : qu'avait à se plaindre la Communauté puisqu'elle-même avait sollicité une troupe de cent dragons ? que réclamait-elle puisqu'elle possédait une milice armée et qu'elle avouait jouir « de la paix et de l'union » jusqu'à ces malencontreux incidents ? [S. M., 86, 87].

A la fin de l'année 1789, on note donc une certaine fermen-

tation, susceptible de se développer à la faveur des circonstances. Un peu partout s'exerce l'influence plus ou moins dissimulée d'une réaction hostile. Il y a là un grave danger et les patriotes s'en rendent bien compte. Mais il semble qu'à Guingamp tout au moins ils ne savent tout d'abord mener la lutte et manquent du cran qui assure le succès. On remarque en effet une certaine timidité de la part des organismes administratifs chargés de maintenir l'ordre : pour tel délit, le Comité décide de ne pas délibérer ; pour tel autre, il se satisfait de la moindre réponse ou se contente de faire la grosse voix au délinquant. L'appréhension, l'inquiétude même paraissent régner dans les esprits : on voit des traîtres de tous côtés, on s'agite sans savoir toujours où faire front et il ne faudrait pas un événement bien extraordinaire pour déclencher la panique ou l'émeute. Les patriotes de la « première levée », entraînés dans un même élan d'enthousiasme pour la « régénération » de la France, espérant un moment entraîner avec eux les hommes de toutes les classes, étaient-ils effarés par la résistance rencontrée et déjà découragés ? se rendaient-ils compte de leur impuissance ou craignaient-ils que l'œuvre révolutionnaire ne pût se continuer, que la réaction sortît victorieuse, et se comportaient-ils en conséquence, dans l'espoir d'échapper aux représailles ? Comment compter, en effet, sur un peuple si facile à circonvenir, prêt à suivre les meneurs qui sauront le mieux le flatter, de quelque bord qu'ils viennent, ou passif à l'excès ? On a l'impression que les révolutionnaires se considéraient comme « embarqués » et qu'ils apportaient hésitation et prudence dans la poursuite de leur œuvre, entraînés, peut-on croire, par les circonstances.

Cependant, une force croît peu à peu en attendant que se révèlent les Jacobins énergiques. Quand les faits sont graves et intéressent toute la région, les Comités, sur l'initiative de l'un d'eux, nomment les délégués qui, en commun, prennent des décisions, règlent la conduite à tenir. L'union, la cohésion des efforts redonnent le courage, autorisent l'audace et permettent le succès.

La réaction de quelques municipalités contre le mandement de Mgr Mintier fut vigoureuse et réussit. Le règlement de l'affaire de Lannion où Guingamp joua un rôle de pre-

mier plan, sera l'œuvre d'une union de la plupart des villes de Basse-Bretagne, union temporaire encore, mais née d'un seul élan et qui en quelques heures rétablira l'ordre, apaisera les esprits.

L'affaire de Lannion (1) fut particulièrement grave. Le peuple de la ville se révolta, poussé, pense-t-on, par des perturbateurs intéressés et tablant sur les inquiétudes et les souffrances du moment ; l'émeute atteignit d'un coup l'état aigu, irréfléchi, où la haine et la férocité se manifestent sans aucune retenue et qui conduit à toutes les sottises. La ruine des résultats acquis, la scission des villes patriotes faillit en sortir et c'est pourquoi, par une sorte de premier mouvement instinctif, il se produisit une intervention générale des Comités pour régler le différend et maintenir l'union du Tiers-Etat : il fallait à tout prix empêcher le désaccord entre les municipalités révolutionnaires.

La cause immédiate de « l'affaire » est d'ordre économique. Comme en 1788, les habitants des villes craignaient la famine, voyaient d'un mauvais œil les achats et transports de céréales pour les cités voisines, pensaient aux spéculations possibles, accusaient enfin les aristocrates d'avoir un plan pour affamer la population et ainsi la mettre à la merci d'une contre-attaque anti-révolutionnaire. La ville de Brest, pour elle-même et pour la Marine, se ravitaillait dans le Trégorrois, c'est-à-dire dans les campagnes de Tréguier, de Pontrieux, de La Roche-Derrien. Un convoi de 13 charretées de froment (260 quintaux, 325 boisseaux) venant de Pontrieux, escorté par 10 gardes nationaux, se rendant à Brest, devait passer par Lannion le 17 octobre au soir. Le 16, sept députés de Brest, en deux délégations successives, vinrent solliciter du Bureau de correspondance et de l'Assemblée des Communes de la ville : 1° le libre passage des grains ; 2° des secours de subsistance. L'Assemblée des Communes, où les citoyens et surtout les artisans se présentèrent en nombre, accorda — à l'unanimité moins une voix, celle d'un tisserand — l'autorisation demandée ; la question des secours fut plus difficile à résoudre. Il fut décidé que les agents chargés des différentes recettes de grains s'entendraient pour fournir un chargement

(1) S. M. 48, 49, 50, 51, 52, 53 et S. I., 41, p. 80-83.

de blé à la ville de Brest, mais il fallait référer de cette décision à l'Assemblée générale des habitants et obtenir son acquiescement. C'est à ce moment que « les ennemis de la chose publique » auraient commencé leur campagne. Les bruits les plus divers circulèrent et les députés de Brest eurent à subir, dans la journée du 17, injures et impertinences. Vers 9 heures du soir, les charrettes furent, dès leur arrivée, encadrées par une foule hostile qui finalement arrêta le convoi et se prépara au pillage. La municipalité agit peu (faute d'armes, dit-elle) : elle se contenta de donner l'ordre de grouper les charrettes au faubourg de Kerempont, remettant au lendemain l'apaisement du peuple, cependant que la milice nationale avertissait publiquement qu'elle n'entreprendrait rien contre les habitants. La nuit se passa à s'enivrer, à hurler, à menacer : les députés de Brest auraient couru le plus grand danger. Le lendemain 18, à l'Assemblée générale de la Communauté, les députés de Brest, sur la pression des citoyens surexcités, firent abandon de leur blé gratuitement et renoncèrent à tout approvisionnement dans la ville et ses environs. Ni la relation de Lannion, ni celle de Brest ne permettent de déterminer les véritables responsables. De part et d'autres il y eut des maladresses, mais Brest très en colère, froissé dans son amour-propre de grande ville, plus furieux des obstacles rencontrés à la municipalité que de l'émeute elle-même, manqua de pondération et sa réplique brutale indisposa la plupart des villes de Bretagne qui, d'abord irritées contre Lannion, se retournèrent contre Brest, tout en cherchant d'ailleurs l'apaisement du conflit.

Dès le 19 octobre, les officiers municipaux de Lannion (Comité des Echevins) blâmèrent les excès populaires, décidèrent de faire restituer les grains aussitôt qu'ils auraient la force ; le 20, le Bureau patriote (Bureau des Communes) condamna la sédition, arrêta de s'adjoindre aux échevins pour dénoncer les vrais coupables, à leurs yeux les aristocrates, qualifia la séance du 18 d'infamie, d'attentat, de forfait digne de « l'animadversion générale », et le 21 octobre, il députa deux membres à Saint-Brieuc pour dénoncer l'insurrection devant le tribunal de la prévôté, deux autres à Brest pour demander secours. Les députés brestoises ayant regagné leur ville accusaient les administrateurs de Lannion, sans excep-

tion, et au même titre que la populace, faisant état des injures reçues et de l'abandon forcé du blé. Le 20, le Conseil permanent de Brest s'apprêta à tirer vengeance de l'insulte reçue en expédiant à Lannion une armée de 20.000 hommes⁽¹⁾ qui vivrait aux frais des habitants et lèverait une contribution militaire. En fait, 1500 à 2000 hommes, pourvus de quelques canons, se mirent en route et arrivèrent à Lannion dans la nuit du 23 au 24.

Les milices de Lorient, d'Hennebont, de Pontivy et d'autres villes, peu renseignées, convaincues que la Municipalité de Lannion avait pris part à l'insurrection, se proposant de faire respecter les décrets de l'Assemblée Nationale sur le libre commerce des grains (du 29 août et du 18 septembre), se dirigeaient déjà vers Lannion. Guingamp, instruit par la voix publique et par une lettre de Lorient, tint séance le 23 et arrêta de tenir prêt un détachement de 100 gardes nationaux et de députer, à Lannion, Robinet et Cartel-Desferrières, chargés de remettre la détermination de l'Assemblée « de concourir de toutes ses forces au rétablissement de l'ordre public et de faire respecter les décisions de l'administration de la ville de Lannion ». Le 24, les députés de Pontivy arrivèrent à Guingamp et demandèrent à être instruits de ce qui s'était passé : s'en référant aux rapports des délégués et aux dépêches reçues, l'Assemblée affirma que la populace, poussée par quelques particuliers, était seule fautive et elle obtint que les détachements de Lorient, de Pontivy, ceux des autres villes qui devaient passer par Guingamp, s'arrêtassent et fissent demi-tour ; elle-même renonça à envoyer la troupe qu'elle tenait prête.

Le 25, les envoyés de Brest obtinrent, à Lannion, la réunion de la Municipalité et exigèrent qu'elle se reconnût coupable, exprimât ses regrets, fît amende honorable. Le même jour, le Comité guingampais, considérant la gravité des faits, la nécessité « de ménager l'union qui s'est si bien préparée », le danger des mesures inconsidérées prises par la ville de Brest et capables de provoquer une scission malheureuse des villes et d'agir comme « principe de division intestine qu'il est de la prudence et de la plus grande conséquence de prévenir et d'étouffer... par toutes les voies de médiation, de conciliation justes et raisonnables », délégua sur le champ

Le Normant de Kergré, Hodouin, Desferrières et Robinet, chargés « avec la prudence et la capacité qui leur sont reconnues » de travailler à la réconciliation des villes « sans s'opposer aux châtimens que des particuliers malfaiteurs pourraient avoir mérité ». Le 26 octobre, dans une Assemblée où figuraient les députés des villes de Rennes, Lorient, Morlaix, Pontivy, Hennebont, Moncontour, Landerneau, Quintin, Paimpol, Quimper, Tréguier, Pontrioux, Guingamp, l'affaire fut dénouée. La Touche, député de Morlaix et Le Normant de Kergré jouèrent le rôle de médiateurs. Ils rédigèrent un acte de pacification en huit articles où chacune des deux villes avait sa part et pouvait trouver toute satisfaction, le firent agréer par Lannion et aussitôt l'expédièrent à Brest pour ratification. L'Assemblée décida de demander au gouvernement le remboursement des dommages et de laisser à la prévôté de Saint-Brieuc le soin d'instruire contre les fauteurs et leurs complices ; puis, les membres des villes représentées renouvelèrent solennellement le pacte d'union, se promettant « un attachement inviolable ».

Remarquons, dans ce conflit, la conduite des représentants de Guingamp : elle resta, comme par le passé, à la fois mesurée et opportune, faite de modération et de ménagemens. A coup sûr, l'influence de Le Normant de Kergré s'y affirma, mais elle répondait exactement aux *desiderata* du Comité, plus soucieux de rétablir la paix que d'entreprendre une croisade pour le respect des décrets de l'Assemblée Nationale.

Parmi les troubles populaires, nous signalerons encore la jacquerie de Moustéru où, au mois d'avril 1790, 500 paysans menacèrent M. du Gaspern ; ils s'apprêtaient à incendier son château quand intervinrent les gardes nationales de Guingamp, de Carhaix, de Callac, un détachement de Conti et quelques gentilshommes [S. I., 41, p. 98]. Plus tard, le 16 août 1790, le peuple de Guingamp s'ameuta aussi pour arrêter les transports de beurre de Callac à Pontrioux (cf. Pommeret qui cite la référence : [S. I., 41, p. 108 sqq.]. Lettre de Rivoallan à Couppé, 21 août. Archives de M. du Cleuziou). Nous manquons de renseignements circonstanciés sur ces journées [A, 17. A, 18].

CHAPITRE III

LES FÉDÉRATIONS

Nous avons pu suivre, depuis les débuts de la Révolution, dès le mois d'octobre 1788, les relations qui se nouèrent entre les Jeunes Citoyens, les Chambres de correspondance, les villes. Il s'agissait d'abord de résister aux prétentions conservatrices des ordres privilégiés, de définir avec précision les charges des députés du Tiers aux Etats Provinciaux, de former bloc pour obtenir, entre autres réformes, la double représentation et le vote par tête. Venant d'éléments jugés turbulents et révolutionnaires, les suggestions adressées aux villes — suggestions qui prirent parfois l'allure d'impératifs — ne furent pas toujours admises : Guingamp, en novembre 1788, refusa de suivre les Communautés de Rennes, de Nantes et de Vitré. Mais la victoire du Tiers, l'action constante des « Sociétés de pensée », la décadence des anciens corps municipaux qui perdirent leur pouvoir effectif au profit des Comités dits permanents finirent par lier étroitement les villes et pendant les premiers mois de l'Assemblée Nationale, on put assister à une débauche de correspondance entre Comités où se manifestèrent les sentiments de solidarité et de concorde des patriotes et l'intérêt que tous prenaient à l'œuvre révolutionnaire. Des problèmes se posèrent : on ne les résolut pas seulement par lettres ; on échangea des députés, on se concerta de vive voix. Observons qu'aucune Municipalité n'osait rien entreprendre de définitif sans le consentement des autres et que chaque Comité émettait la prétention d'agir dans le cadre de la région, de concert évidemment avec les villes ou paroisses intéressées. Outre ces relations, les « Jeunes Citoyens » de la Province, à deux reprises au moins, signèrent des « Pactes d'union » : en janvier 1789, après l'échauffourée du Champ Montmorin ; en juillet, au lendemain de la prise de la Bas-

tille. Certes, il ne s'agit pas encore de fédérations, mais celles-ci paraissent être l'aboutissement de ces premiers gestes.

Ce fut au cours de l'automne de 1789 que prit corps peu à peu, sous l'influence de causes diverses, l'idée d'une union générale des villes de Bretagne (1). Certains dangers provoquèrent des unions temporaires de défense, unions d'abord locales (à Tréguier, pour le mandement de Mgr Mintier), puis très larges, intéressant la Province presque tout entière (à Lannion) : les débats se terminaient par des démonstrations solennelles d'attachement et d'entraide. D'autres fois, on décida d'organiser des Congrès devant discuter d'une affaire particulière : on profita d'être en Assemblée pour aborder les questions d'ordre varié qui occupaient les esprits et on en vint tout naturellement à songer à la nécessité de se retrouver à intervalles réguliers. Le facteur utilité ne joua pas seul : soit qu'inconsciemment l'idée de fédération fit son chemin, soit que le goût de ces sortes de cérémonies plus ou moins entourées d'apparat se développât de plus en plus, on voulut les multiplier et « l'union générale et périodique » devint un *leitmotiv*. A la même époque, une agitation fédérale de même nature parcourait les autres provinces de France ; bien qu'aucune mention n'en soit faite dans les procès-verbaux, elle ne fut pas sans exercer quelque action sur ce qui se passa en Bretagne.

Les Assemblées de Lannion (décembre 1789) et de Morlaix (janvier 1790) apparaissent comme des étapes conduisant aux Fédérations de Pontivy. En fait, il ne faut pas y voir les premières fédérations, mais simplement les manifestations à un stade qui approche de la fédération proprement dite, de l'idée qui se réalise progressivement. Guingamp, ni plus ni moins que les autres villes, participa au mouvement.

En octobre 1789, le Comité de Commerce de l'Assemblée Nationale sollicita des Communautés des renseignements relatifs aux industries et commerces qui seraient susceptibles d'accroissement ou d'amélioration. Dans sa séance du 24 octobre, l'Assemblée de Guingamp estima digne d'intérêt la filature des toiles qui était dans les évêchés de Tréguier, de Saint-Brieuc et de Léon « un objet très important de com-

(1) S. M. 6, 7 — 56, 57 — 101 à 104.

merce » ; elle jugea qu'il serait bon de rédiger, de concert avec les villes de ces diocèses, un mémoire « qui puisse présenter des procédés et des moyens propres à procurer dans la province les graines de lin mieux assorties et à un prix plus modique et uniforme » [BB 15, p. 124 v°]. Elle prit l'initiative d'adresser sans délai une circulaire aux Communautés des villes de Paimpol, de Saint-Pol, de Tréguier, de Lannion, de Morlaix et de Saint-Brieuc, les engageant à envoyer chacune deux députés à Lannion. La réunion fixée au 14 décembre se tint les 15-16 et 17. Le 12 décembre, Guingamp nomma ses délégués : Kerbriant (qui fut remplacé par son frère Kermorin) et Le Bail, prêtre. Au Congrès, où neuf villes avaient des représentants, on délibéra en premier lieu sur la question du lin et sur l'amélioration de la culture de la plante ; mais on s'intéressa au moins autant aux nouveaux décrets de l'Assemblée Constituante concernant le maintien d'anciens impôts et la quote-part qui serait demandée aux ci-devant privilégiés ; on s'inquiéta de savoir si l'on admettrait dans les prochaines assemblées électorales les nobles et les membres du haut-clergé ; on décida provisoirement de n'admettre que ceux qui rétracteraient les serments antipatriotiques prononcés depuis 1788 ; on arrêta enfin d'établir des réunions périodiques de villes et on fixa la première au 18 janvier suivant, à Morlaix. Kermorin et Le Bail souscrivirent à ce dernier article sous la réserve « du bon plaisir de leurs commettants ». A leur retour, le Comité de Guingamp résolut sans enthousiasme « d'assister, pour (par) représentants, aux séances de Morlaix » et le 4 janvier, la Communauté de Lannion, marquant un sentiment d'impatience, lui rappela les délibérations de décembre et réclama son approbation écrite.

De Tréguier partit la question du droit de vote et d'éligibilité des ci-devant privilégiés, question qui, comme celle de la contribution directe exigée pour être admis dans les Assemblées électorales, fit couler beaucoup d'encre. Les circulaires adressées dès le 14 décembre par le Comité de Tréguier demandaient l'exclusion pure et simple des nobles et du haut-clergé, « opposants au bien-être de la nation ». On en discuta à Lannion et malgré la motion adoptée, l'indécision au sujet de l'attitude à tenir persista. Si quelques villes comme La Guerche se montrèrent entièrement d'accord avec Tréguier,

d'autres villes comme Morlaix souhaitèrent un examen préalable fait en commun. Les jeunes gens s'en mêlèrent, en profitèrent pour renouveler leur « Pacte d'union » et il fut à peu près décidé qu'on se réunirait à Saint-Brieuc. Les députés de l'Assemblée Nationale avaient été alertés : le 29 décembre, un décret parut, complétant le serment exigé des citoyens actifs et indiqué dans le décret du 12 décembre. Au lieu de jurer simplement « de bien remplir leurs fonctions », les électeurs auraient désormais à jurer « de choisir en leur âme et conscience les plus dignes de la confiance publique et de remplir avec zèle et courage les fonctions civiles et politiques qui pourront leur être confiées ». Il restait entendu que le refus de prêter serment entraînait la déchéance des droits politiques. Dans une lettre à leurs commettants, les députés de Bretagne à l'Assemblée Nationale s'efforçaient de démontrer — avec assez de peine — que la nouvelle formule impliquait l'idée de rétractation. On voulut bien en convenir et, par courriers, les Comités estimèrent que toutes les difficultés se trouvaient aplanies ; en conséquence, la réunion de Saint-Brieuc n'avait plus de raison d'être.

Aux veilles mêmes des Assemblées primaires de janvier 1790, un peu partout, s'échangeaient par correspondance les renouvellements de serments collectifs de fidélité à la Nation, inspirés des décrets de l'Assemblée Nationale du 10 août et du 12 décembre ; se signaient des pactes de solidarité et d'union entre habitants des villes et gardes nationaux, entre civils et militaires (Brest), entre Comités permanents, entre Jeunes Citoyens, entre tous les bons citoyens des départements (Quimper). Les Jeunes Citoyens de Guingamp répétèrent le 27 décembre, en présence du Comité légal, leur « serment social et fédératif » et préparèrent une pétition qu'ils adressèrent « à Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale et à Monsieur de La Fayette ». Et pourtant, la réunion prévue pour le 18 janvier ne se préparait guère. Le 11 janvier, le Comité de Morlaix [Lettre de Morlaix. S. M. 103] disait savoir qu'une Assemblée était prévue, mais n'en pas connaître expressément l'objet et n'être informé de rien ; il prenait toutefois les mesures nécessaires pour loger les députés et préparer une réception... possible. A Quimper, à la même date, le Comité prétendait bien être au courant du vœu prononcé à Lannion —

il avait même déjà désigné ses deux députés — mais ignorer quand et où se tiendrait le Congrès : à Morlaix ou à Saint-Brieuc ? Le 18 janvier passa et il n'y eut point d'Assemblée. Morlaix, dès le lendemain, manifesta son étonnement, revint à la charge et pressa la réunion qu'il fixa au 22 janvier. L'organisation des Assemblées électorales suffisait à occuper les administrateurs ; en outre, depuis fin décembre, les Corps municipaux se considéraient comme dissous et seulement chargés d'expédier les affaires courantes. La réunion eut lieu enfin : la conduite à tenir à l'égard des ci-devant privilégiés fut encore débattue ; sur la proposition de Quimper, on chercha un moyen de correspondance rapide et permanent entre les différents départements de Bretagne ; surtout, les délégués adoptèrent l'idée des Nantais d'organiser une Fédération générale de toute la Province « pour cimenter de plus en plus l'union générale de laquelle dépend le bonheur commun et d'accélérer l'exécution des décrets de l'Assemblée Nationale ».

Déjà s'était tenue la première Fédération de Pontivy préparée depuis près d'un mois par les Jeunes Citoyens. Elle réunit le 15 janvier 1790, au « centre géographique » de la Bretagne (la Fédération de l'Etoile eut lieu le 29 novembre 1789), 150 députés venus de 80 villes, dont Guingamp, représentant 150.000 gardes nationaux. Les Guingampais, le 15 décembre 1789, avaient choisi leur député. Se trouvaient à la séance : Cartel Desferrières le jeune, Huchet, Brunot de Camarel, Le Poullen, Le Graët de Trédon, Feston de Villeblanche, Salaün, Alexandre Garlan père, Alexandre fils, Limon du Timeur, Rupérou, Le Bouëtté, Jourdan, Le Poullen, Le Normant de Kergré et Mauviel. Brunot de Camarel, alors âgé de 27 ans, dont la candidature avait été suscitée par Limon du Timeur, et qui, étudiant à Rennes, avait connu Moreau, fut désigné à l'unanimité [S. I., 35]. A Pontivy, on procéda évidemment à l'examen de questions diverses ; l'essentiel du Congrès fut la prestation solennelle d'alliance lue par Moreau, prévôt des étudiants en droit de Rennes et président : « Nous jurons... par l'honneur, sur l'autel de la patrie, en présence du Dieu des armées, amour au Père des Français ; nous jurons de rester à jamais unis par les liens de la plus étroite fraternité ; nous jurons de combattre les ennemis de la Révolution, de maintenir les droits de l'homme et du citoyen, de

soutenir la nouvelle Constitution du Royaume et de prendre, au premier signal du danger, pour cri de ralliement de nos phalanges : Vivre libres ou mourir ! »

La deuxième Fédération ou « Congrès patriotique » du 15 février 1790 réunit les députés des municipalités nouvelles de Bretagne et d'Anjou (29 dans les Côtes-du-Nord). Il est probable qu'à Guingamp, comme cela se fit ailleurs, les citoyens actifs, y compris les nobles et les membres du clergé, votèrent pour élire leur représentant. Pierre Guyomar, le futur conventionnel, fut désigné et à Pontivy, il reçut, dit Dubreuil, son baptême de révolutionnaire. Comme en janvier, l'Assemblée examina plusieurs questions accessoires : celles de la tenue convenantière et des servitudes paysannes, des désordres observés dans quelques campagnes..., et les députés formulèrent leur attachement à la France entière, approuvant sans réserve l'abandon des droits de la Province fait dans la nuit du 4 août. Le compte-rendu adressé à l'Assemblée Nationale souhaitait, en un dernier article, la réalisation d'une Fédération nationale groupant les délégués de toutes les provinces.

« Fédération » et « Congrès patriotique », voilà le terme régional du mouvement des villes : mouvement de défense, élan de solidarité, et enfin occasion de se réjouir du succès de l'œuvre révolutionnaire. La fièvre des « Unions » s'apaisa ; elle ne reprendra momentanément qu'avec la préparation de la « Confédération nationale », à Guingamp à partir du 19 juin 1789 [A, 19].

QUATRIÈME PARTIE

L'organisation du nouveau régime (1790-1791)

I. — L'ADMINISTRATION MUNICIPALE.

Le Comité légal de Guingamp prépara, au début de janvier 1790, les élections à la nouvelle municipalité [A, 20]. Les commissaires désignés (Le Normant de Kergré, Vistorte de Boisléon, Limon du Timeur, Festou de Villeblanche; Rupérou et Brunot de Camarel) rédigèrent un mémoire « des formalités à exécuter pour parvenir à l'instant des élections des nouveaux officiers municipaux » [S. M. 61], mémoire qui précisait, complétait ou modifiait les indications données dans les décrets. De leur propre autorité, les commissaires agrandissaient la circonscription électorale en joignant à l'ancienne communauté les paroisses de Saint-Sauveur, de la Trinité, de Sainte-Croix et la « prévôté » de Saint-Michel-en-Plouisy, « jusqu'aux extrémités des banlieues ». Ils chargeaient quelques membres du Comité de dresser l'état exact de la population (habitants des deux sexes et enfants) et les listes des citoyens actifs et des citoyens éligibles, ces deux dernières établies en se reportant au rôle de la capitation ou en tenant compte, pour les autres impôts directs, des acquits possédés par les réclamants. Le prix de la journée de travail, d'abord fixé à une livre, fut abaissé à quinze sols, si bien que pour être électeur, il suffisait de payer 45 sols d'impôts directs et, pour être éligible, 7 livres [S. M. 3 et 38]. Ils posaient comme indispensable que les premiers scrutateurs, les trois citoyens les plus âgés, ne fussent ni illettrés, ni éligibles. Ils demandaient à chaque Assemblée de désigner, avant tout scrutin, trois citoyens non éligibles pour rédiger, en public, les bulle-

tins des illettrés. Ils prévoyaient enfin avec minutie l'organisation du vote : affichage, appel nominal des citoyens actifs, serments individuels des électeurs, serments des membres des bureaux successifs et des élus, vérification et collationnement des suffrages.

La convocation des électeurs fut adressée aux Recteurs des paroisses de Guingamp le 16 janvier [S. M. 62] et publiée aux prônes de la grand'messe le 17. De ce fait, la date des élections se trouvait fixée au lundi 25 janvier (d'après les décrets, 8 jours après la convocation). Les électeurs étaient répartis en deux sections : 1) celle de la chapelle de la Délivrance où se réuniraient les habitants de la partie sud de la ville close (au sud des rues Notre-Dame et du Pot d'argent) et des faubourgs de Sainte-Croix et de Saint-Michel ; 2) celle de l'église des Dames de Montbareil où viendraient les électeurs de la partie nord de la ville et des faubourgs de la Trinité et de Saint-Sauveur. Les électeurs et éligibles nobles et ecclésiastiques étaient bien prévenus qu'ils auraient à prêter le serment civique devant l'Assemblée.

Il serait fastidieux de rapporter le détail des élections dans les deux sections. Les procès-verbaux ne relatent du reste rien d'extraordinaire. La section de Montbareil se transporta dans l'après-midi du 25 à la chapelle de l'Hôpital général, très proche de la Délivrance. L'Assemblée de la chapelle de la Délivrance obtint que l'élection des notables se fit avant celle du procureur. En général, les citoyens actifs se présentèrent peu nombreux, une grosse majorité se désintéressant du scrutin ; on constate la présence d'ecclésiastiques ; et le nombre des électeurs varia sans cesse d'une journée à l'autre, d'un tour à l'autre. Dans les deux sections, 158 citoyens actifs participèrent à l'élection du maire sur 600 inscrits environ. Les scrutins durèrent cinq jours et les résultats colligés à l'Hôtel-de-Ville au fur et à mesure de leur arrivée ne furent définitivement et totalement connus que le vendredi 29 au soir.

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS :

Maire :

Ansquer, médecin élu au 2^e tour, 117 voix.

Membres du Corps municipal : (8)

Kerninon-Kerbriant	—	1 ^{er} tour, 94 voix sur 158.
Le Bail, prêtre	—	id. 85 voix —
Depasse	—	2 ^e tour, 95 voix sur 160.
Gérard, apothicaire	—	3 ^e tour, 89 voix sur 166.
Derrien, marchand de draps.	—	id. 81 voix —
David, marchand de draps .	—	id. 76 voix —
Garlan, avocat	—	id. 68 voix —
Le Bihan, procureur	—	id. 63 voix —

Notables : (18)

Hébert, chirurgien	—	id. 87 voix sur 153.
Lefèvre, chirurgien	—	id. 84 voix —
Aumont, aubergiste	—	id. 71 voix —
Château, négociant	—	id. 62 voix —
Durand, marchand	—	id. 58 voix —
Mahé, marchand	—	id. 55 voix —
Gautier-Maisonnette, mar- chand	—	id. 50 voix —
Boivin l'ainé, marchand	—	id. 47 voix —
Saliou, tisserand	—	id. 47 voix —
Joseph Prigent, marchand ..	—	id. 41 voix —
Allain Cocquart, fabricant ..	—	id. 40 voix —
Le Bourdelez, recteur de St- Sauveur	—	id. 38 voix —
Allanet, prêtre de la Trinité..	—	id. 38 voix —
Loison, coutelier	—	id. 37 voix —
Gilles Jorret, marchand	—	id. 34 voix —
Briand, marchand et perru- quier	—	id. 33 voix —
Cartel l'ainé, avocat	—	id. 32 voix —
Plessix-Lescan, orfèvre	—	id. 32 voix —

Procureur :

Hello, notaire royal au 3^e tour, 71 voix sur 84
(en compétition avec Quérel).

Homo (51 voix), Monnac (48 voix), Festou de Villeblanche (38 voix) et Brunot père (34 voix) refusèrent la place de no-

table, préférant garder leurs fonctions dans la garde nationale. Loysel (47 voix) et Douaren l'aîné, se jugèrent trop vieux. J. Le Bouëtté (41 voix) se refusa, prétextant qu'il remplissait une fonction de judicature (il était « adjoint » pour l'instruction des affaires criminelles). Vincent Le Roux (34 voix), beau-frère de Aumont, fut remplacé par Plessix-Lescan. Mauviel et Beulard, prêtre, avaient prié les électeurs de ne plus leur donner leurs voix. Cartel l'aîné donna sa démission le 6 février, après réflexion, prétextant son service de soldat, au fond mécontent « qu'on n'ait pensé à lui qu'après le départ de plusieurs personnes ».

Avaient été élus quatre anciens membres de la Communauté (Festou, Brunot, Douaren, Loysel) : ni l'un ni l'autre n'accepta ; quatorze ou quinze membres des Comités légaux successifs (Kerninon, Ansquer, Le Bail, Depasse, Gérard, Derrien, Garlan, Le Bouëtté, Boivin, Lefèvre, Le Bihan, Gautier Maissonneuve, Homo, Loysel, Cartel) : Le Bouëtté et Homo refusèrent ; des personnages nouveaux qui n'ont encore joué aucun rôle (David, Château, Durand, Mahé, Prigent, Cocquart, Jorret) ; deux prêtres, Le Bourdelez et Allantet (ou Allantec) que nous trouvons tous deux prêtres insurrectionnels après juillet 1790, Bourdelez jugé par Pierre Guyomar en février 1792 « habile théologien..., conseil de quantité de prêtres dissidents qui se reposent sur ses lumières..., son église (n'étant) pas assez grande à certaines fêtes pour contenir les catholocrates qui augmentent dans la ville ». [S. M. 40].

Le Normant de Kergré et son parti, battus, avaient cependant recueilli un bon nombre de voix. La faction patriote triomphait. Le Bouëtté ne faisait pas partie de la nouvelle municipalité dont il s'était volontairement détaché : se réservait-il pour des fonctions plus hautes ou n'était-il plus, déjà, *persona grata* ? Quoi qu'il en soit, Kerninon-Kerbriant, son « *alter ego* » [Dubreuil, S. I. 19], occupait le premier rang parmi les officiers municipaux et était appelé par conséquent à suppléer le maire à l'occasion ; ses acolytes y figuraient nombreux et Hello, son ami, avait été nommé procureur.

La nouvelle municipalité tint sa première séance le 31 janvier 1790. Elle désigna son secrétaire, Jean-Louis Duverger-Nédellec et son trésorier, Onfray Painnière, miseur de l'ex-

Communauté. Elle s'empressa d'adresser à l'Assemblée Nationale le témoignage de son dévouement [A, 21]. Le Bureau constitué le 4 mars comprit : le maire Ansquer, Kerninon-Kerbriant (6 voix sur 9) et Le Bihan (5 voix).

Par suite des nominations de quelques membres de la Municipalité aux fonctions administratives du district (1) et aux fonctions judiciaires, la Municipalité subit une première série d'amputations après les élections de juin. En juillet, Louis-Hyacinthe-Alexandre de Garlan est maire et Pierre Guyomar, conseiller. En novembre, à la suite de la démission d'Alexandre de Garlan, le Conseil général de la commune comprit, entre autres membres, P. Guyomar, maire (élu par 84 voix sur 164 votants contre Festou qui obtint 80 voix) [S. M. 66], Le Bail, G. Derrien, Gérard, Depasse, officiers municipaux ; Château (Le Scanf), Aumont, Lefèvre, Cocquart, Loison, Briand, Joseph Prigent, notables ; en décembre, P. Guyomar, maire, Festou, Huon, Depasse, Hébert, Hodouin, Le Bail, Le Bihan, Poullen. (Renseignements fragmentaires). Hello restait toujours procureur.

Au cours des années 1790 et 1791, la Municipalité eut à s'occuper d'un certain nombre de questions importantes. Nous nous contenterons ici d'en donner l'énumération (2) : la vente des biens nationaux de première origine (3) ; la suppression du domaine congéable (3) ; la délégation à la fête fédérative du 14 juillet 1790 [A, 19] ; la surveillance des suspects, des émigrants, des prêtres [A, 15 — A, 16 — A, 17] ; l'organisation des ateliers de charité ; la fuite du Roi [A, 22]. Elle eut à souffrir de l'insuffisance de revenus après la suppression des octrois. Enfin, elle entra en conflit violent avec les administrateurs du district au sujet des droits de préséance qu'elle prétendait revendiquer dans les cérémonies [A, 18].

(1) Ansquer, maire, fut élu, le 14 juin, administrateur du District. Il quitta la mairie le 1^{er} juillet [S. M. 65].

(2) Comme il n'entre pas dans notre dessein de traiter ici ces questions, nous croyons toutefois intéressant de produire en annexe quelques pièces originales et pour la plupart inédites qui s'y rapportent et forment également une suite aux troubles indiqués dans la troisième partie. Voir aussi ; S. M. 67 à 100 et 111 à 145.

(3) S. I., 17, p. 85 sqq. et S. I., 18, p. 320, 324, 425, 426...

II. — LES ASSEMBLÉES PRIMAIRES DU 17 MAI 1790. — LES ÉLECTIONS AUX FONCTIONS ADMINISTRATIVES. — ORGANISATIONS JUDICIAIRE, FINANCIÈRE, RELIGIEUSE.

Les Assemblées primaires

La réunion des citoyens actifs en Assemblées primaires pour procéder à la désignation des électeurs du second degré, les élections elles-mêmes s'accomplirent selon des rites analogues à ceux qui avaient été pratiqués lors des élections municipales. Toutefois, le décret de l'Assemblée Nationale du 22 décembre 1789 « pour la constitution des Assemblées primaires et Assemblées administratives » ne fut pas respecté à la lettre. Guingamp, comme Rennes et bien d'autres villes de Bretagne, avait protesté sans succès près de l'A. N. contre « l'aristocratie des riches », contre le « marc d'argent » montant de la contribution directe requise pour jouir de l'éligibilité, revendiquant le seul droit du « mérite et de la vertu ». D'elle-même, la Municipalité abaissa une seconde fois le prix de la journée de travail à 12 sols (23 avril 1790 — Registre politique S. M. 37) : il ne fallait donc plus payer qu'une livre 16 sols pour être citoyen actif. Au lieu de constituer deux Assemblées primaires pour la ville (de plus de 4.000 habitants), elle convoqua tous les citoyens actifs de la commune à la chapelle de la Délivrance, cependant que ceux des paroisses et trêves du canton se réuniraient à l'église de la Trinité. 311 citoyens inscrits (166 votants au plus) accordaient 3 électeurs du second degré (l'Assemblée du canton avait, elle, 10 électeurs à choisir). La lutte entre les partis reprit et les voix se partagèrent à peu près également. Mais cette fois Ansquer fut battu par Le Normant de Kergré qui enleva le siège de président de l'Assemblée par 95 voix contre 65, au troisième tour seulement il est vrai. Ansquer dut encore renoncer à la place de secrétaire où Herpe, l'ainé, l'emporta par 81 voix. Au troisième tour de scrutin enfin, Ansquer devint scrutateur (72 voix) après Rupérou et Vistorte de Boisléon élus au second tour. Le 18 mai, au scrutin de liste double, on désigna les électeurs aux Assemblées de district et de département : furent élus, Rupérou (108 voix), Le Normant de Kergré (105 voix)

et Ansquer (94 voix), tous trois au premier tour ; Vistorle de Boisléon, choisi comme suppléant, réunit 76 voix, distançant largement Huchet (58 voix), A. Garlan (57 voix) et Festou de Villeblanche (40 voix). Rupérou et Ansquer passaient, mais la victoire appartient à Le Normant. Observons que Rupérou, Ansquer et même Le Bouëtté se sont assagis ou se sont laissé distancer et peuvent être considérés maintenant comme des « constitutionnels » modérés [S. M. 31 et S. M. 107].

Les élections à l'Administration du département.

Aux élections du 25 mai 1790 (elles durèrent 2 semaines, jusqu'au 9 juin) où les modérés l'emportèrent, Le Normant de Kergré, d'abord nommé secrétaire définitif de l'Assemblée électorale, n'obtint, en fin de compte, qu'une place d'administrateur (Conseil d'administration départemental de 36 membres) ; Rupérou fut élu membre du Directoire. Toutefois, l'Assemblée chargea Le Normant de Kergré de se rendre à Rennes avec Delaizire (industriel à Saint-Brieuc, futur député à l'Assemblée Législative) pour « recevoir les comptes de la commission intermédiaire des Etats... et procéder au partage des Archives » [S. I., 19] : marque d'estime et de confiance.

Les élections à l'Administration du district.

L'Assemblée de district se tint à la chapelle de la Délivrance le 14 juin. Il s'y présenta 44 à 53 votants, suivant les scrutins. Ansquer fut élu président définitif (30 voix) ; Rupérou, secrétaire (31 voix). Les scrutateurs venaient du dehors : Le Saint, prêtre de Ploumagoar (24 voix), Quélen, prêtre de Belle-Isle (17 voix), Le Grontec, de Saint-Gilles-Pligeaux (23 voix). Un administrateur devant être désigné par canton, le canton de Guingamp choisit Ansquer (28 voix) ; Vistorle de Boisléon était élu administrateur complémentaire (29 voix au 3^e tour) et Huchet, élu procureur syndic (37 voix au 3^e tour), s'installait dans la place et marquait ainsi son premier succès [S. M. 15. Procès-verbal des élections du 14 juin].

Le 27 juillet, les 12 administrateurs du district procédèrent à la désignation des membres du Directoire qui comprit : Ansquer (7 voix au 1^{er} tour) ; Le Grontec, Vistorte de Boisléon et Labat (7 voix au 3^e tour) ; Ansquer (7 voix au 3^e tour) était également nommé suppléant du procureur syndic. Le Directoire s'organisa lui-même le 1^{er} août : président, Ansquer ; vice-président, Vistorte de Boisléon ; commissaires, Ansquer, Labat ; administrateur, Le Grontec ; voix prépondérante accordée en cas de partage égal des suffrages à Vistorte (22 septembre). Le cautionnement à exiger du trésorier du district ayant été fixé à 200.000 livres (en propriétés foncières), se présentèrent à la candidature : Alexandre Buhot, médecin, et Dorré de Bringollo (lequel avait pour associés de caution : Festou de Villeblanche, Garlan, Hébert, Mme Duvillard) ; Dorré fut agréé.

Les 22 et 23 septembre 1790, Ansquer et Vistorte donnèrent leur démission : leur administration très critiquée par le parti avancé, une gestion financière peut-être maladroite les amenèrent probablement à prendre une telle décision. Mais il y eut d'autres raisons qui nous échappent. Est-ce le parti Huchet qui les boute dehors ? Vistorte invoqua l'incompatibilité existant entre les fonctions d'administrateur et celles de juge. De nouvelles élections eurent lieu le 16 octobre 1790. Il ne restait alors que deux membres au Directoire (Le Grontec, Labat) et trois membres au Conseil (sur 7). Hello et Depasse, patriotes avancés, élus d'abord au Conseil, devinrent membres du Directoire : Hello, à la fois membre et procureur syndic (7 voix sur 12) ; Depasse, membre suppléant (administrateur complémentaire) (6 voix). [S. M. 15.]

L'organisation judiciaire

— *Election des juges de paix* : 26 et 27 octobre 1790. [S. M. 31].

Guingamp-ville eut deux sections électorales, celle de l'Hôpital général présidée par Vistorte (32 voix contre 6 à Ansquer), celle de la Délivrance, présidée par Boulon (34 voix contre 19 à Poullen). Au 3^e tour, Pierre Boulon (Dumeny) fut élu juge de paix, obtenant 81 voix tandis que son concurrent,

Limon du Timeur, n'en réunissait que 50. Jourdan (49 voix), Penven (28), Herpe (24), Limon (23), André (26), Brunot père (13), devenaient assesseurs (le décret du 16 août 1790 prévoyait 4 assesseurs seulement ; on en désigna 6). Pivain qui avait réuni 24 voix, mais parent au 3^e degré de Boulon et Cartel l'aîné (17 voix), mais suppléant du tribunal de district de Pontrieux durent renoncer aux fonctions d'assesseurs. Le Baillif fut nommé greffier. (Aux élections du 10 mai 1791, furent désignés aux fonctions d'assesseurs : Paul Guyomar, Chauvel, Boivin aîné, Lefèvre, Le Roy père, Robinet). [S. M. 139].

Le canton de Guingamp-campagne eut aussi son juge de paix, Toudic, et son greffier, Bré.

En avril et mai 1791, le Directoire du district fixa les traitements de juge de paix (600 livres environ) et de greffier (200 livres) ; le juge de Guingamp-ville gagnait un peu moins que celui de Guingamp-campagne.

— *Le tribunal civil du district :*

Il fut ainsi constitué : président, Le Grûet ; juges : Le Bouëtté, Le Lepvrier (venu de Quintin), Pastol (Alexandre) ; commissaire du Roi : Le Normant de Kergué.

— *Le tribunal correctionnel :*

Nous n'en savons presque rien. R. Durand déclare n'en pas connaître le fonctionnement [S. I. 27, I, p. 247]. Accusateur public : Vistorte de Boisléon qui accepta, par dévouement, cette charge dont personne ne voulait.

Nous noterons qu'à la date du 2 septembre 1791, il existait une brigade de gendarmerie à Guingamp, logeant dans la chapelle de la Délivrance aménagée en caserne provisoire.

L'organisation financière

Nous avons vu la perception des impôts directs de l'ancien régime pour les années 1788 et 1789, des impôts indirects pour l'année 1790. A part la contribution patriotique, nous n'avons rien trouvé concernant l'organisation nouvelle et le rendement des contributions directes en 1791.

Les Devoirs supprimés le 1^{er} avril 1791, les agents se plai-

gnirent plusieurs fois à la Municipalité et au District : personne ne s'occupait d'eux, ils allaient rester sans gagne-pain et ils sollicitaient quelque fonction rémunératrice (cf. p. 75).

L'organisation religieuse

Dans la première quinzaine de juin 1791, on procéda aux élections des prêtres de paroisses [S. M. 32 — paraît être un procès-verbal de Plougonver]. Il s'agissait d'ailleurs de pourvoir au remplacement des curés qui refusaient de prêter le serment prescrit par la constitution civile du 12 juillet 1790. Les électeurs au nombre de 46 (électeurs désignés à l'Assemblée primaire de mai 1790), réunis dans le chœur de l'église Notre-Dame de Guingamp, constituèrent leur bureau : président, Le Saint, vicaire de Ploumagoar ; secrétaire, Vistorte ; scrutateurs : Le Normant, Ansquer, Le Grontec. Le compte-rendu est muet sur les résultats. Mais nous avons trouvé dans un registre des traitements et pensions du clergé [S. M. 19] les noms suivants :

— Paroisse de Notre-Dame de Guingamp :

Derrien, curé élu (ex-vicaire de Sainte-Croix, nommé à Bourbriac en mai 1791) et installé le 12 juin 1791 à la place de Montfort. — Traitement annuel : 2.400 livres.

Hallouet, vicaire constitutionnel.

— Paroisse de Sainte-Croix :

Beaulard (désigné provisoirement par l'Administration du District et jusqu'aux nouvelles circonscriptions des paroisses ; ex-principal du Collège).

Burtot, tous deux prêtres constitutionnels.

— Paroisse de la Trinité :

Poussin, Briand, constitutionnels.

— Paroisse de Saint-Sauveur :

Le Bail (du Corps municipal) et Le Dû, constitutionnels.

— Paroisse de Saint-Michel :

Le Bourhis, constitutionnel.

3. — LES ASSEMBLÉES PRIMAIRES DU 21 JUIN 1791 ET LES ÉLECTIONS A L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (SEPTEMBRE)

Les Assemblées primaires de Guingamp (1)

Il serait intéressant de pouvoir indiquer le rôle joué dans ces élections par la « Société des Amis de la Constitution établis en la ville de Guingamp », affiliée à la « Société des Jacobins de Paris » depuis le 21 février 1791. [S. M., 16 et S. I., 11, I, p. LXXXIII (Liste des Sociétés affiliées à la date du 7 mars 1791)]. Les documents manquent. D'après Pommeret [S. I., 41, p. 127], le club de Guingamp qui continua la Chambre de correspondance s'installa à la fin de l'année 1790 ; il semble avoir été le premier en date du département des Côtes-du-Nord : très actif, il aurait dénoncé, dès son apparition, la lettre de Mgr Mintier contre la Constitution civile du clergé (S. M. 4 — Lettre du 9 novembre 1790 — « Cette lettre, dit Pommeret, paraît avoir été le premier acte public de la Société guingampaise (p. 127) ». Nous avons pu voir, dans les Registres de délibération de la Municipalité, du District, de correspondances de la Municipalité, l'indication de nombreuses pétitions adressées par les « Amis de la Constitution » : ce sont eux qui renseignent, prévoient, dictent leur conduite aux administrateurs, remarquables par l'admiration qu'ils portent aux « Amis », par leur empressement à les servir, par leur docilité. Si nous ne savons rien du rôle qu'ils jouèrent aux élections de juin et de juillet 1791, nous sommes cependant certains d'une chose : ils y triomphèrent.

Pour Guingamp-ville, l'Assemblée unique de la Délivrance, réunissant 247 puis 129 votants environ sur 475 citoyens actifs, élit 5 électeurs et 1 suppléant : Pierre Guyomar (77 voix sur 129) et P. Toudic fils (76 voix) au 2^e tour ; Huchet (75 voix), Herpe l'aîné (58 voix) et Depasse (45 voix) qui, au bénéfice de l'âge l'emporta sur Hello, au 3^e tour ; Hello, suppléant, suivi par Vistorte (43 voix) et Bihan l'aîné (19 voix). (Toudic, de Saint-Agathon, juge ; Prigent Riou, J. Lorgeré, J. Menguy, Homo, Y. Derrien, Y. Le Barzic étaient électeurs et suppléants de Guingamp-canton).

(1) S. M. 31. 140, 141, 142, 143.

Mais, de nombreux incidents s'étaient produits au cours des élections. Le Normant de Kergré venait d'être nommé scrutateur (29 voix sur 247), P. Guyomar, secrétaire, quand Huchet présenta une motion où il demandait le retrait du droit d'éligibilité aux anciens électeurs présents et, « en soutenant son opinion avec chaleur, il beuglait à épouvanter ». Il prétendait qu'il fallait choisir de « nouveaux » électeurs, interprétant à sa façon le mot « nouveaux » du décret (« interprétation louche et insidieuse » dirent les plaignants), et par conséquent écarter Rupérou, Kergré, Ansquer, Garlan et six autres, concurrents rééligibles. Les électeurs visés ne purent prendre la parole, le parti Huchet étant le plus nombreux et le plus bruyant. Tumulte, bataille (Homo s'élança sur Kergré et voulut le frapper ; Bré frappa un citoyen, mais fut exclus un peu plus tard) s'en suivirent. Huchet, maître de la salle au moins momentanément, s'empessa de mettre sa motion aux voix : elle recueillit 47 suffrages contre 28. Ainsi, Huchet et ses acolytes se trouvaient sûrs d'être élus et c'est de cette façon, qu'à Guingamp, les « démocrates » enlevèrent les sièges d'électeurs.

Sur plainte adressée au Directoire du département (plainte qui aurait dû être déposée au District, mais Kergré, Le Bouëtté y étaient juges), l'élection des 21 et 22 juin fut cassée le 9 juillet. Le Directoire justifia son arrêt par les raisons suivantes : la motion Huchet « motion déplacée... ses suites sont une véritable injustice » était irrecevable ; il y avait eu bataille à l'Assemblée ; une seule Assemblée avait été réunie, les décrets en prévoyant deux (ville de 4.060 habitants) ; les articles se rapportant à la contribution patriotique (affichage et lecture des rôles) n'avaient pas été observés ; enfin Le Normant de Kergré partit pour Saint-Brieuc en cours de dépouillement et fut remplacé par un doyen d'âge (Beaulard, prêtre), alors qu'on aurait dû procéder à une élection régulière [S. M. 31 — 141, 142, 143].

Des secondes élections du 25 juillet, le parti Huchet sortit encore vainqueur. A la Section de la Délivrance (259 citoyens actifs — donc, 3 électeurs — 190 éligibles), le bureau définitif passa en ses mains et comprit : P. Guyomar (27 voix sur 49), Hello (29 voix sur 54), Boulon, Huchet et Festou. Remarquons le petit nombre de votants. Furent désignés pour l'électorat :

au 1^{er} tour, Huchet (58 voix) et Pierre Guyomar (53 voix) ; au 3^e tour, Hello (54 voix sur 77) ; suppléants : Maurice Herpe (9 voix) et P. Boulon (6 voix). A la Section de l'Hôpital général (233 citoyens actifs — 2 électeurs choisis), Depasse, Toudic, fils, Monnac, Toudic père et Robinet firent partie du bureau définitif. P. Toudic fils (52 voix sur 67) et Depasse (27 voix sur 38), eux aussi patriotes avancés, devinrent électeurs. [S. M. 31].

Les élections à l'Assemblée Législative

Aux élections à l'Assemblée Législative qui s'ouvrirent à Saint-Brieuc le 4 septembre, Guingamp n'obtint qu'un succès très relatif : nul député, mais un suppléant, Rupérou, patriote certes mais de nuance modérée comme d'ailleurs tous les autres représentants choisis.

Une seconde fois, la ville de Guingamp éprouvait une forte déception : elle n'avait eu aucun représentant aux Etats Généraux ; elle n'avait pas davantage, malgré ses efforts, malgré le rôle qu'elle joua dans la province au cours de ces premières années révolutionnaires, malgré l'ambition de quelques-uns de ses citoyens, de député à l'Assemblée Législative. Et Huchet, comme naguère Le Bouëtté, ne recueillait pas le fruit de sa turbulente activité.

Le Normant, Rupérou, Ansquer (1), Le Bouëtté ne paraissent plus être, à Guingamp, les hommes du jour. D'opinions pourtant différentes, et malgré le rôle assez louche joué par Le Bouëtté (2), ils sont logés à la même enseigne modérée. Mais, Festou de Villeblanche, Huchet, Hello, Homo, Boulon, Poullen, Depasse, Pierre Guyomar peut-être : voilà les Jacobins.

(1) Ansquer mourut le 18 novembre 1791 [A, 23]. Sa mort parut suspecte et l'Administration municipale fit procéder à l'autopsie.

(2) Le Bouëtté, juge au tribunal de district, s'allia à Le Normant et prépara d'accord avec lui l'Assemblée unique du 21 juin qui, croyaient-ils, devait leur assurer le succès ; il dénonça, d'autre part, aux démocrates, ce qui se tramait chez les modérés (Pétition des citoyens actifs... au sujet des droits de préséance. [A, 18]) : duplicité qui ne peut le faire estimer ni des uns ni des autres.

CONCLUSION

L'histoire de Guingamp, en cette courte période des débuts de la Révolution, peut se comparer à une marche ascendante et sensiblement régulière vers le jacobinisme le plus avancé.

Au cours de la révolte nobiliaire et parlementaire de 1788, la Communauté, dominée par Le Normant de Kergré, représente la nuance modérée du Tiers. Ses revendications sont des plus modestes : elles expriment tout uniment le besoin d'ordre, de simplification administrative, mais aussi la conservation des lois générales du Royaume et de la Province ; elle s'arrête aux réformes financières réclamées depuis un quart de siècle aux Etats provinciaux ; elles reflètent les sentiments égoïstes, plus ou moins conscients, d'une oligarchie municipale désireuse de garder ses privilèges. Aux Etats, à l'Assemblée des échevins, Le Normant défendra énergiquement sa doctrine, du reste esprit convaincu ; souvent, il fera preuve de cran, de dignité, de fermeté. Mais, sa Municipalité ne le suivra pas toujours ; elle arrivera à céder, tantôt par crainte, tantôt par opportunisme ; elle donnera trop souvent l'impression de ne vouloir s'avancer que sur terrain sûr, parée de tous côtés. Elle laisse moins le souvenir d'une attitude de franche modération que celui d'une conduite trop circonspecte et parfois sans noblesse.

Dès les premières heures de la lutte engagée par le Tiers contre la Noblesse et le Haut-clergé, s'organise un parti nouveau, avide de bouleversements : c'est le parti des « Jeunes citoyens » ou parti patriote. Préparé par les philosophes, né des événements de 1788, constitué peu à peu par l'action des « Sociétés de pensée » qui influent les uns sur les autres, il se dresse contre la Communauté modérée, il réussit à l'entraîner dans son mouvement, il s'acharne contre son maire influent et incorruptible. S'il comprend des hommes sincères, épris de justice, il réunit aussi les vieux ennemis de Le Normant (et il s'en trouvait dans le Corps municipal même) et les éléments de cette demi-bourgeoisie mécontente ou envieuse,

jusqu'ici écartée des affaires, la troupe des jaloux et des ambitieux. Le parti patriote intervient aux Etats Provinciaux où il ruine le crédit de Le Normant ; il s'impose pour la rédaction du cahier de doléances et pour les élections aux Etats Généraux ; il s'infiltré dans le corps municipal où, bien vite, il prescrit sa loi. Son chef est Jean Le Bouëtté, au fond triste individu, calomniateur en 1788, juge indicateur en 1790, homme de paille des nobles plus tard et qui finira dans une douce et dévote folie.

La seconde municipalité arrive à faire preuve, elle aussi, de prudence et de modération et sa conduite ressemble, en plus d'un point, à celle de l'ancienne Communauté. Satisfaite de l'œuvre révolutionnaire, enthousiasmée même, elle rêve de fraternité générale et ses efforts tendent au rapprochement des classes. Les événements la décourageront plus d'une fois, mais elle cherchera l'apaisement et la réconciliation. Elle subira en maintes circonstances, l'influence de Le Normant de Kergré ou sollicitera ses services. D'ailleurs, Le Normant ne s'avoue pas vaincu : hier bafoué, demain chargé de missions importantes, on le retrouve tenace et jamais découragé. Il se rapproche du parti patriote et, vers le milieu de l'année 1790, il se distingue à peine de ceux qui furent ses farouches opposants : Le Bouëtté, Rupérou, Ansquer. Ce sont les révolutionnaires de la première génération.

Viendront, au cours des derniers mois de l'année 1790 et en 1791, les révolutionnaires de la seconde génération, les Jacobins. C'est que les contre-révolutionnaires prennent l'offensive : les émigrés constituent une armée hors de France et se proposent de rétablir, par la force, la monarchie absolue ; les prêtres insermentés se rebellent ouvertement ; le Roi lui-même essaie de fuir à l'étranger. Le parti démocrate groupe des individus jusqu'ici ignorés ; il recueille aussi d'anciens membres du parti Le Bouëtté : les Huchet, les Hello, les Festou de Villeblanche. Epaulé par la « Société des Amis de la Constitution », il intervient dans la gestion municipale, dans l'administration du district ; il fait élire ses candidats aux Assemblées primaires de 1791 ; il remplit la ville de son agitation et s'efforce de diriger l'opinion ; en 1792, il parlera de République...

Ainsi, Guingamp, comme les autres villes de France, fran-

chit les étapes révolutionnaires. Que la ville soit restée un peu plus longtemps modérée, qu'elle ait au contraire, marqué un point d'avance plus tard, qu'importe ? Son histoire est, dans le cadre local, l'histoire de ce qui se passa ailleurs. Le jugement de Ropartz : « il n'y a qu'à changer les noms propres » renferme une large part de vérité. Mais, si les noms changent, si même demeurent les sentiments qui animent les hommes, la vie politique d'une ville, au même titre que la vie individuelle, présente ses nuances caractéristiques particulières. Guingamp, ville modérée, ville patriote, puis ville jacobine a vécu sa vie propre et c'est ce nous nous sommes proposé de montrer dans cet essai d'histoire.

ANNEXE

A, 1. — *Population.*

Sée et Lesort. — Cahiers de doléances de la Sénéchaussée de Rennes pour les Etats Généraux de 1789. [S. I., 48, IV] : page 9, population de Guingamp en 1778 : 3444 habitants (hommes : 675 — femmes : 91 — enfants : 1423 — commis : 26 — domestiques : 389) — population en 1793 : 4520 habitants.

Délibération de la Communauté de Guingamp du 28 mars 1789 (Registre des délibérations BB. 15, S. M. 36, p. 91) — nombre de feux : entre 600 et 700.

Etat dressé pour une répartition de savon (s. d.) [S. M. 23] : population : 5177 hab., chiffre sujet à caution.

Elections aux Assemblées primaires de juin 1791 [S. M. 31 et 142] : 4060 habitants.

Sée et Lesort [S. I. 48] et Ogée. — Dictionnaire historique et géographique de la province de Bretagne [S. I., 39]. Population des villes vers 1788 : Rennes : 34.500 — Brest : 24.600 — Saint-Malo : 16.700 — Lorient : 16.000 — Vitré : 10.500 — Fougères : 10.500 — Morlaix : 9.800 — Quimper : 9.500 — Dinan : 6.000 — Quintin : 3.200 — Saint-Brieuc : 3.200 (?) — Redon : 2.500.

R. Durand : La population du département des Côtes-du-Nord en 1793 [S. I., 26], 4.520 habitants.

A, 2. — *Revenus municipaux.*

A. Dupuy. Etudes sur l'administration municipale en Bretagne au xviii^e siècle [S. I., 23, p. 447 à 456]. Revenus municipaux : Nantes : 979.937 l. 12 s. 9 d. (1785 et 86) — Rennes : 232.055 l. 10 s. 4 d. (1788, une année) — Brest : 132.076 l. 2 s. 1 d. (1787) — Saint-Malo : 61.869 l. (1758) — Lorient : 92.290 l. 9 s. 4 d. (1786 et 1787) — Fougères : 41.035 l. 11 s. 4 d. (1787) — Morlaix : 81.637 l. 8 s. 11 d. (1787 et 1788) — Quimper : 64.989 l. 13 s. 10 d. (1786 et 87) — Dinan : 32.958 l. 6 s. 11 d. (1787) — Vannes : 63.056 l. 10 s. 1 d. (1786 et 87) — Redon : 59.937 l. (1786 et 1787) — Saint-Brieuc : 54.695 l. 14 s. 3 d. (1787 et 88) — Quintin : 43.296 l. 4 s. 7 d. (1786 et 87) — Vitré : 26.302 l. 2 s. 6 d. (1786 et 87).

A, 3. — *Impôts directs.*

Sée et Lesort [S. I., 48]. Impôts directs payés par les quatre premières villes de la Sénéchaussée de Rennes en 1788.

	Capitation	Nombre d'articles	Vingtièmes	Vingtièmes d'industrie	Total
Rennes ...	56.344 l. 4 s. 9 d.	5.313	44.458 l. 1 s. 6 d.	2.509 l. 13 s. 3 d.	103.311 l. 19 s. 6 d.
Saint-Malo	29.539 l. 8 s.	2.598	31.170 l.	2.506 l. (en 1781)	63.215 l. 8 s. (P)
Vitré	11.917 l. 3 d.	1.598	9.399 l. 3 d.	231 l. 8 s. 4 d. (en 1789)	21.547 l. 8 s. 4 d. (P)
Guingamp	6.639 l. 11 s. 3 d.	731	4.645 l. 16 s. 6 d.	473 l.	11.757 l. 27 s. 9 d.

A, 4. — *Noms de personnes.*

Les noms de personnes proviennent principalement :

- des « Rôles pour la capitation des habitants de la ville de Guingamp et faubourgs pour 1788 et 1789 » [S. M. 10] ;
- d'un « Tableau des individus que la Municipalité croit propres à remplir des places publiques » portant mention des professions exercées avant la Révolution. An III. [S. M. 146 et 147] ;
- des « Registres de délibérations de la Communauté de ville de Guingamp » [S. M. 35 à 42] ;
- de « Sée et Lesort » [S. I., 48, IV] ;
- de « R. Durand. Le département des Côtes-du-Nord sous le Consulat et l'Empire [S. I., 26, I et II].

A, 5. — *Hôtel de l'Empereur* (Archives particulières de M. Classe).

L'Hôtel de l'Empereur et des Voyageurs était le principal hôtel de Guingamp. On trouve l'origine de l'auberge en 1605. En 1731, l'hôtel ou « Maison du cheval blanc » appartenant à Damé Jeanne du Roscoët, épouse du Seigneur de Boisgelin, marquis de Cucé, loué à Jacques Poitier était constitué par le bâtiment actuellement habité par M. Classe, 21, rue Notre-Dame et construit dans la seconde moitié du XVII^e siècle. Pierre Le Deüc prit la ferme du « Cheval blanc » le 9 juin 1759. Dans le courant de l'année 1789, Gilles Bonté prit la succession de la Veuve Le Deüc.

A, 6. — *Passage de troupes.*

Sée et Lesort [S. I., 48, IV, p. 193, n. 1].

Logèrent à Belle-Isle (donc, très probablement à Guingamp) en 1783 : en janvier, 4 troupes de 150-200 hommes ; en mars, 10 troupes de 20 à 200 h. ; en mai, 6 troupes ; en juillet, 8 ; en août, 2 ; en septembre, 3 ; en octobre, 1.

Registre de correspondance relative au département de la guerre [S. M. 13].

Passèrent et logèrent à Guingamp de septembre 1790 à janvier 1791 :

29 septembre 1790, 8 compagnies du Régiment de l'Isle de France ;

30 octobre 1790, 400 hommes du Régiment d'infanterie d'Artois ;

1^{er} décembre 1790, une compagnie du Régiment de Toul ;

28-29 décembre 1790, un détachement du Régiment de Forez-Infanterie ;

30 décembre 1790, un détachement du Régiment de Poitou-Infanterie ;

31 décembre, un détachement du Régiment de Forez ;

7 janvier 1791, le deuxième bataillon du Régiment de Poitou ;

9 janvier 1791, un détachement du Régiment de Forez ;

11 janvier 1791, le deuxième bataillon du Régiment d'Artois ;

15 janvier 1791, le deuxième bataillon du Régiment d'Angoulême ;

17 janvier 1791, le deuxième bataillon du Régiment d'Aunis ;

18 janvier, le deuxième bataillon du Régiment du Maréchal Turenne.

A, 7. — Commerce.

Un « Etat du prix des marchandises et denrées, journées et main-d'œuvre du 27 septembre 1793 » [S. M. 22] indique les principales

Marchandises	Prix en 1790	Marchandises	Prix en 1790
Cœuf	la livre, 8 sols	Huile d'olive fine ..	le quintal, 150 livres
Eau	— 6 sols	Huile d'olive	le quintal, 120 l.
Mouton	— 6 sols	Huile de noix	— 65 l.
Porc salé	— 10 sols	Pinte de vin (de Paris, o l. 93)	15 sols
Froment	le quintal, 10 livres (15 en 1788 d'après Cochin)	Fer	le quintal, 30 l.
Seigle	le quintal, 7 l.	Cuivre	la livre, 1 l. 10 s.
Avoine	— 4 l.	Savon	le quintal, 50 l.
Faille	le quintal, 12 sols	Suif	— 50 l.
Quin	le quintal, 2 livres	Laine lavée, non filée	la livre, 1 l. 15 s.
Beurre	la livre, 10 sols	Coton non filé	— 2 l. 5 s.
		Cuir de bœuf	le quintal, 250 l.
		Cuir de veau	— 300 l.
		Chandelle	la livre, 14 s.
		Cire brute	— 2 l.
Bois à brûler	le quintal, 35 livres	Café	la livre, 1 l. 6 s.
Charbon de bois ..	la toise cube, 24 livres	Sucre	la livre, 12 s.
Agots	le quintal, 7 l.		
	le cent, 8 l.		

Il ne se vend pas de carpes, brochets, orge, riz, pommes de terre.

marchandises dont on faisait commerce à Guingamp au début de la Révolution et leurs prix en juin 1790 et en juin 1793.

Voir aussi : R. Durand, Le prix des grains à Guingamp sous la Révolution [S. I., 25, p. 501] d'après un « Apprécié du prix des grains des dix-huit dernières années sur le Marché de Guingamp », Registre des délibérations du Conseil municipal de Guingamp, an VI-an XII, f° 108-109.

A, 8. — *Eléments de la population* (cf. A, 1). Abréviations :

ser., servante ; dom., domestique ; cl., clerc ; pr., procureur ; not., notaire. Le cumul des fonctions et, parfois, l'insuffisance des renseignements, ne permettent pas des discriminations nettes.

a) Liste des Juges. Procureurs, Notaires, Priseurs, Greffiers, Sergents, Patriciens en 1788-189.

<i>Juges</i>	<i>Capitation en 1788</i>
Rabault en 1788.	44 l. 12 s. + 2 dom., 3
Rupérou en 1789.	en 1789 : 50 l.
Yves-Marie Pastol de Keramelin.	24 l.
Antoine-Julien Vistorte de Boisléon.	en 1789 : 33 l. + 1 cl., 3 + 2 dom. 3
<i>Procureurs, Notaires et Priseurs</i>	
Pierre-Jean-Baptiste Monnac, ex-intendant des domaines de Penthièvre.	34 l. + 1 ser. 1,10
Guy-Marie André (pr. et not.).	17 l. 10 + 1 cl., 3 + 2 dom., 3
Ollivier-François Le Baillif (pr. et not.).	en 89 : 6 l. + 1 dom., 1,10
Jacques Le Bihan (pr. et not.).	19 l. + 1 cl., 3 + 1 dom., 1,10
Maurice Bré (pr., not. et priseur).	2 l.
Brunot père (pr.).	15 l. + 1 cl., 3 + 1 dom., 1,10
Charles Calvez (not. et priseur).	4 l. + 1 dom., 1,10
Cozic (pr.).	3 l.
Le Dantec (pr.).	6 l.
Mathurin Dorré de Bringollo (not. royal et greffier de la Communauté).	27 l. + 1 dom., 1,10
Dumeny (Boulon) (pr. et sénéchal du Palacret).	en 1789 : 51 l. + 1 cl., 3
Toussaint-Yves Festou de la Villeblanche (pr. et avocat).	77 l. + 2 ser., 3
Flouriot (pr.).	42 l. 10 + 1 cl., 3 + 1 dom., 1,10
Galpin (pr.).	en 89 : 27 l. + 1 cl., 3 + 1 dom., 1,10
Guillaume Guerguin (pr. et avocat).	4 l.
Charles Hello (not. royal).	p
Jean Herpe (not. et greffier du Palacret).	3 l.
Maurice Herpe (pr. et not.).	25 l. + 1 cl., 3 + 1 dom., 1,10
Homo (pr. de la Cour ducale).	42 l. + 1 cl., 3 + 2 dom., 3

Keristiou (pr.).	en 1789 : 16 l. + 1 cl., 3
Margeot de Kervanguery (not. et priseur).	6 l. + 1 dom., 1,10
Le Lonquer (pr.).	9 l. + 1 cl., 3 + 1 dom., 1,10
Morand (pr.).	10 l. + 1 cl., 3 + 2 dom., 3
Jean-Louis Nédellec (pr. et not.).	?
Joseph Le Normant de Kergré (pr. fiscal du duché et avocat).	42 l. 7 + 2 dom., 3
Thomas Penven (not. et pr. fiscal du Palacret)	51 l. + 1 cl., 3 + 2 dom., 3
Jean Pivaing (pr. et not.).	22 l. + 1 cl., 3 + 1 dom., 1,10
Fierre Prigent (pr. et not.).	5 l. + 1 dom., 1,10
Yves Le Roy de Kerderrien (not. et priseur).	51 l. 10 + 1 dom., 1,10
Yves Salpin (pr. et not.).	17 l. + 1 cl., 3 + 1 dom., 1,10
Jean Le Tiec (pr. et not.).	3 l.
Jean Touboullic (pr. et not.).	3 l.
Toudic (pr. et archiviste du Palacret).	43 l. + 1 cl., 3 + 2 dom., 3
Le Boëtté (not. et priseur).	19 l.
Jean Le Bouëtté (not. et avocat).	36 l.

Greffiers

Bougot.	2 l. + 1 cl., 3 + 1 ser., 1,10
Jean-Marie Le Dréant.	4 l.

Sergents

Bazil.	1 l.
Blaise.	3 l.
Jean Broustal.	1 l.
Julien Le Cocq.	1 l. 10
Harmonou.	2 l.
Menou.	1 l.
Thoraval.	2 l.

Praticiens et coutumiers

Brocher.	2 l.
Duverger Nédellec, fils.	2 l. + 1 dom., 1,10
Le Guellec.	1 l. 10
Hervé.	3 l.
Joseph-François Radenen.	4 l. 10 (ou 11 l. 10 ?)

b) Liste des Avocats (y ajouter les avocats de la liste des Procureurs).

Louis Alexandre, père.	22 l. + 1 dom., 1,10
Alexandre de Garlan.	43 l. + 1 dom., 1,10
Brunot de Camarel	en 89 : 6 l.
Cartel, l'aîné.	en 89 : 12 l.
Cartel Desferrières.	en 89 : 9 l.

Fredon (ou Fredron).	24 l. + 1 dom., 1,10
René-Maurice Huchet.	9 l. + 1 dom., 1,10
Charles-Marie Huon.	6 l. + 1 dom., 1,10
Jourand de Quérès.	p
Jourdan.	21 l. + 1 dom., 1,10
Toussaint-Yves Limon du Timeur.	80 l. + 2 dom., 3
Mauviel (venu de Pontrieux en 1789).	6 l. + 2 dom., 3
Mériel.	p
Poullen.	41 l. + 1 dom., 1,10
Sallaün.	3 l.
Toudic.	en 89 : 6 l.

c) Professions libérales et Orfèvres.

Médecins

Alexandre-Launay Buhot.	15 l. 10 + 2 dom., 3
Hodouin.	54 l. + 2 dom., 3
Kermorin.	en 1789 : 15 l.

Chirurgiens

Depasse.	37 l. + 2 dom., 3
Le Fèvre.	6 l.
Hébert.	4 l. + 1 dom., 1,10

Vétérinaire

Morel.	4 l.
--------	------

Apothicaire

Gérard.	20 l. 10 + 1 dom., 1,10
---------	-------------------------

Libraires

Gérard.	4 l.
Monier.	4 l. 10 + 1 dom., 1,10

Instituteurs, Professeurs.

Beaulard, principal.	
Berezay, instituteur.	1 l.
Briand, instituteur.	2 l.
Danois, maître de musique.	3 l.
Désert, instituteur.	3 l.
Goden, instituteur.	2 l.
Gourville, maître de musique.	3 l.
Guerly, maître de danse.	2 l. 10
Montel, maître de billard.	7 l. 10 + 1 dom., 1,10

Orfèvres

Phélix.	5 l. + 2 dom., 3 + 2 comp. 3
Plessix Lescan.	12 l. + 1 dom., 1,10 + 1 comp. 1,10

A, 9. — *Justice (Ancien Régime).*

A. Giffard. Les justices seigneuriales. [S. I., 29, p. 44 et Pièces justificatives, tableaux 1, 2, 5, p. 307, 308, 312].

S. Ropartz. Guingamp [S. I., 44, I, Appendice, p. 289 à 292].

Ropartz emprunte la liste des juridictions s'exerçant à Guingamp au Dictionnaire d'Ogée ; on en trouve la liste reproduite dans Sée et Lesort, Cahiers de Doléances de Guingamp [S. I., 48, IV, p. 18, n. 1]. Principaux seigneurs justiciers : Marquis de la Rivière, De Gourlan, Madame de Botherel, Sullé, Marquis du Liscouët, Abbé de Saint-Germain, Comte de Pons, Comte du Gaspert, Du Lojou, Marquis de Coëtrieux, Comte abbé de Perrien, Mademoiselle de Gènes, De Montigny Kerespert, Marquis de Tourny, De Kerautem, Comte de Carné, le prêtre de Châteaugiron, Comte de la Rivière, De Chapeau.

Ph. Sagnac et P. Caron. Les Comités des droits féodaux [S. I., 45].

R. Durand. Le département des Côtes-du-Nord [S. I., 27, I, ch. II et ch. III].

A, 10. — *Impôts.*

Archives départementales d'Ille-et-Vilaine [S. M. 10].

Guingamp : Rôles de la capitation.

	1788	1789
Capitation	4.712 l. 19 s. 11 d.	4.898 l. 5 s. 9 d.
Milice	628 l. 6 s. 9 d.	628 l. 6 s. 9 d.
Casernement	1.279 l. 4 s.	1.368 l. 8 s.
Frais de milice	19 l.	24 l.
Total	6.639 l. 11 s. 3 d.	6.919 l. 6 d.

Archives départementales des Côtes-du-Nord [S. M. 24].

Guingamp. Impositions de 1790 et des 6 derniers mois de 1789 pour les privilégiés.

	Anciens contribuables	Ci-devant privilégiés	
	1790	1789 (6 mois)	1790
Capitation	5.936 l. 6 s.	2.729 l. 7 s. 6 d.	5.410 l. 15 s.
Vingtièmes	4.759 l. 19 s. 75 d.		760 l. 10 s. 9 d.
Fouages ordinaires et extraord. ..	1.563 l. 15 s. 9 d.	781 l. 17 s. 10 d.	
Fouages extraord. pour la Province	842 l. 9 s. 6 d.		
Fouages ordinaires pour le Trésor	721 l. 6 s. 9 d.		

Archives des C.-du-N. [S. M. 25].

Guingamp : Impôts indirects du *District* de Guingamp.

(Cf. Durand [S. I., 27, II, p. 260] : « Le rendement moyen des impôts indirects à Guingamp est ignoré ».

Devoirs		Contrôle des Actes	
Eaux-de-vie	109.958 l. 15 s.	« Pour Guingamp, défalcation faite des rem pour le receveur ».	
Liqueurs	3.066 l.	Actes devant notaire et sous- seings privés	6.963 l. 11 s.
Vins et autres boissons ..	107.805 l. 14 s. 6 d.	Insinuation suivant le tarif	442 l. 15 s.
Annuels	2.519 l.	Centième denier	3.190 l. 1 s. 8 d.
Jaugeage	146 l. 12 s. 7 d.	Double droit et centième denier	186 l. 1 s.
Courtage	3.438 l. 1 s. 10 d.	Petit scel	19 l. 15 s.
Annuels	493	Exploits et saisies mobi- lières	2.528 l. 17 s. 9 d.
Vins et autres boissons ..	42.316 l. 13 s. 11 d.	Bourse commune des huis- siers	252 l. 14 s. 3 d.
Impôts et billots et 4 sous par livre (sur les boissons, mais impôts perçus par le Roi)	8.469 l. 16 s. 10 d.	Décrets volontaires	599 l. 19 s. 6 d.
Amendes et confiscations .	711 l. 17 s. 6 d.	Affirmations de voyages ..	100 l. 6 s. 3 d.
Total	278.925 l. 12 s. 2 d.	4 deniers pour livre des ventes des meubles	38 l. 13 s. 10 d.
Aides		Droits restitués	4 l. 15 s. 5 d.
Cuirs	12.000 l.	Amende de contravention .	4 l.
Amidons	450	8 sols pour livre des droits de greffe	4 l. 11 s. 17 d.
Papiers et cartons (droits et 10 s. pour l.)	12	Droits réservés	1 l. 17 s. 3 d.
Marque d'or et d'argent ..	39	Amendes de consignation et droits	80 l. 13 s. 9 d.
Sols pour livre des octrois	4.800	Formules ordinaires	3.938 l. 14 s. 5 d.
Droits de timbre	60	Formules extraordinaires .	7 l. 8 s. 4 d.
Total	17.352 l.	Total	18.364 l. 16 s. 11 d.

A, 11. — *Octrois* (D'après une pièce intitulée : *Affaire Chérmat* (septembre 1790) [S. M. 26].

Il se percevait, à Guingamp, trois sortes d'octrois :

- 1°) *l'octroi de 6 deniers* par pot de vin, de cidre et de bière qui se débitaient dans les cabarets situés à 1/4 de lieue de l'extrémité des banlieues (accordé pour 9 ans par Lettres Patentes du 4 septembre 1782 et à compter du 15 avril 1783) ;
- 2°) *les anciens ou grands octrois* établis depuis très longtemps et prorogés de 9 ans en 9 ans, la dernière prorogation ayant été faite par Lettres Patentes datées du 9 mai 1785, de 1 sol 6 deniers par pot de vin, et de 6 deniers par pot de cidre, bière, eaux-de-vie se vendant dans la ville et les faubourgs ;
- 3°) *les augmentations d'octroi*, prorogées également de 9 ans en 9 ans par Lettres Patentes (dernière prorogation : 9 mai 1787), de 6 deniers par pot de vin, cidre, bière, eaux-de-vie se vendant dans la ville et les faubourgs.

S'ajoutaient à ces droits : le sol pour livre perçu par le Contrôleur et les 10 sols pour livre perçus au profit du Roi.

Exemples :

A. Droits sur une barrique de vin vendue à Guingamp.

(La barrique (2 hl. 28) valait 100 pots (le pot : 2 l. 28), 30 veltes (la velte de 8 pintes : 7 l. 60), 240 pintes (la pinte : 0 l. 95)) :

1° pour le grand octroi de 1 s. 6 d. par pot ..	7 l. 10 s.
en sus, 1 sol pour livre du contrôleur ..	7 s. 6 d.
2° pour les augmentations d'octroi de 6 d par pot	2 l. 10 s.
en sus, 1 sol pour livre du contrôleur	2 s. 6 d.
TOTAL	10 l. 10 s.
en sus, 10 sols pour livre dûs au Roi	5 l. 5 s.
TOTAL des droits d'octroi par barrique	15 l. 15 s.

B. Droits sur une barrique de cidre vendue à Guingamp.

1 ^o pour le grand octroi de 6 d. par pot	2 l. 10 s.
en sus, 1 sol pour livre	2 s. 6 d.
2 ^o pour les augmentations d'octroi, de 6 d.	
par pot	2 l. 10 s.
en sus, 1 sol pour livre	2 s. 6 d.
en sus, 10 sols pour livre dûs au Roi	2 l. 12 s. 6 d.
TOTAL	7 l. 17 s. 6 d.

C. Extension d'octroi dans les banlieues (non payée par les habitants de la ville et des faubourgs) :

par barrique (vin, cidre, bière), droit de 6 d.	2 l. 10 s.
1 sol pour livre	2 s. 6 d.
10 sols pour livre	1 l. 6 s. 3 d.
TOTAL	3 l. 18 s. 9 d.

On a vu que la limite des faubourgs avait été fixée par une ordonnance de l'Intendant en date du 30 septembre 1761 : celle du faubourg de Corlay (Ru-stang) avait été fixée à 200 toises.

Les droits d'octroi (1 et 2) étaient affermés à Mme de Ménimande qui avait succédé à Hello.

Les augmentations d'octroi étaient perçues par les agents du Contrôleur. En 1788-1789, furent vendues à Guingamp et dans les faubourgs au moins 370 barriques de boissons.

En principe, le produit des octrois devait être employé aux réparations des pavés, ponts, portes, pompes, etc. et au payement des dettes.

A, 12. — *Budget de la Communauté de Guingamp.*

(D'après : « Etat au vrai que présente devant vous Messieurs les Maire et Officiers municipaux de la ville de Guingamp, Jacques-René Onfray de la Painnière, seul trésorier des deniers communs patrimoniaux et d'octrois de la dite ville, de la Recette et Dépense par lui faite ou due faire pendant les années 1788 et 1789 » [S. M. 59].

Dépenses.

Rentes constituées .

dues au Domaine de la Seigneurie de Guingamp	1.056 l.	
payées à l'Hôpital Général et à l'Hôtel-Dieu	591 l. 12 s.	
payées aux Pauvres honteux et au Bureau de Charité	900 l.	7.977 l. 12 s. 4 d
payées aux Carmélites, aux Hospitalières, aux Dominicains	1.042 l.	
dues à 25 particuliers	4.388 l.	4 d.

Gages :

héraut	144 l.	
tambour	24 l.	
horloger	100 l.	
principal du collège	240 l.	
prêtre sous-sacriste	150 l.	
organiste	100 l.	
sonneur de cloches	36 l.	3.952 l. 8 s. 1 d.
prédicateurs	600 l.	
procureurs du Roi	90 l.	
greffier (3 ans de gages)	291 l. 6 s. 9 d.	
ingénieur	394 l.	
comptable-miseur	1.783 l. 1 s. 4 d.	

taxations	1.607 l. 11 s. 2 d.	
débours et ports de lettres ..	72 l. 9 s.	2.166 l. 3 s. 7 d.
trains de procédure, de justice ..	486 l. 3 s. 5 d.	

Travaux publics : réparations aux pavés ..	3.643 l. 7 s. 2 d.	
— — à la fontaine ...	2.382 l. 16 s.	6.062 l. 1 s. 2 d.
— — à l'Hôtel de Ville ..	35 l. 18 s.	

Fournitures aux troupes et logement	1.508 l. 16 s. 9 d.
---	---------------------

Fêtes : feu de joie	215 l. 11 s.
---------------------------	--------------

Députation aux Etats : Le Normant de Kergré, Guyomar, Kerninon, Le Bouëté	1.000 l.
---	----------

TOTAL GÉNÉRAL	22.882 l. 12 s. 11 d.
---------------------	-----------------------

A, 13. — *Lettre à Necker* (Registre des délibérations, BB 15 - 2 septembre 1788) [S. M. 36, p. 57].

Monseigneur, La Communauté de ville de Guingamp se félicite avec tous les vrais citoyens de l'acte de justice de Sa Majesté qui vient de vous rappeler au gouvernement des finances et de vous élever à la dignité de Ministre d'Etat : quelles mains plus dignes d'exercer l'autorité du monarque chéri qui nous gouverne ! Les

vues de sagesse et d'équité qui vous font distinguer, Monseigneur, doivent faire renaître la confiance des citoyens bretons. Par vos bons offices, ils peuvent espérer le rétablissement prompt et permanent de droits ou d'immunités qui ne durent jamais recevoir d'atteintes et qu'ils méritent de conserver par leur amour et leur fidélité inaltérable pour la personne sacrée de Sa Majesté. La Communauté de Guingamp vous prie d'agréer les témoignages de son affection respectueuse, consignés dans sa délibération de ce jour, et de lui accorder votre protection. Nous sommes, avec un profond respect, Monseigneur, vos très humbles et très obéissants serviteurs.

Les officiers de la ville et Communauté de ville de
Guingamp.

Réponse de Necker. — Paris, 22 septembre 1788. [S. M. 36,
p. 61 v^o.]

- Messieurs, je suis très sensible au compliment que vous me faites sur ma nomination au ministère des finances et la délibération que vous avez prise à cette occasion me flatte plus que je ne puis vous l'exprimer. Je désire pouvoir répondre à la confiance du Roi, à vos espérances. Je suis avec un parfait attachement MM., votre très humble et très obéissant serviteur.

Signé : Necker.

A, 14. — *Usement de quevaise et domaine congéable.*
[S. L., 48, IV. p. 18. n. 2 et p. 51, n. 1.]

(D'après Sée et Lesort : Cahiers de doléances).

Article 3 : « Le plus jeune des enfants succède seul à la tenue, injustice criante en ce que la nature appelle tous les enfants à une égale portion de l'hérédité ; les aînés sont pauvres ; l'agriculture en souffre ; il y a surtout beaucoup de landes incultes sous cet usement, et il serait avantageux de le convertir en féage ou en cens roturier. » (p. 18.)

L'usement de quevaise ne s'exerçait que sur les terres d'un certain nombre de seigneuries ecclésiastiques (abbaye de Bégard, Commanderie de Pont-Melvez, Palacret...). La terre et les bâtiments appartenaient au seigneur ; le tenancier n'en avait que la jouissance à titre héréditaire. Mais, c'était le plus jeune fils ou la plus jeune fille (le juveigneur) qui succédait au père, les aînés étant ainsi exclus du droit d'héritage. Au cas où le quevaisier mourait sans héritier, la tenue tombait en deshérence au profit du seigneur. Les obligations du quevaisier étaient les suivantes : il

devait, sous peine de dépossession, entretenir, cultiver, habiter la terre en personne ; il ne pouvait ni vendre, ni aliéner son droit de quevaise sans autorisation du seigneur qui prélevait le quart du prix de vente. Les charges très lourdes comportaient la dîme ou le champart à la septième gerbe et les corvées : charroi du foin du seigneur, saunage et charroi du sel, charroi du vin, des blés, des bois, des matériaux pour la réédification des églises, chaussées, moulins.

Avant la Révolution, les quevaisiers obtinrent quelques adoucissements à leur sort. C'est ainsi qu'à la Commanderie de Pont-Melvez, ils parvinrent à se faire accorder le droit de vendre sans autorisation. La Révolution abolit définitivement l'usage de quevaise : le 1^{er} mars 1790, les quevaises furent transformées en censives, le quevaisier devint propriétaire des fonds, mais resta redevable d'une rente ; le 25 août 1792, tous les droits relatifs aux tenures en quevaise furent supprimés.

Article 4 : « Suppression des corvées féodales et des corvées des domaines congéables. — Les corvées féodales et domaniales sont une sujétion odieuse qui font autant de serfs d'hommes nés libres, des corvoyeurs autant d'esclaves, ce qui s'oppose au progrès de l'agriculture. » (p. 19.)

Les tenues convenantières (ou domaines congéables) étaient nombreuses en Basse-Bretagne. Il y en avait dans toutes les paroisses et, en principe, toute terre était présumée être tenue à domaine congéable s'il n'y avait preuve du contraire. Le fonds appartenait au seigneur foncier. Le domanier n'en avait que la jouissance, mais il était propriétaire des édifices et superédifices dits droits convenantières (bâtiments construits sur les convenants, produit de la terre, murs, fossés, arbres fruitiers, bois taillis, bois puinais, c'est-à-dire épines, sureau, aulnes, genêts, genièvres, ronces, coudrier, houx, bouleau — les bois de décoration, c'est-à-dire le châtaignier, le frêne, le hêtre, le noyer, l'ormeau, le chêne étaient au seigneur et le domanier ne pouvait jouir que de l'émonde) ; il pouvait les vendre et les aliéner sans restriction. Le propriétaire foncier avait le droit de congédier son domanier ou de céder à un tiers le droit de congédier à la condition de rembourser les droits réparatoires (prix des édifices et superédifices estimés par des experts qui se faisaient payer cher). Toutefois, moyennant un acte de baillée aux frais assez élevés, le domanier pouvait obtenir l'assurance que le convenant resterait en sa possession pendant une période déterminée, en général pour neuf ans. En fait, les congédiements se multipliaient, même malgré les baillées, et restaient une perpétuelle menace qui incitait aux crimes agraires

(incendies, arbres coupés, semis de mauvaises herbes, assassinat du congédiant) et provoquait la misère. Dans certains cas, le domanier pouvait faire exponse, c'est-à-dire quitter sa tenue et exiger du propriétaire foncier le remboursement des droits réparatoires.

La Révolution ne supprima pas définitivement le domaine congeable. La loi du 6 août 1791 se contenta d'en atténuer les abus les plus flagrants ; celle du 27 août 1792 le supprima, mais il fut rétabli par la loi du 9 brumaire an VI (30 octobre 1797). Il est vrai qu'à cette date les domaines convenantiers étaient très diminués, par suite de la vente des biens nationaux (de l'église et des nobles).

En dehors de la quevaise et du convenant, on trouvait comme autres genres de tenures : les tenures à chef-rentes, à rentes censives, à rentes foncières, de fondation.

Cf. : H. Sée : Les classes rurales [S. I., 46].

Sagnac et Caron : Les comités des droits féodaux [S. I., 45].

L. Dubreuil : La vente des biens nationaux [S. I., 17].

A, 15. — *Pièces inédites se rapportant au clergé. Années 1790 et 1791.*

Pour l'histoire du clergé pendant cette période, se reporter à l'ouvrage de l'abbé H. Pommeret : L'esprit public [S. I., 41]. Nous y relevons, en particulier, une Adresse des « Amis de la Constitution » de Guingamp aux habitants et cultivateurs des campagnes, en réponse à la Lettre de Mgr Mintier du 9 novembre 1790 (p. 127 et 128). En 1791, les « Amis de la Constitution » ont fait brûler en grande pompe par le maire et la municipalité, au son du « Ça ira », le bref Charitas du 13 avril 1791 qui défendait de prêter serment (p. 132).

Lettre de la Municipalité de Guingamp aux administrateurs du département (25 février 1791) [S. M. 40]. — « Les cris répétés d'irréligion que les prêtres fanatiques font entendre en ce moment pour excuser leur refus de prêter le serment ont déterminé la municipalité à suivre l'usage constant d'avoir un prédicateur de carême. Le sieur Gouriot, prêtre ci-devant capucin, ayant prêté le serment, se propose de prêcher. Sa conduite exemplaire fit accepter son offre... »

Délibération du 31 mars 1791 [S. M. 39]. — Extrait de l'affaire Hallouet-Chevalier. — « ...Ont comparu Hallouet, Melay, Boulon,

Guillaume le Parc et Hugues Le Bizec, lesquels ont dit que Hallouet, Melay et Boulon étaient en promenade, que Chevallier passant à cheval et s'adressant à Hallouet lui a dit : Es-tu prêtre ? — Oui. — Pourquoi portes-tu cette massue, je vais la prendre pour la déposer chez M. le Maire. — Hallouet a répliqué qu'il ne connaissait aucun droit au dit Chevallier de la lui ôter. Sur quoi Boulon a dit à Chevallier qu'il n'avait aucun droit de faire la police à la porte de Carhaix. — Sieur Chevallier : « J'ai aussi des armes à portée », la main à la garde de son briquet, et dit au S^r Hallouet de mettre son bâton à terre, ce qu'il refusa. Chevallier descendu de cheval a voulu par violence arracher le bâton. Boulon a demandé main forte. Le Parc et Le Bizec se sont opposés aux violences de Chevallier et tous se sont rendus chez Boulon où ils ont appelé Depasse. — Interpellé, Chevallier... huissier du district de Saint-Brieuc, soldat de la Garde Nationale, reconnaît les faits, se plaint de ce qu'on a omis de dire que lorsque Boulon a déclaré qu'il était juge de paix, Chevallier a dit qu'il respectait trop cette qualité pour n'y pas prendre confiance et... qu'il en agit ainsi par effet de l'inquiétude générale que lui inspire la conduite de plusieurs prêtres de son canton... ».

Délibération du 24 juin 1791 [S. M. 16]. — D'accord avec la municipalité « les sœurs grises de cette ville justement suspectes seront commandées de se retirer en la maison des hospitalières et que leur maison (l'hospice) sera destinée à recevoir les prêtres réfractaires et autres personnes suspectes qui par la continuation de leurs manœuvres abominables tenteraient d'ébranler les faibles et d'armer les citoyens contre les citoyens ». — Suspects séquestrés : Barazer, ex-jacobin, directeur par intérim des Ursulines ; Harel, directeur des Carmélites et 2 prêtres à Saint-Michel « prévenus d'opinions aristocratiques ». Comme il ne faut pas que leurs fonctions soient interrompues « ce qui produirait un funeste effet sur les esprits crédules et superstitieux », le Directoire arrête de se concerter avec la Municipalité et le curé constitutionnel pour désigner des remplaçants.

Délibération du 11 août 1791 [S. M. 39]. — « La municipalité a délibéré que pour prévenir les principes inciviques que répandent les sœurs grises en refusant les pauvres qui témoignent leur attachement au patriotisme et leur fidélité à la nation, vu que le service du bureau de la charité ne se fait plus que d'une manière insuffisante, pour prévenir les inconvénients qui en résulteraient, avons délibéré d'apposer les scellés sur le bureau de pharmacie... ».

A, 16. — *Les émigrations.*

Délibérations du Directoire du District de Guingamp des 28 octobre, 20 décembre 1790 [S. M. 16].

« Vu la pétition de la Société des Amis de la Constitution établie en cette ville, tendant à solliciter un décret de l'A. N. qui mette un frein... aux émigrations incroyables qui se font chaque jour avec audace et impunité... vu aussi ce qui résulte des sentiments patriotiques développés dans l'adhésion unanime des membres composant le conseil général de la Commune, le Directoire considérant l'attitude des émigrés et le renvoi de leurs serviteurs maintenant sans moyens d'existence..., leur conduite qui porte atteinte à plusieurs articles de la Déclaration des Droits..., que l'amour-propre offensé ne pardonne jamais..., qu'ils se proposent d'envahir la France avec une bande de brigands, persistant dans les réclamations déjà consignées dans son arrêté du 28 octobre dernier supplie l'A. N. de réagir... de punir... de séquestrer les biens... ».

— Mesures prises par la Municipalité : 4 mars, 6 mars : arrestation des voitures passant la nuit, examen des passeports, etc...

Affaire Kermel. 14 mars 1791.

Rapport de Guérard, lieutenant-colonel de la Garde Nationale et de Lamandé. Extraits... [S. M. 39. Délibération du 14 mars 1791 et S. M. 40, même date].

Un domestique de M. de Kermel, conduisant trois chevaux et porteur de papiers compromettants cachés dans la coiffe de son chapeau, est arrêté à 10 heures du matin et conduit « aux geolles ».

Interrogatoire de M. de Kermel : « ...Avons requis mon dit sieur de Kermel (fils) de reconnaître si trois lettres non cachetées... sont effectivement de lui... a déclaré les reconnaître et en avoir chargé le dit domestique. Requis M. de Kermel de nous déclarer à qui il adressait les trois juments... et quelle était leur destination, a répondu qu'il allait passer deux ou trois jours à Valenciennes, (et que les juments étaient destinées) à M. Duparc, capitaine commandant au régiment de Colonel général à Valenciennes. Requis M. de Kermel de déclarer si les juments n'appartiennent pas à M. de Kerouartz son beau-frère, si elles n'étaient pas destinées pour lui, a répondu que oui. Interpellé M. de Kermel de déclarer pourquoi il a muni le dit domestique d'un certificat signé Duparc qui atteste que les trois chevaux appartiennent à M. Duparc... a répondu que c'était une petite ruse innocente pour les faire passer plus sûrement à leur destination. Interpellé de nous déclarer s'il con-

naît M. Carasinel (?) auquel il adressait les dites juments et qu'il paraissait d'accord de la ruse imaginée pour les faire passer à M. de Kerouartz sous le nom de M. Duparc et quel était le secret de M. son frère qu'il confiait à M. Carasinel a répondu qu'il n'a vu qu'une fois M. Carasinel et qu'il n'était nullement instruit de la chose. Interpellé de nous déclarer pourquoi il n'a pas voulu faire prendre de passeport (régulier) au dit domestique, pourquoi il a prié M. Carasinel de brûler son billet, a répondu qu'il craignait qu'en prenant un passeport... cela eut fait un état, et que relativement au brûlé du billet, que c'était afin de rendre la chose secrète. Interpellé de nous déclarer quel est le sens du deuxième billet adressé à M. Duparc le 13 mars 1791 dont il a ci-devant reconnu l'écriture et qu'il n'avait signé, dont la teneur suit : « Voilà comme vous voyez mon cher chevalier une commission bien délicate. Dieu veuille que le tout vous arrive sans encombre comme j'ai droit de l'espérer par toutes les précautions que j'ai prises. Vous savez sûrement que Kerouartz veut avoir ses chevaux là-bas et je vous serai bien obligé de les lui faire passer plus tôt que plus tard si toutefois la chose est possible ; c'est vraiment un service à lui rendre car il pourra en avoir incessamment besoin. J'espère qu'ils arriveront sains et saufs à Valenciennes. Je finis en vous assurant de mon inviolable attachement pour vous. Si mon frère n'est pas à Bonn, il vous aura fait savoir sûrement où il faut lui adresser les bêtes chevalines... », a répondu que la commission était délicate parce qu'il craignait que les chevaux eussent été arrêtés en route, que son frère lui mandait incessamment qu'il en avait besoin, qu'il les lui avait envoyés de suite... ».

Interrogatoire du domestique... — Pierre Le Quéré, domestique chez M. de Kerouartz depuis 4 ans :

« Interpellé le dit Quéré de nous déclarer s'il a sur lui d'autres papiers que ceux sur lui saisis le matin de ce jour, a répondu qu'il n'en avait point d'autres. Interpellé de retourner les poches de son vêtement, ce qu'il a fait, il y a été trouvé un certificat du 13 mars 1791, signé de Kermel fils, officier de cavalerie, et une lettre adressée à M. Carasinel au château du Parc près Broons. Interpellé de déclarer s'il a connaissance du contenu de la dite lettre a déclaré que pour nous en instruire nous pouvions l'ouvrir ou qu'il l'aurait ouverte en notre présence. De son consentement, ouverture est faite de la dite lettre, avons vérifié qu'elle est datée... signée..., qu'elle contient ce qui suit : « Je vous envoie, Monsieur, suivant l'intention de mon frère, ces trois juments de selle et je vous serai bien obligé qu'on ait d'eux (*sic*) tous les soins néces-

saïres pendant qu'ils seront au château du Parc. Soyez persuadé du sincère attachement de votre très humble serviteur. De Kermel ». Interpellé de signer... a déclaré ne le savoir faire et de ne prendre rien sur son compte. Interpellé de déclarer s'il savait où il devait conduire les juments dont il était chargé, a répondu qu'il était chargé de les conduire au Parc à deux lieues de Broons, après avoir dit d'abord qu'il ne savait où il allait et qu'il était aussi bête que celle qui passait dans la rue. Interpellé de déclarer s'il n'a pas connaissance qu'après avoir séjourné au Parc, il devait conduire ailleurs les trois juments..., interpellé de reconnaître qu'il a dit ne déclarer pourquoi il a dit dans une maison de cette ville le matin de ce jour qu'il allait bougrement loin et qu'il prenait congé d'eux et peut-être pour toujours, a répondu n'avoir pas connaissance d'avoir tenu le dit propos. Représenté au dit Quéré qu'il est évident qu'il ne dit pas la vérité puisqu'on a saisi sur lui, entre la doublure et la forme du chapeau une route du dit lieu du Parc à Valenciennes, où ses dîners et couchés sont marqués, a déclaré qu'il ne sait pas lire et qu'il ignore où on devait l'envoyer après son arrivée au Parc. Interpellé de déclarer si c'est lui qui a mis entre la coëffe et la forme de son chapeau les papiers qui y ont été trouvés, a déclaré qu'on lui demanda son chapeau, qu'on lui remit ensuite son chapeau et qu'il s'en couvrit sans s'apercevoir de rien. Interpellé de déclarer qui lui demanda son chapeau et le renvoya ensuite de l'appartement, a déclaré qu'il craignait d'être foutu dehors et qu'au surplus nous savions bien qui c'était. Remontré au dit Quéré qu'il tombe dans une contradiction manifeste et qu'il ne respecte pas plus la vraisemblance que la vérité vu qu'il aurait été inutile de mettre des papiers entre la coëffe et la forme de son chapeau s'il l'avait ignoré et que de plus il a reconnu devant témoins que les dits papiers y étaient, a déclaré qu'il n'y a rien à dire. si ce n'est que c'est M. de Kermel fils qui a glissé les papiers... ».

Décision du Bureau municipal : « En conséquence, le Bureau fait défense au dit Le Quéré de conduire des chevaux à aucun des citoyens de la ville et des environs sans une permission expresse de la municipalité et de tomber à l'avenir en pareille faute..., arrête que les faits et projets constatés... seront dénoncés à M. l'accusateur public... copie au Comité de recherche de l'A. N. avec prière de solliciter un décret contre les émigrants qui manifesteraient le projet de porter les armes contre la patrie, tels que M. de Kerouartz violemment soupçonné de cette félonie, étant émigré depuis environ un an et d'indiquer que le vœu de la municipalité serait que tout émigrant qui, dans le cas d'une invasion

en France, surtout un militaire tel que le Sieur Kerouartz, ne serait pas rentré dans le royaume dans un bref délai et ne prêterait pas le serment civique encourrait la confiscation, au moins le séquestre de ses biens... ».

A, 17. — *Défense de se masquer* [S. M. 123, et La Presse Guingampaise, 1932, n° 11].

ARRÊTÉ MUNICIPAL

Article 1. — Il est défendu à toutes personnes de se masquer et de courir les rues ou lieux publics dans cet état, soit de jour ou de nuit.

Art. 2. — Il est défendu aux marchands de vendre des masques.

Art. 3. — Il est défendu à toutes personnes de recevoir, loger ou recéler des gens masqués ni de chercher à s'introduire par violence, masqués ou non masqués, soit de jour ou de nuit, dans les festins ou assemblées où elles n'auraient pas été invitées.

Art. 4. — Le tout sous peine d'être arrêtés sur le champ, conduits en prison et poursuivis selon la rigueur des ordonnances.

Art. 5. — Ordonné que cette proclamation sera lue, publiée et affichée dans les vingt-quatre heures.

A Guingamp, le 3 mars 1791.

REQUÊTE PRÉSENTÉE PAR MONSIEUR CHARLES HELLO.

Procureur de la Commune

Messieurs,

Depuis que la déclaration des droits est venue rappeler à l'homme la dignité de son être, depuis que le flambeau de la philosophie du XVIII^e siècle est venu luire aux yeux des Français et éclairer la scène intéressante qui se passe chez eux, la nation a sorti comme après un songe des ténèbres et de l'ignorance où un honteux esclavage la tenait enchaînée. Aussitôt par le plus heureux accord, tous les citoyens de ce bel empire ont travaillé de concert à détruire les usages grotesques et barbares qui avaient jusqu'alors dégradé leur existence morale et politique. Ils ont porté cette heureuse réforme jusque sur leurs amusements en substituant, dans presque toutes les villes de l'Empire, aux mascarades, aux orgies nocturnes et autres semblables fêtes scandaleuses qui tenaient plus d'un peuple de sauvages que d'une nation policée, des fêtes patriotiques et militaires, où ils célèbrent et chantent

la conquête de notre liberté : ça été dans ces fêtes où le feu sacré du patriotisme s'est communiqué et a pour bien dire embrasé le cœur de nos jeunes citoyens auxquels nous sommes redevables du bonheur de la France.

Ce n'a pas été en se défigurant par de faux visages que les jeunes citoyens français ont fait trembler les aristocrates et leurs partisans, mais bien en se montrant à découvert. Laissons donc aux lâches ces moyens vils, mais rendons justice aux jeunes citoyens de notre municipalité qui ont toujours montré la plus parfaite soumission aux lois ; il suffira de leur rappeler que la loi défend les mascarades, ils seront les premiers à s'apercevoir du danger de ces « vils amusements » et à s'en abstenir.

Nous ne donnerons plus lieu à la plaisanterie que nous ont faite les Anglais nos voisins qui disaient que les Français devenaient fous pendant trois jours de l'année ; nous n'imiterons pas les moines d'Espagne qui au grand scandale de la religion mettent des masques et dansent dans les églises en plusieurs fêtes solennelles.

D'après ces réflexions nous sommes persuadés que les bons citoyens se dispenseront désormais de se donner en spectacle au public. Mais il est des gens mal intentionnés, dévoués à l'ancien régime ou soudoyés par les ennemis de la constitution qui cherchent et saisiraient la première occasion de susciter des troubles ; il serait à craindre que sous le masque, peut-être même sous les noms de quelques-uns des bons citoyens, ces sortes de gens ne commissent quelques atrocités, ne donnassent le branle à quelque événement fâcheux.

Il est donc indispensable, pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité de rappeler les lois qui régissent cette partie importante de la police.

L'art. 1^{er} de l'ordonnance donnée par François I^{er} à Châtillon-sur-Loing, le 9 mai 1539, « défend à toutes personnes de quel qu'état qu'elles soient d'aller par villes, cités, forêts, bois, bourgs et chemins armés de harnais secrets ou apparents, seuls, ni en compagnie, masqués, ni déguisés, sous quelque cause que ce soit, sous peine de confiscation de corps et de biens, sans aucune exception de personne ».

L'art. 2 de la même ordonnance « défend à toutes personnes de recevoir, loger ni révéler telle manière de gens sous peine d'être dits complices et punis de pareilles peines ».

L'ordonnance de Blois, art. 198, « veut qu'il soit couru sur les masques par autorité de justice en toute voie d'hostilité et à son de tocsin et qu'étant appréhendés par le juge du lieu ils soient punis sans dissimulation ».

Une ordonnance de police pour la ville de Paris du 11 décembre 1742 fait défense à toutes sortes de personnes masquées ou non masquées, qui n'auront pas été invitées aux repas, festins de noces ou assemblées, soit de jour, soit de nuit, de s'y introduire avec violence, à peine d'être traitées et poursuivies comme perturbateurs du repos public et à cet effet arrêtées et conduites en prison.

A, 18. — *La querelle des préséances.*

— *Extrait de la « pétition des citoyens actifs de la commune de Guingamp aux Représentants des Français à l'Assemblée Nationale »* [S. M. 114].

« ...L'article 5 du décret du 20 mars 1790 porte « les officiers municipaux marcheront même dans les cérémonies religieuses immédiatement après le clergé ». Les officiers municipaux de Guingamp fondés sur cette loi étaient en possession de marcher immédiatement après le clergé, avant qu'il existât à Guingamp un Directoire de district, il ne fut formé qu'à la fin de 1790. Le 23 juin 1791, jour de la Fête-Dieu, première procession publique faite par le clergé constitutionnel, le district de Guingamp se plaça de force entre le clergé et la municipalité. La municipalité constata cette violence par un procès-verbal ; et pour prévenir un pareil trouble et le scandale, elle rendit une ordonnance de police : elle défendit, en conformité du décret du 20 mars 1790, à qui que ce fut de se placer dans les cérémonies religieuses et publiques avant la municipalité, elle arrêta que la force publique serait employée pour l'exécution de son jugement... ».

— *Délibération du Directoire du district de Guingamp du 24 juin 1791* [S. M. 16].

Extraits : Le 23 juin, le procureur syndic se transporta chez le maire de Guingamp pour lui annoncer que les administrateurs de district marcheraient à la procession du sacre et prendraient le pas sur les membres de la municipalité. N'ayant pu lui parler, il l'en informa dans l'église, le même jour, à l'issue de la grand'messe. Le maire répondit qu'il aurait le premier pas ; on alla à la sacristie (administrateurs du district et officiers municipaux) pour délibérer. Le procureur syndic lut les décrets de l'Assemblée Nationale avec sommation d'y déférer. La municipalité persista dans ses intentions... « résistance dangereuse et contraire aux lois de l'Etat »... L'après-midi la municipalité fit proclamer à son de tambour qu'elle aurait le premier pas et dans toutes les

occasions et qu'à cet effet elle emploierait la force armée. — « Arrêté séditieux et coupable comme tendant à discréditer aux yeux du peuple et à s'armer contre une administration supérieure... une infraction, une révolte ouverte contre les décrets de l'Assemblée Nationale sanctionnés par le Roi... un exemple dangereux et capable de détruire la subordination si recommandée par l'A. N., d'amener l'anarchie, de porter dans l'Etat le trouble et le désordre, enfin de commencer par Guingamp la guerre civile que les ennemis du Bien public cherchent journellement à allumer dans le royaume ».

Le District est d'avis que la délibération de la municipalité soit cassée, annulée, biffée, que la municipalité soit suspendue de ses fonctions, qu'il soit enjoint à toutes les gardes nationales du district de tenir la main à l'exécution des décrets de l'Assemblée Nationale.

La délibération parle de la vanité et de l'orgueil de la municipalité qui a osé s'ériger en législatrice !

Cérémonie du 14 juillet 1791. [A, 19.]

Délibération du Directoire du département des Côtes-du-Nord du 28 octobre 1791 [S. M. 11].

Extrait du discours du vice-président : « ...Vous êtes en opposition à la loi, lorsque vous adoptez une mesure qui tend à avilir aux yeux du public les délégués du peuple de votre district et à leur ravir le respect et la dignité dont la loi a voulu environner ses organes. Messieurs, vous êtes les premiers officiers d'une ville qui a souvent montré un ardent amour pour la Constitution, et vous voulez certainement en être les amis et les défenseurs ; il en coûte au Directoire pour vous manifester son improbation...

L'ordre public exige que le Directoire s'explique ; il faut que votre arrêté soit annulé, et parce qu'il a reçu une publicité qui compromet l'administration à laquelle vous êtes subordonnés, et qui vous a donné un grand exemple de sagesse et de modération ; il est juste que la réparation soit éclatante. Ainsi, et seulement ainsi, obéissance sera rendue à la loi, et vous Messieurs vous rentrerez par une noble soumission dans le cercle des pouvoirs constitutionnels d'où un instant de vivacité vous a fait sortir... »

Arrêté : « Le Directoire déclare... annuler l'arrêté (de la municipalité de Guingamp du 24 de ce mois) comme contraire à la Constitution et au respect dû aux autorités constituées par la loi et défend à la municipalité de Guingamp de le mettre à exécution... ».

A, 19. — *La Fédération du 14 juillet 1790 et la Fête anniversaire du 14 juillet 1791.*

— Le 25 juin 1790, eurent lieu les élections des représentants des gardes nationales à la Fédération parisienne du 14 juillet 1790. Participèrent au vote (district de Guingamp) 19 paroisses et trêves et 154 électeurs militaires représentant 2812 gardes nationaux (812 pour la ville même). Il fut décidé que le nombre des délégués serait 14 : 4 pour Guingamp et son canton ; 10 pour le reste du district. Elus de Guingamp : De la Vissière, Guérard de Ballet. Radenen fils, Brunot père qui sera le porte-bannière des Côtes-du-Nord à la Fédération (ce dernier renseignement : dans une Lettre de Brunot père à Mauviel son gendre (13 nov. 1792) [Archives particulières de M. de Bellaing, Guingamp]. Alexandre Buhot, médecin et Louis Onfray furent, sur leur demande, admis à se joindre aux délégués, mais à leurs frais. Les délégués recevaient une allocation de 4 livres par jour.

Le département envoya 110 gardes. A leur retour, toutes les gardes nationales se portèrent à leur rencontre et un banquet de réception fut organisé à Lamballe.

— 14 juillet 1791. — *Délibération du Directoire du District* [S. M. 16].

« ...les administrateurs..., suspendant momentanément leurs occupations administratives, se sont transportés du lieu de leurs séances sur la place du Vailli de cette ville, appelée le Champ de la Fédération, pour assister à la cérémonie commémorative du 14 juillet, décrétée par l'Assemblée Nationale — y rendus, ils y ont trouvé le corps municipal de Guingamp avec plusieurs autres officiers de municipalité rurale, placés en face de l'autel de la patrie élevé en cet endroit, les gardes nationales de la ville et de divers autres endroits formant un bataillon carré ; les juges du Tribunal suivaient le Directoire dont les membres n'ont pu voir sans étonnement la démarche d'une municipalité qui semble méconnaître les égards qui leur sont dûs et les pouvoirs dont ils sont revêtus. Craignant d'apporter du trouble dans une fête aussi auguste par des contestations tumultueuses autant que puérides, l'on s'est rangé à la droite avec les juges du tribunal qui ont imité cet exemple. La messe a été dite à voix basse, ensuite Monsieur le Curé constitutionnel a fait un discours à l'Assemblée. Sur ce, le maire et procureur de la commune de Guingamp, s'avançant vers le Directoire, lui ont proposé de faire le serment en même temps qu'eux, à quoi le président du Directoire a répondu qu'ils pou-

vaient faire leur serment, que le Directoire ferait le sien en particulier. Alors le maire a harangué l'Assemblée, a prononcé ensuite la formule du serment à laquelle il a été répondu par acclamation « nous le jurons », alors le Directoire et son vice-président montant vers l'autel de la patrie, le président portant la parole a prononcé la formule du serment d'être fidèle à la nation et à la loi, et de maintenir de tout son pouvoir la constitution du royaume décrétée par l'Assemblée Nationale, tant contre les ennemis du dedans que du dehors. Les administrateurs, les mains sur l'autel de la patrie, ont répété individuellement « nous le jurons ». Ensuite les juges du tribunal ont prononcé le leur. La cérémonie terminée, le Directoire s'est rendu au lieu ordinaire de ses séances et a arrêté, oui le procureur syndic, qu'expédition du présent serait adressée au département des Côtes-du-Nord pour lui donner connaissance par itérative de son amour de la paix et du bien public et des prétentions absurdes d'une municipalité qui semble perdre de vue les principes et les sentiments d'une subordination constitutionnelle ».

A, 20. — *L'organisation des nouvelles municipalités.*

(Décret de l'A. N. du 12 décembre 1789. Lettres Patentes du Roi de fin décembre 1789 et de janvier 1790. — Instruction de l'A. N. du 14 décembre 1789. — Lettre des députés de Bretagne du 3 janvier 1790). [S. I., 7, 8.]

Le pouvoir municipal était confié : 1/ à un Corps municipal (de 9 membres, maire compris, dans les communes de 3.000 à 10.000 habitants) assisté d'un procureur de la Commune n'ayant pas voix délibérative, d'un trésorier au besoin, et d'un secrétaire greffier ; 2/ à des notables en nombre double de celui des membres du Corps municipal (soit 18 pour Guingamp). Les membres du Corps municipal et les notables constituaient le Conseil général de la Commune ; le Corps municipal proprement dit se subdivisait en Bureau (1/3 des membres dont le maire), chargé de l'exécutif et en Conseil délibérant (les 2/3 restants des membres). L'ensemble de tous ces organismes s'appelait la Municipalité.

Les fonctions municipales étaient de deux sortes : 1/ les fonctions propres au pouvoir municipal comme la régie des biens et revenus de la commune, la direction et l'exécution des travaux publics à la charge de la Communauté, l'administration des établissements communaux, la police, la salubrité ; 2/ les fonctions propres à l'administration générale comme la répartition, la perception et le versement des contributions directes; la direction des

travaux publics décidés par l'administration du district ou celle du département, la surveillance des propriétés publiques, l'inspection des travaux relatifs aux édifices et objets servant au culte religieux. Le Conseil général n'avait à délibérer que des affaires réellement importantes : emprunts, impositions extraordinaires pour les dépenses locales, acquisitions ou aliénations d'immeubles, travaux publics, procès à intenter ou à soutenir. En toutes occasions, le pouvoir municipal restait subordonné aux Assemblées administratives du district et du département qui devaient recevoir et approuver les délibérations principales, vérifier les comptes, accepter et examiner les dénonciations présentées par les citoyens actifs ayant à se plaindre de l'administration locale.

Les membres du Conseil municipal étaient élus pour deux ans : le maire et le procureur au scrutin uninominal et à la majorité absolue (à la majorité relative au 3^e tour de scrutin, les citoyens actifs portant leurs voix sur les deux candidats ayant obtenu le plus de suffrages au second tour, la priorité étant accordée au plus âgé en cas de partage égal des suffrages au 3^e tour) ; les conseillers, renouvelables par moitié chaque année, au scrutin de liste double (chaque liste comprenant deux fois plus de noms que de membres à élire), à la majorité absolue aux deux premiers tours, relative au 3^e ; les notables, au scrutin de liste et à la pluralité relative. Le Corps municipal désignait les membres du Bureau ; le Conseil général, le secrétaire et le trésorier. En cas de vacance pendant la durée du mandat, avaient lieu de nouvelles élections pour les places de maire et de procureur tandis que les notables, suivant l'ordre du plus grand nombre de voix, remplaçaient les conseillers. Le conseiller ayant réuni le plus grand nombre de suffrages à l'Assemblée électorale suppléait le maire absent.

Les décrets spécifiaient que les parents ou alliés (jusqu'au 3^e degré en ligne collatérale) ne pourraient être conseillers en même temps et les charges de conseiller et de juge, de percepteur d'impôts, de garde national étaient incompatibles ; ils accordaient l'éligibilité aux officiers des anciennes municipalités.

A, 21. — *Adresse de la nouvelle municipalité à l'Assemblée Nationale* : 3 février 1790.

(Registre politique de la Municipalité : 31 janvier 1790 - 3 août 1790) [S. M. 37].

« Nosseigneurs,

Les Maire, officiers, procureur de la C^{me} et Notables de la nouvelle municipalité de Guingamp, cédant avec transport à l'impul-

sion des sentiments patriotiques dont ils sont pénétrés, désirant se conformer au vœu général de leurs concitoyens dont ils ont la Gloire et le Bonheur d'être les interprètes, s'empressent de s'acquitter du plus sacré de leurs engagements en vous priant d'accueillir, sous les auspices de la liberté naissante, l'adhésion la plus respectueuse aux décrets constitutionnels qui sont les fruits de votre sagesse, et qui seront une source inépuisable de bienfaits pour une nation aussi recommandable par sa générosité naturelle que pour son amour inviolable pour la personne adorée du meilleur des rois dans le dessein de perpétuer chez nos neveux le souvenir d'un acte si cher à nos cœurs, la première de nos délibérations a eu pour objet de statuer que les expressions en seraient transcrites sur nos registres... registres à jamais dignes d'une sorte de culte moral, pour la dédicace solennelle que nous en faisons aux vertueux représentants des Français à l'Assemblée Nationale !

Nous sommes avec le plus profond respect,

Nosseigneurs, vos très humbles, très obéissants serviteurs.

Les Maire, officiers, procureur de la C^{me} et Notables de la nouvelle municipalité de Guingamp... »

A, 22. — « *Observations et pétition de la Municipalité sur les véritables besoins de la ville et les moyens de rem placer les octrois et les taxes à la consommation* ». [S. M. 113].

« On voit, par cet état, que le revenu annuel de la municipalité de Guingamp est de 1.257 l. 18 s. 2 d. sur lesquelles il faut encore déduire les impositions. Les intérêts des dettes constituées montent à une somme de 3.605 l. 3 s. ; les charges anciennes et indispensables à 6.048 l. ; les dépenses nécessaires pour le service général de l'état à 1.588 l. Le total des charges est donc de 11.241 l. 3 s. ; celui du revenu 1.257 l. 18 s. 2 d. ; il manque à la municipalité 9.983 l. 4 s. 10 d. pour l'acquit de ses dettes et charges indispensables.

Nous n'avons pas compris dans l'état des charges des articles qui ont rapport au culte et qui étaient cy-devant acquittées par la municipalité, tels que les salaires des prédicateurs, organistes et sous-sacristes montant à 425 l. attendu qu'elle n'en doit plus être chargée suivant le nouveau régime pour l'administration des fabriques. Mais outre les objets portés dans les 8^e et 9^e colonnes et qui sont absolument nécessaires, il y en a beaucoup d'autres auxquels il est indispensable de pourvoir lorsque l'achèvement de l'hôtel-de-ville dont la salle basse, la seule propre à assemblée

publique est prise d'après un décret pour le tribunal du district ; le transport du cimetière hors ville ; la construction de cazernes ; celle de différentes parties de pavez ainsi que des murs de la place nationale et plantation ; l'établissement et entretien de 30 réverbères pour la dépense première desquels objets il faudrait une première dépense de 80.000 l. et un entretien annuel de 1.200 l. pour tous ces objets. Le collège n'est pas suffisamment doté ni commodément placé et le serait beaucoup mieux dans une des communautés supprimées des jacobins ou des capucins. Il conviendrait d'y établir pour l'utilité publique : 1° un instituteur de droit public et constitutionnel aux appointements de 300 l. pour gratification ; 2° un maître d'écriture et d'arithmétique aux appointements de 600 l. ; 3° un maître d'hydrographie et de mathématique aux appointements de 600 l. ; 4° un maître de latin à ceux de 300 l., ce qui fait au total 1.800 l. Pour subvenir à ces besoins, la commune assemblée, considérant qu'elle ne forme pas une société isolée, mais une portion de la société générale de l'empire, considérant que la liberté des citoyens ne permet aucun impôt local sur les comestibles et le commerce, ni barrières, ni rien qui puisse ressusciter l'odieux régime de la maltôte, que la généralité de l'impôt préviendra les bigarures des surcharges locales, que les besoins des municipalités doivent être pris principalement sur les objets de luxe ou qui ne sont pas de première nécessité, votte pour une addition à cet objet, à une addition suffisante de sols pour livre aux droits de timbre et subsidiairement à l'enregistrement sur la totalité du royaume pour frayer aux besoins des municipalités, considérées comme véritables et première charge de l'état. — Fait en Bureau d'après l'avis et le rapport des commissaires de la commune nommés par délibération du 17 avril 1791, le onze mai 1791, Pierre Guyomar, maire, Festou... Huon... »

A, 23. — *Autopsie du cadavre de M. Ansquer* : 19 novembre 1791. [S. M. 115.]

« L'an mil sept cent quatre-vingt-onze, le dix-neuf novembre, nous, soussignés Gervais Haudouin, Docteur en médecine, Pierre Depasse, et Jules-Marie Lefèvre, maîtres en chirurgie, demeurant tous séparément en la ville de Guingamp, certifions que pour obéir à l'ordonnance du tribunal de police du jour de hier, nous nous sommes transportés de nos susdite demeure à celle de Louis-Renné Ansquer, docteur en médecine et demeurant en la dite ville, pour faire la visite et ouverture de son cadavre afin de donner les cause de mort, on y étant randu sur les onze heure du matin de ce jour,

nous avons trouvé le dit Ansquer couvert de son suère, et les personnes présente nous ont dit qu'il été mort du jour de hier sur les sept heure du matin et procédant à la visite extérieure, nous n'avons trouvé rien de contre nature, si ce n'est le corps et les mambres tuméfié et le ventre un peu tendu, après avoir fait l'ouverture de la teste par les moyens uzité, nous avons trouvé les vaissaux sanguins tant de la dure et pie mère, ensi que ceux du cerveau gorgé de sang, le plexus coroyde et les vaissaux du cervelet égallement gorgé de sang, les vantricules du cerveau contenant beaucoup plus d'eau que dans l'état naturel, les visseres de la poitrine en bon état, passant au bas vandre, nous avons trouvé le fois gros et tendu, la vésicule du fiel gorgée de bile et contenant quarante neuf concrétions pierreuse et très noire, l'intestin jejunom un peu enflammé sur une longueur d'environ quatorze poudes, de tout quoy nous estimons que la mort précipitée du dit Louis Renné Ansquer a pour cause une fièvre maligne bilieuze, en foy de quoy nous avons signé le présent pour servir et valoir comme il sera, vu à Guingamp le dit jour et an comme si devant. — Depasse, Hodouïn, Lefèvre. »

Louis-René Ansquer, docteur en médecine, ancien maire (fils de Jean-René, docteur en médecine) est décédé le 18 novembre 1791 à 39 ans et a été inhumé le 19 (Registre des sépultures de la paroisse Notre-Dame de Guingamp, n° 91 — GG 41). Cf : Sée et Lesort [S. I., 48 — I, p. 14, note 1].

A, 24. — *La fuite du Roi* (21 juin 1791).

(Registre des délibérations du Conseil général du district de Guingamp [S. M. 15], des 29 et 30 juin 1791).

« L'Assemblée convoquée par circulaire du 27 de ce mois à l'effet d'aviser aux moyens les plus propres à la conservation de la tranquillité publique et au rétablissement du calme qui doit succéder à la fermentation que la fuite du Roi a dû nécessairement occasionner.

Arrête :

1° de faire offre au département de former une garnison (avec Lannion et Pontrieux) à Tréguier de gardes nationales gardes-côte ;

2° d'engager des citoyens de bonne volonté à s'inscrire à la municipalité et pour se tenir prêts à se réunir au 1° ordre ;

3° de relâcher les sieurs Harel, Le Barazer, Le Calvez — enjoins de se retirer dans le lieu de leur naissance et d'y rester tranquilles,

sauf aux religieuses (Carmélites et Ursulines de cette ville) de se pourvoir de directeurs tranquilles — de dénoncer à l'accusateur public le sieur Olivier ci-devant curé de Plouisy ;

4° d'écrire aux municipalités de veiller à la tranquillité publique, de surveiller la conduite des réfractaires, ci-devant privilégiés et autres ;

5° d'engager le département à donner paye double (alloués présentement : 15 sous par jour) aux gardes nationales marchant de nuit et de jour ;

6° de charger la municipalité de Saint-Adrien de veiller particulièrement sur la conduite du sieur Lozahic prêtre ;

7° de dénoncer à l'accusateur public le sieur Le Diouren ci-devant vicaire à Plongonver. »

« L'Assemblée justement indignée de l'évasion de Louis XVI, jusqu'à ce jour les délices du peuple français et que des conseillers perfides allaient entraîner à sa perte en exposant la patrie aux dévastations d'une guerre étrangère et aux horreurs des dissensions intestines ;

Considérant que le délire et le ressentiment des antirévolutionnaires doivent échouer devant les sages mesures et par les exemples d'intrépidité calme et de patriotisme éclairé que viennent de nous donner nos augustes représentants ;

Considérant que c'est par l'harmonie des pouvoirs que la force publique acquiert cette énergie qui triomphe de tous les obstacles ;

Considérant enfin que c'est dans les crises qui ébranlent les états et dans les calamités qui intéressent l'universalité des citoyens qu'il convient à des administrateurs de prouver à leurs représentants combien ils sont jaloux de répondre aux obligations imposées par la loi et par la conviction de la justice de la cause qu'ils ont embrassée ;

Arrête, ouï le procureur syndic, de renouveler les expressions de son dévouement inviolable à la Constitution décrétée par l'Assemblée Nationale, protestant qu'aucuns événements ne sauraient altérer les sentiments gravés au fond des cœurs des individus qui la composent, réitérant, en session extraordinaire, la profession de foi qu'elle a déjà manifestée, d'employer tous les moyens, toutes les ressources qui sont à sa disposition pour le maintien et la défense de la cause commune ; Et, pour y donner plus d'authenticité,

Arrête qu'extrait de la présente délibération sera adressé à l'Assemblée Nationale afin qu'elle connaisse que le zèle dont nous sommes animés ne fait que s'accroître chaque jour et va redoubler d'activité dans les circonstances actuelles ».

A, 25. — *La déchéance du Roi.*

Adresse de plus de 150 habitants de Guingamp à l'Assemblée Législative (du 17 août 1792 ?). [S. M. 5 et S. I. 41, p. 174].

« Législateurs, par votre décret du 10 août, vous avez attaqué l'arbre du mal dans sa racine. Vous avez lié le Protée qui sous mille formes se présentait pour s'opposer aux progrès de la raison et de la liberté... Les rois sont des êtres immoraux répandus sur la terre pour le malheur de l'humanité. Si c'est une nécessité d'en avoir, on peut dire que c'est un mal nécessaire... Une Convention nationale, telle que vous l'avez décrétée, nous apprendra que de bonnes lois, de bonnes institutions n'ont besoin d'aucun moyen coercitif et que l'ascendant de la raison triomphe dans toutes les âmes. »

BIBLIOGRAPHIE

Deux ouvrages essentiels donnent une bibliographie étendue sur les Côtes-du-Nord :

POMMERET (Abbé H.). — *L'esprit public dans le département des Côtes-du-Nord pendant la Révolution* (1788-1799) [ci-après : S. I., 41] ;

DURAND (R.). — *Le département des Côtes-du-Nord sous le Consulat et l'Empire* (1800-1815) [ci-après : S. I., 27].

De nombreuses indications bibliographiques sur la Bretagne se trouvent également dans :

RÉBILLON (A.). — *Les Etats de Bretagne de 1661 à 1789* [S. I., 43].

SOURCES MANUSCRITES

(S. M. : Sources manuscrites)

ARCHIVES NATIONALES

(Voir la bibliographie complète dans l'ouvrage de H. Pommeret [S. I. 41.] *L'esprit public dans le département des Côtes-du-Nord pendant la Révolution...*)

Notons :

1. C. 103 (Motions et adresses particulières) : Dons patriotiques.
2. Lb 39/2350. — A. Le Mintier : Lettre du Roi (du 3 septembre) mandement de Mgr l'évêque de Tréguier, Morlaix, s. d.
3. F1c III, Côtes-du-Nord, 2. — Procès-verbal des élections de Guingamp-ville (25 et 26 janvier 1790).
4. D xxix bis 14. — Lettre du 9 novembre 1790 (du club patriote).
5. D x L 5. — Adresse de plus de 150 habitants de Guingamp à l'Assemblée Législative (s. d.) — août 1792.
6. Lb 39/2839. — Procès-verbal des séances tenues par les jeunes citoyens de Bretagne et d'Anjou extraordinairement rassemblés en la ville de Pontivy, le 15 janvier 1790. s. l. n. d.
7. Lb 39/2988. — Procès-verbal de l'Assemblée tenue à Pontivy le 15 et autres jours de février. Paris, 1790.
8. Lc 2/102. — Le Héraut de la Nation (1^{er} janvier 1789-30 juin 1789).

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES D'ILLE-ET-VILAINE

9. C. 1715 et 1716. — Fonds de l'Intendance. — Événements d'avril 1789.
10. C. 4116. — Rôle pour la capitation des habitants de la ville de Guingamp et faubourgs pour 1788 et 1789 (Liasse).

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DES CÔTES-DU-NORD

Registres :

11. Registres des Délibérations et Arrêtés du Directoire du département et de l'Administration centrale des Côtes-du-Nord. (8 registres du 4 août 1790 au 24 germinal an VIII), 1^{er} Registre.
12. Registres de Correspondance générale du Directoire et de l'Administration centrale des Côtes-du-Nord (organisation des autorités constituées — objets généraux et surveillance). (5 registres du 6 novembre 1790 au 20 germinal an VIII), 1^{er} registre.
13. Registres de Correspondance générale du département des Côtes-du-Nord relative à la guerre (2 registres) : 1^{er} registre (10 août 1790-21 février 1791) ; 2^e registre (21 février 1791-30 août 1791).
14. Registre de Correspondance du procureur général syndic du département (25 juin 1790-brumaire an IV).
15. Registre des Délibérations du Conseil général du District de Guingamp (14 juin 1790-25 messidor an II).
16. Registre des Délibérations du Directoire du District de Guingamp (1^{er} août 1790 - 2 janvier 1792).
17. Registre de Correspondance du Directoire du District de Guingamp (4 registres du 13 août 1790 au 17 messidor an II), 1^{er} registre.
18. Registre de Correspondance du procureur syndic du District de Guingamp (2 novembre 1791).
19. Registre des traitements et pensions du clergé (District de Guingamp (17 décembre 1790 - 8 octobre 1792).
20. Registre : Vente des biens nationaux (1^{re} et 2^e origines). Liasses : Guingamp, 1 à 39.
21. Registres : Impositions réelles et personnelles. District de Guingamp (24 février 1791 - 14 nivôse an IV).

Série L (liasses non classées)

22. Tableau des Administrateurs du district de Guingamp sur le prix des marchandises et denrées, journées et main-d'œuvre en juin 1790.

23. Etat dressé pour une répartition du savon (à Guingamp) s. d. (1790-1791).
24. Etat général des impositions de 1790 et des 6 derniers mois de 1789 pour les privilégiés.
25. Impôts directs du district de Guingamp en 1790. Bureaux des devoirs, des contrôles et des aides.
26. Affaire Chermat (septembre 1790). Octrois.
27. Personnel et administration générale. 3 liasses (1790-an IV).
28. Pièces diverses non classées. 3 liasses (1790-an IV).
29. 2 L (m.). Correspondance des municipalités des communes des 10 cantons du district de Guingamp. 10 liasses (1790-an IV).
30. Finances. Contributions. 4 liasses (1790-an IV).
31. L (m³). Elections des juges de paix et assemblées primaires de 1790 à 1793. Personnel. Election des comités de surveillance 13 liasses sans numéro d'ordre.
32. L (m³). Election des curés des 5 et 6 juin 1791.
33. C 165. Lettre de Le Provost de Launay du 21 janvier 1789.
34. F. Liste incomplète des membres de la Loge « L'Etoile des Maçons ».

ARCHIVES MUNICIPALES DE GUINGAMP

Registres classés :

35. BB 14. Registre des délibérations de la Communauté de Guingamp du 8 mai 1782 au 1^{er} mars 1786.
36. BB 15. Registre des délibérations de la Communauté de Guingamp du 8 mars 1786 au 29 décembre 1789.

Registres non classés :

37. Registre politique (Délibérations et Enregistrement des lois) du 31 janvier 1790 au 3 août 1790.
38. Supplément de 4 rôles d'un Registre égaré contenant 50 rôles, janvier 1790.
39. Registre des délibérations du Conseil municipal, du 16 décembre 1790 au 17 juillet 1792.
40. Registre de correspondance du Conseil municipal, du 20 décembre 1790 au 18 juin 1792.
41. Registre d'enregistrement des lois et décrets transmis par le Directoire du département et adressés aux municipalités, du 23 février 1791 au 18 septembre 1793.
42. Registre des délibérations de la Société populaire de Guingamp, du 27 juillet 1793 au 26 prairial an III.

Pièces manuscrites non classées :

1789

43. 16 juillet 1789. Procès-verbal de « l'Assemblée générale des Etudiants de la Ville de Rennes, réunis aux fins de convocation d'hier ».
44. 17 juillet 1789. Procès-verbal de « l'Assemblée des Jeunes Citoyens de la Ville de Guingamp, réunis aux fins de convocation du même jour ».
45. 19 juillet 1789. « Arrêté pris par les Cavaliers du Régiment de Royal Picardie et déposé au greffe de la Municipalité de Guingamp ». Commencant par les mots : « Vive le Roy, Vive M. Necker, Vive le Tiers-Etat ».
46. Août 1789. Rapport des démarches faites par MM. Rupérou et Mazurié en mission à Rennes du mardi 28 juillet 1789 au jeudi 30 juillet 1789.
47. Août 1789. « Extrait des Registres de l'Assemblée générale de la Ville et Communauté de Rennes : délibération du 30 juillet 1789 sur la députation de MM. de Guingamp ».

Octobre 1789. Affaire de Lannion.

48. Extraits des Registres du Bureau de Correspondance et de la Commune de Lannion. Délibérations du 16 octobre, du 18 octobre, du 20 octobre 1789 ; Dénonciation du 21 octobre 1789.
49. Extraits du Registre de Délibérations de la Communauté de ville de Lannion. Délibérations du 19 octobre, du 21 octobre, du 26 octobre 1789.
50. Extrait du Registre du Comité de la Ville et Sénéchaussée de Brest, Conseil général de Brest en activité, Comité n° 3.
51. Lettre du Procureur du Roi, Besné de la Haute Ville, en la Prévôté et Maréchaussée de Bretagne, à la résidence de St-Brieuc, à M. Daniel de Kerinou, maire de la ville de Lannion. Du 28 octobre 1789.

Novembre 1789. Affaire de Lannion.

52. Extrait du Registre des Délibérations de la Communauté des procureurs au Siège royal de Lannion. Délibération du 22 novembre 1789.
53. « Relation exacte de l'émotion populaire arrivée à Lannion les 17 et 18 octobre 1789 à l'occasion du passage de 260 quintaux de grains achetés à Pontrieux et conduits sous l'escorte de 10 hommes du même lieu au munitionnaire des

vivres de la Marine à Brest », 16 pages, signées Cadiou de Kermellec, commissaire de Lannion, s. d.

54. 8 novembre 1789. « Procès-verbal de la prestation de serment du détachement de dragons du Régiment de Conti, étant actuellement en quartier en cette ville de Guingamp, et du corps des volontaires nationaux de cette même ville. »
55. 20 décembre 1789. Proclamation de la loi martiale.
56. 20 décembre 1789. Extrait du Registre de Délibérations de la Communauté de ville de La Guerche (élection des membres du Clergé et de la Noblesse).
57. 29 décembre 1789. Extrait des délibérations du Conseil général des Ville et Sénéchaussée de Brest (union des villes).
58. fin décembre 1789. Minute de la motion Boulon-Dumeny (contribution patriotique).
59. Comptes du Miseur de la Communauté, pour les années 1788 et 1789 : « Etat au vrai que présente... Onfray de la Painnière... de la Recette et Dépense... ».
60. Comptes de Mme Vve de Ménimande, régisseuse des droits d'augmentation et d'extension d'octrois, pour les années 1788 et 1789.

1790

Elections à la Municipalité.

61. Formalités à exécuter pour parvenir à l'instant des élections des nouveaux officiers municipaux. s. d. Signé : Le Normant de Kergré (11 janvier 1790 ?).
62. 16 janvier 1790. Lettre de la Municipalité à M. le Recteur pour publication au prône du décret relatif à la constitution des nouvelles municipalités (projet adopté par délibération du 16 janvier). Lettre retournée par le Recteur après publication.
63. 25 janvier 1790. Compte rendu des élections municipales. Section de Montbareil.
64. Février 1790. Remerciements de MM. Douaren et Cartel l'aîné aux places de Notables.
65. 1^{er} juillet 1790. Compliment de M. Ansquer, en quittant la mairie, fait le 1^{er} juillet 1790.
66. 14 novembre 1790. Election d'un maire. Compte rendu (Section de la Délivrance).

Comptes.

67. 23 janvier 1790. Lettre de Mazurié, Kerninon-Kerbriant, Chauvel-Desportes, Le Bouëtté à la Municipalité pour le paiement de leurs frais de députation à Rennes au mois de mars 1789.

68. Projet de régie des octrois et autres biens appartenant à la Municipalité de Guingamp (1790).
69. Quittances du trésorier pour l'année 1790.
70. Comptes que rend le Sieur P. Guyomar des recettes faites et dépense à l'Hôpital général de la ville depuis le 21 avril 1790 au 31 juillet 1790.
71. Comptes du citoyen Guillaume Gérard nommé administrateur le 13 avril 1790 des biens de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de Guingamp.
72. Pièces concernant la régie des octrois sur les eaux-de-vie pour 1790.
73. Etat du sol pour livre dû au contrôleur sur les octrois perçus pendant l'année 1790.
74. Etat au vrai de la recette et dépense faite par le trésorier de la Municipalité pendant l'année 1790.

Edilité.

75. 6 novembre 1790. Lettre à M. le Juge prévôt de la Cour ducale de la prévôté de Guingamp (aplanissement de la Motte du Vally).

Impôts.

76. 31 décembre 1790. Inventaire fait par la Direction des Devoirs des boissons emmagasinées Rue de la Pompe, au Champ au Roy, au Château.

Subsistances.

77. Subsistances : 1 liasse (1790-1791).
78. 13 janvier 1790. Lettre des commissaires du Comité des subsistances de Brest.
79. 19 avril 1790. Adresse de MM. les marchands et négociants de la ville de Quintin (rareté du numéraire).
80. 29-30 avril 1790. Prospectus d'une souscription pour des achats de grains tendant à prévenir la cherté... jusqu'à la prochaine récolte (approuvé par délibération de la Municipalité de Guingamp).

Exécution des décrets.

81. 15 janvier 1790. Lettre de Dufaure-Rochefort (répondant à une plainte de la Municipalité de Guingamp qui ne reçoit pas les décrets).
82. 8 octobre 1790 - 17 novembre 1790. Extraits de Délibérations du Directoire du District de Guingamp concernant l'abolition des titres nobiliaires et l'enlèvement des armes et armoiries.

83. 21 décembre 1790. Etat des dépenses faites pour effacer les armes et blasons de l'église de Guingamp et différents endroits, par ordre du Procureur de la Commune.
84. 1790. Evaluation et estimation des biens de l'Abbaye de Bégard.

Police. Troubles.

Affaire des dragons de Conti.

85. 7 janvier 1790. Rapport sur ce qui s'est passé dans la nuit du 6 au 7 janvier (Salping).
86. 8 janvier 1790. Copie de la lettre adressée par la Municipalité au Comte de Thiard.
87. 13 janvier 1790. Réponse du Comte de Thiard.

Trouble des cabaretiers.

88. 26 décembre 1789. Lettre de Quimper.
89. 27 décembre 1789. Lettre de Quimper.
90. 28 décembre 1789. Lettre de Lannion.
91. 13 janvier 1790. Lettre de Quimper.

Police locale.

92. 19 février 1790. Rapport signé Huon, officier municipal, sur des affiches malveillantes.
93. Juin 1790. 1 liasse (Tapage nocturne occasionné par Jean Brunot de Camarcl, officier de la Garde nationale).
94. 17 juin - 26 juin 1790. Rapport de Depasse, commissaire de police au sujet d'une plainte déposée par Jean Le Corre, charpentier, contre Jean Légaret, boulanger, qui vend le pain au-dessus du prix marqué.
95. 2 septembre 1790. Plainte de Jean Le Tiran contre Yves Legal boulanger (id.).
96. 8 octobre 1790. Plainte de Martin père contre Rousseau père et fils qui, à l'Hôtel de l'Empereur, l'auraient traité d'espion et frappé.
97. 16 novembre 1790. Rapport de Depasse au sujet des dégradations faites aux murs de la ville.
98. 1790. Requête des Capucins de Guingamp tendant à prévenir les dégradations faites dans l'allée des Capucins, en mai 1790.
99. 18 septembre 1790. Lettre du Directoire du département pour inviter la Municipalité à exercer une police moins dure dans les foires et marchés.
100. 30 octobre 1790. Lettre de l'Accusateur public du département (Besné) aux officiers municipaux de Guingamp (surveillance et police).

Union des villes.

- 101. 4 janvier 1790. Lettre des Commissaires du Conseil permanent de Lannion et Délibérations des 13, 16 et 17 décembre 1789.
- 102. 11 janvier 1790. Lettre de Morlaix, au sujet de la réunion devant se tenir le 18 janvier.
- 103. 11 janvier 1790. Lettre de Quimper, au sujet du renouvellement du Pacte d'union.
- 104. 19 janvier 1790. Lettre de Morlaix.

Assemblées électorales.

- 105. 11 janvier 1790. Extrait des registres de la Ville et Commune de Rennes (sur le marc d'argent).
- 106. 12 janvier 1790. Lettre de Brunot de Villeroi (envoi du Discours de Le Chapelier).
- 107. 17 et 18 mai 1790. Procès-verbal de nominations d'électeurs, 10 pages.

Divers.

- 108. 22-26 mars 1790. Lettres de MM. de Saint-Priest et d'Hervilly.
- 109. 23 septembre 1790. Lettre du Directoire du District à la Municipalité pour l'informer que la chaîne passera à Guingamp le 5 ou le 6 novembre.
- 110. 10 octobre 1790. Lettre de Bérault (Paris) au sujet de Saint Domingue.

1791

Municipalité.

- 111. 23 février 1791. Différend au sein du Conseil. Rapport de MM. Festou, Poullén, Bihan, Huon et Hodouin qui furent insultés.
- 112. 2 avril 1791. Tarif des droits à établir en la ville de Guingamp pour faire face aux salaires du préposé au mesurage, étalonnage et pesage des différentes denrées.
- 113. 17 avril 1791. Etat des affaires, des besoins, des moyens et des ressources de la ville de Guingamp.

Querelle des préséances.

- 114. Pétition des citoyens actifs de la commune de Guingamp aux représentants des Français à l'Assemblée Nationale. 20 pages, s. d.
- 115. 19 novembre 1791. Procès-verbal de l'autopsie de M. Ansquer

Comptes.

- 116. Compte rendu par le S^r Pierre Depasse pour sa régie des

biens de l'Hôpital général de la ville de Guingamp pour les années 1790 et 1791.

117. 1791. Quittances du trésorier.

118. 28 juillet 1791. Premier compte que rend Maurice Herpe, trésorier de la Municipalité.

119. 22 septembre 1791. Lettre au Directoire du District : Comptes de la Municipalité.

Edilité.

120. 1791. 1 liasse : Pièces concernant les emplacements joignant l'église de Guingamp.

121. 1791. 1 liasse : Pièces concernant l'examen à faire de l'état de la maison des Capucins de Guingamp.

Troupe.

122. 7 janvier 1791. Lettre du Commandant du détachement de Conti, (Dangneau) aux officiers municipaux de Guingamp (le détachement part à Lamballe).

— Lettre de la Municipalité au Commandant : réclame 600 cartouches.

— Certificat accordé par la Municipalité.

Troubles. Police.

123. 3 mars 1791. Défense de se masquer (Hello).

124. Mars 1791. Affaire du courrier de la malle-poste de Paris attaqué le 26 mars près de Landivisiau. Lettre de Morlaix du 27 mars. Lettre de Lannion du 30 mars (arrestation d'un des trois assaillants).

125. Avril 1791. Affaire du S^r Kergariou de Lannion. Extrait du registre du Bureau municipal de Guingamp du 8 avril. Lettre du Procureur de la Commune de Lannion (Robinet), du 15 avril.

126. 4 mai 1791. Arrêté du Conseil Général de la Commune de Guingamp pour la sûreté des personnes et des propriétés.

127. 26 mai 1791. Procès-verbal d'une perquisition au Bureau de la Poste aux lettres tenu par Jean-Marie Brunot et Dame Jeanne-Marie Rupérou son épouse (42 lettres adressées aux Trésoriers des communes furent saisies).

128. 27 mai 1791. Lettre des Administrateurs du Directoire du Département au sujet du libelle de M. de Botherel (Protestation de M. de Botherel).

129. 24 juin 1791. Lettre de Pontrieux annonçant l'arrestation d'otages (suspects et nobles désarmés).

130. 5 juillet 1791. Procès-verbal d'une perquisition faite par

Hello, procureur chez M. Cillard de Surville, chef d'escadron demeurant à Guingamp.

- 131. 1791. Enquête de Le Bihan, officier municipal, Toudic fils. Alexandre Rousseau au domicile de Madame Desnoës.
- 132. 24 août 1791. Lettre de Brunot fils, commandant à Tréguier le détachement de la Garde nationale de Guingamp.
- 133. Nouvelle affaire Mintier. Lettre du Directoire du Département concernant le « Nouvel Ordo » d'Augustin-René Le Mintier, imprimé à l'Imprimerie Prud'homme de Saint-Brieuc et adressé à Gérard, libraire à Guingamp (28 décembre 1791) Lettre des Administrateurs du District de Guingamp (3 janvier 1792). Procès-verbal de perquisition des officiers municipaux de Guingamp au domicile du S^r Gérard, libraire (25 décembre 1791).
- 134. 10 avril 1791. Rapport de Huon sur les insolences du S^r Le Caër.
- 135. 22 mai 1791. Rapport de Huon sur les insolences du S^r Cavallan.
- 136. 29 mai 1791. Rapport de Huon sur les insolences du S^r François Dufain qui insulta le procureur Hello.
- 137. 8 octobre 1791. Rapport de Huon sur le scandale causé au tribunal par Yves Riou.
- 138. 20 août 1791. Procès-verbal concernant le S^r Barazer, dominicain (et autres pièces).

Assemblées électorales.

- 139. 10 mai 1791. Election des assesseurs du juge de paix.
- 140. 1791. Liste (incomplète) des citoyens éligibles pour l'électorat : Sections de Saint-Sauveur et de Notre-Dame.
- 141. 21 juin 1791. Compte rendu de la nomination d'électeurs (signé : Rupérou, P. Guyomar, Toudic, Herpe, Beaulard).
- 142. Juin. Pétition des citoyens actifs de la ville de Guingamp à MM. les Administrateurs du département.
- 143. 7 juillet 1791. Requête d'huissier, sur la réclamation de Huchet, contre la pétition ci-dessus.

Divers.

- 144. 31 mai 1791. Lettre de Huchet à la Municipalité de Guingamp pour lui présenter sa brochure propre à montrer au peuple « les avantages de la liberté et les moyens de la conserver ».
- 145. 26 juin 1791. Extrait du registre de Délibérations du Directoire du Département (25 juin 1791). Lettre du Directoire au sujet de la fête fédérative anniversaire du 14 juillet 1791.

146. An III. Etat des citoyens que la Commission de la Municipalité de Guingamp croit propres, dans cette commune, à remplir des places publiques.
147. 15 pluviôse en XI. Etat des cent plus imposés de la commune de Guingamp dressé en exécution de l'article 77 de l'arrêté des Conseils du 19 fructidor an X (Signé : Mauviel).

DOCUMENTS IMPRIMÉS. (S. I. : Sources imprimées)

BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE DE RENNES (ILLE-ET-VILAINE)

1. Détail de ce qui s'est passé à Rennes le 26 janvier 1789 (n° 42612).
2. Protestation des notaires de Guingamp. 14 pages, in-8°, s. l. n. d. (début d'avril 1789) (n° 12070).

ARCHIVES MUNICIPALES DE GUINGAMP (NON CLASSÉES)

Garde nationale.

3. Adresse de la Milice Nationale de Brest à l'Assemblée Nationale (10 janvier 1790). Règlement pour la constitution, l'organisation, le service et la discipline de la Milice ou Garde Nationale de Brest (10 novembre 1789), 14 pages, Imprimerie R. Malassis, Brest, 1790.

Exécution des décrets.

4. Opinion de M. le Vicomte de Mirabeau, député du Haut-Limousin ; et Discours de M. Le Chapelier, député de Rennes, sur la conduite de la Chambre des Vacations de Bretagne, 38 pages, Imprimerie nationale, Paris, 1790.

Union des villes et du Tiers-Etat.

5. Extrait du registre des délibérations de la Municipalité de la ville de Josselin en Bretagne, du 14 décembre 1789 ; Extrait des registres des délibérations des Jeunes Citoyens de la ville de Josselin, du 14 décembre 1789, 12 pages.
6. Lettre des Membres du Conseil municipal de Quimper, du 11 janvier 1790. Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Général et Municipal de Quimper, du 10 janvier 1790, 2 pages.

Constitution des nouvelles municipalités.

7. Instruction de l'Assemblée nationale sur la formation des

- nouvelles municipalités dans toute l'étendue du royaume, du 14 décembre 1789, 16 pages, Rennes, Vatar, 1789.
8. Lettres Patentes du Roi, sur un Décret de l'Assemblée nationale, pour la constitution des municipalités. Données à Paris au mois de décembre 1789 ; 16 pages, Rennes, Vatar, 1790.
9. Lettre des Députés de Bretagne à l'Assemblée Nationale à leurs commettants (adressée à MM. les Volontaires Nationaux de Guingamp). Paris, 3 janvier 1790.
10. Arrêté du Conseil Général de la Commune de Guingamp pour la sûreté des personnes et des propriétés ; Séance du 4 mai 1791. Saint-Brieuc, Beauchemin, 1791.

OUVRAGES ET ARTICLES

(S. I. : Sources imprimées)

11. AULARD (F.-A.). — *La Société des Jacobins*. Recueil de documents pour l'histoire du club des Jacobins de Paris. 6 T., Paris, 1889. T. I., 1789-1790.
12. BERNARD (M.). — *La Municipalité de Brest de 1750 à 1790*. Paris, 1915.
13. BOTREL (A.). — *La Communauté de Lamballe en 1788-1789 et 1790*. Ann. de Br., XX, 1905, p. 296-315.
14. BRETTE (A.). — *Atlas de bailliages et juridictions assimilées ayant formé unité électorale en 1789* (Recueil de documents relatifs à la convocation des Etats Généraux en 1789), Paris, 1904. Carte d'ensemble n° 1 et Carte de la Généralité de Rennes, n° 31.
15. COCHIN (A.). — *Les sociétés de pensée et la Révolution en Bretagne* (1788-1789). 2 T., Paris, 1925.
16. DUBREUIL (L.). — *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord*. (Etudes et documents), Paris, 1909.
17. DUBREUIL (L.). — *La vente des biens nationaux dans le département des Côtes-du-Nord (1790-1830)*. Paris, 1912.
18. DUBREUIL (L.). — *Les vicissitudes du domaine congéable en Basse-Bretagne à l'époque de la Révolution*. Paris, 1915.
19. DUBREUIL (L.). — *Révolutionnaires de Basse-Bretagne : Josèph Le Normant de Kergré*. Ann. de Br., XXXII, 1917, p. 353-392.
20. DUBREUIL (L.). — *Les trois Hello*. Le Fureteur Breton, X, janvier-février 1920, p. 98-103.
21. DUBREUIL (L.). — *Révolutionnaires de Basse-Bretagne : le conventionnel Pierre Guyomar*, Ann. de Br., XXXIV, 1920, p. 168-187 et 298-318.

22. DUPONT (E.). — *La condition des paysans dans la Sénéchaussée de Rennes à la veille de la Révolution d'après les cahiers des paroisses*. Tirage à part des Ann. de Br., Paris et Rennes, 1901.
23. DUPUY (A.). — *Etudes sur l'administration municipale en Bretagne au XVIII^e siècle*. Paris et Rennes, 1891.
24. DUPUY (A.). — *L'enseignement supérieur en Bretagne avant et après la Révolution*, 1 brochure, 23 pages, Rennes, 1888.
25. DURAND (R.). — *Le prix des grains à Guingamp sous la Révolution*. Ann. de Br., XXIX, 1925, p. 499-501.
26. DURAND (R.). — *La population du département des Côtes-du-Nord en 1793*. Ann. de Br., XXXVI, 1925, p. 486-495.
27. DURAND (R.). — *Le département des Côtes-du-Nord sous le Consulat et l'Empire (1800-1815)*. Essai d'histoire administrative, 2 tomes, Paris, 1926.
28. GÉBELIN (J.). — *Histoire des milices provinciales (1688-1791). Le tirage au sort sous l'Ancien Régime*. Paris, 1882.
29. GIFFARD (A.). — *Les justices seigneuriales en Bretagne aux XVII^e et XVIII^e siècles*. Paris, 1902.
30. JOLLIVET (B.). — *Les Côtes-du-Nord. Histoire et géographie de toutes les villes et communes du département*, 4 tomes, Guingamp, 1854-1859.
31. KERMOALQUIN (Abbé U. Onfroy de). — *Etudes sur les villes de Bretagne : Guingamp*, Guingamp, 1846.
32. LE LAY (F.-G.). — *Histoire de la ville et communauté de Pontivy au XVIII^e siècle*. Paris, 1911.
33. LEMASSON (Abbé A.). — *Manuel pour l'étude de la persécution religieuse dans les Côtes-du-Nord durant la Révolution française*, 2 vol., Rennes, 1926 et 1928.
34. LETACONNOUX (J.). — *Les subsistances et le commerce des grains en Bretagne au XVIII^e siècle*. Rennes, 1909.
35. MALLERAY (Colonel de). — *Croquis et figures du vieux Guingamp : Brunot de Camarel (1762-1798)*. Le Journal de Guingamp, 1905. Reproduit dans *La Presse Guingampaise*, 1931.
36. MARÉE, CAMPION, BLANCHARD. — *Anciennes mesures des Côtes-du-Nord comparées aux mesures métriques*. St-Brieuc, 1840.
37. *Mémoires de la Société archéologique et historique des Côtes-du-Nord*, 2^e série, t. I, Saint-Brieuc, 1883-1885.
38. MONNIER (J. Le). — *Guingamp. Avaugour et Penthievre*. Rennes, 1923.
39. OGÉE. — *Dictionnaire historique et géographique de la province de Bretagne*. 2 vol., réédition, Rennes 1843-1853.
40. POCQUET (Barthélemy). — *Les origines de la Révolution en Bretagne*. 2 vol., Paris, 1885.

41. POMMERET (Abbé H.). — *L'esprit public dans le département des Côtes-du-Nord pendant la Révolution (1789-1799). Essai d'histoire politique d'un département breton.* Saint-Brieuc, 1921.
42. POMMERET (Abbé H.). — *Boishardy, l'histoire et la légende.* Saint-Brieuc, 1932.
43. RÉBILLON (A.). — *Les Etats de Bretagne de 1661 à 1789. Leur organisation. L'évolution de leurs pouvoirs. Leur administration financière.* Paris et Rennes, 1932.
44. ROPARTZ (S.). — *Guingamp. Etudes pour servir à l'histoire du Tiers-Etat en Bretagne.* 2^e édition, 2 tomes, Saint-Brieuc, 1859.
45. SAGNAC (P.) et CARON. — *Les comités des droits féodaux et de législation et l'abolition du régime seigneurial (1789-1793). Collection des documents sur l'histoire économique de la Révolution française.* Paris, 1907.
46. SÉE (H.). — *Les classes rurales en Bretagne du xvi^e siècle à la Révolution.* Paris, 1906.
47. SÉE (H.). — *Le rôle de la bourgeoisie bretonne à la veille de la Révolution.* Ann. de Bret., XXXIV, 1920, p. 405-433 (et dans *La vie économique et les classes sociales en France au xviii^e siècle*, Paris, 1924).
48. SÉE (H.) et LESORT (A.). — *Cahiers de doléances de la Sénéchaussée de Rennes pour les Etats généraux de 1789.* 4 tomes, Rennes, 1912, t. I et IV.
49. SKUBER (J.). — *Rues républicaines (Guingamp). Le Fureteur breton*, VI, 1910-1911, p. 228.
50. TRESVAUX DU FRAVAL (Abbé). — *Histoire de la persécution révolutionnaire en Bretagne à la fin du xviii^e siècle.* 2 vol., Saint-Brieuc, 1892.
51. TRÉVÉDY (J.). — *La famille de la Tour d'Auvergne — Corret et la famille Limon du Timeur*, Bulletin de la Société archéologique du Finistère, 1906, p. 42 sqq.

VU ET LU :

Caen, le 12 Janvier 1934.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Caen :*

A. BARBEAU.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Caen, le 13 Janvier 1934.

Le Recteur de l'Académie de Caen :

L. MAIGRON.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
PAGE LIMINAIRE	9
PREMIÈRE PARTIE	
GUINGAMP A LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION	11
La ville	11
La population	15
L'administration provinciale	16
L'administration de la ville	18
DEUXIÈME PARTIE	
GUINGAMP RÉVOLUTIONNAIRE	25
CHAPITRE I : La « Communauté de ville » de Guingamp et la révolte parlementaire de mai-août 1788	25
CHAPITRE II : Les Etats provinciaux : attitude de la Commu- nauté et rôle de Le Normant de Kergé (octobre 1788-février 1789)	31
1. La préparation des Etats provinciaux. — Les revendica- tions du Tiers-Etat	31
2. Les Etats provinciaux	36
CHAPITRE III : La Communauté de ville et les patriotes (mars 1789-décembre 1789)	45
1. La préparation aux Etats Généraux : Assemblée primaire du 31 mars 1789. Rédaction du Cahier de doléances. Election des députés de la Sénéchaussée de Rennes ..	45
L'Assemblée primaire	45
Les cahiers	50
L'Assemblée de la Sénéchaussée	56
2. L'organisation révolutionnaire : Municipalité et Comité légal. Garde Nationale	58
La première municipalité révolutionnaire	58
Le Comité légal	63
Les dernières transformations du Comité	68
TROISIÈME PARTIE	
L'APPLICATION DES PREMIERS DÉCRETS DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE. — LES PREMIERS TROUBLES. — LES PRE- MIÈRES FÉDÉRATIONS	71
CHAPITRE I : L'application des décrets	71
La transmission des décrets	71
L'adhésion aux décrets	72
L'exécution des décrets	77
CHAPITRE II : Les troubles	79
Le clergé	79
La noblesse	83
Le peuple	85
CHAPITRE III : Les fédérations	92

QUATRIÈME PARTIE

L'ORGANISATION DU NOUVEAU RÉGIME (1790-1791)	99
1. L'administration municipale	99
2. Les Assemblées primaires du 17 mai 1790 et les élections de 1790	104
Les Assemblées primaires	104
Les élections à l'Administration du département	105
Les élections à l'Administration du district	105
L'organisation judiciaire : l'élection des juges de paix	106
le tribunal civil	107
le tribunal correctionnel	107
l'organisation financière	107
l'organisation religieuse	108
3. Les Assemblées primaires des 21 juin et 25 juillet 1791	109
Les Assemblées primaires	109
Les élections à l'Assemblée Législative	111
CONCLUSION	112

ANNEXE

A, 1. — Population de Guingamp (chiffres)	115
A, 2. — Revenus municipaux	115
A, 3. — Impôts directs des villes	115
A, 4. — Noms de personnes (Sources)	116
A, 5. — Hôtel de l'Empereur	116
A, 6. — Passages de troupes	116
A, 7. — Commerce	117
A, 8. — Population de Guingamp (Éléments, Noms)	118
A, 9. — Justice	121
A, 10. — Impôts (détails pour Guingamp)	121
A, 11. — Octrois. (Affaire Chermat)	123
A, 12. — Budget de la Communauté de Guingamp	124
A, 13. — Lettre à Necker (2 septembre 1788). Réponse de Necker	125
A, 14. — Uisement de quevaise et domaine congéable	126
A, 15. — Pièces inédites se rapportant au clergé	128
A, 16. — Pièces inédites se rapportant aux émigrations. — Affaire de Kermel	130
A, 17. — Défense de se masquer (3 mars 1791)	133
A, 18. — La querelle des préséances (Pièces)	135
A, 19. — La Fédération du 14 juillet 1790 et la fête anniversaire du 14 juillet 1791	137
A, 20. — L'organisation des nouvelles municipalités	138
A, 21. — Adresse de la nouvelle municipalité à l'A. N. : 3 février 1790	139
A, 22. — Pétition de la municipalité sur les véritables besoins de la ville	140
A, 23. — Mort de Ansquer (ancien maire)	141
A, 25. — La fuite du Roi	142
A, 25. — La déchéance du Roi (août 1792)	144
BIBLIOGRAPHIE	145
TABLE DES MATIÈRES	159

